



**Mémoire Présentée  
par Arsene  
MWAKA BWENGE**

**UNIVERSITE  
DE  
KINSHASA**

**Les Milices Mayi-Mayi dans les conflits et  
violences au Nord-Kivu : Mars 1993-Février  
2004**

---

**2003-2004**

18 OCT. 2006

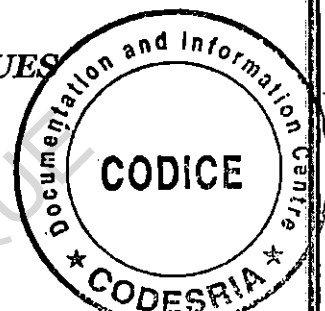
UNIVERSITE DE KINSHASA



01.02.07  
MWA  
13172

FACULTE DES SCIENCES SOCIALES, ADMINISTRATIVES  
ET POLITIQUES

DEPARTEMENT DES SCIENCES POLITIQUES  
ET ADMINISTRATIVES



**LES MILICES MAYI-MAYI DANS LES CONFLITS  
ET VIOLENCES AU NORD-KIVU  
(MARS 1993 - FEVRIER 2004)**

Par  
Arsène MWAKA BWENGE

Mémoire présenté et soutenu en vue de  
l'obtention du Diplôme d'Etudes  
Supérieures en Sciences Politiques et  
Administratives

Directeur : Professeur Jean Omasombo T.

Année académique 2003 - 2004

## *Dédicace*

*A toutes les victimes innocentes des violences du Nord-Kivu et des  
Grands Lacs.*

*A tous les braves qui ont lutté la peur et se sont abstenus du dérapage sous  
toutes ses formes.*

*A tous ceux qui luttent pour une société plus juste et pacifique.*

*Je dédie cette dissertation.*

*Arsène Mwaka Bwenge*

## REMERCIEMENTS

*La réalisation de cette étude a non seulement nécessité un appui matériel, mais aussi mobilisé des énergies tant physiques qu'intellectuelles de plusieurs personnes et institutions à qui nous voulons exprimer notre gratitude.*

*Nous pensons en premier lieu au Directeur de cette dissertation, le Professeur Jean OMASOMBO TSHONDA, aux Professeurs Jean ABEMBA BULAIMU et KIBANDA MATUNGILA, membres de notre commission d'encadrement. Leurs orientations, remarques et observations judicieuses dans le choix du sujet de recherche comme dans la collecte des données ainsi que dans la rédaction de la dissertation ont été d'un apport inestimable. Nous leur sommes redevable à plus d'un titre.*

*Nous remercions en deuxième lieu tous les Professeurs et collègues Chefs de Travaux, Assistants et Chercheurs qui ont contribué à divers paliers à la réalisation de cette œuvre. Sans aucune intention de limiter la liste, nous citons les Professeurs Faustin MULAMBU MVULUYA, Noël OBOTELA, Hubert NTUMBA LUKUNGA, Bernard KINGHOMBE wa KINGHOMBE, André BOLA NTOTELE et la brillante équipe du Centre d'Etudes Politiques. Ici, nos remerciements s'adressent particulièrement à notre ami Léon TSAMBU BULU pour la finesse de sa plume au point d'avoir amélioré la lisibilité de ce texte. Nous exprimons toute notre reconnaissance aux Professeurs Gauthier de VILLERS et Filip REYNTJENS et, à travers leurs personnes, à l'Institut Africain/MRAC et au Centre d'Etude de la Région des Grands Lacs africains d'Anvers pour leur soutien intellectuel et matériel dans la phase de collecte des données. Nous nous sentons également très obligé vis-à-vis de Erik Kennes pour nous avoir inconditionnellement soutenu tout au long de cette longue marche heuristique. Merci aux Professeurs Jean-Bernard OUEDRAOGO et Luc SINDJOUN et à travers eux le CODESRIA, l'AAPS et le GRAPS qui nous ont permis de discuter sur une tribune libre les idées de cette dissertation lors des séminaires méthodologiques organisés à l'Université Omar Bongo et à l'Université Yaoundé 2*

*En troisième lieu, nous sommes redevable à l'endroit du CODESRIA pour l'appui financier qu'il nous a apporté dans le cadre des petites subventions pour la finalisation des mémoires et thèses dont nous avons été lauréat. Ces mots ne sont pas forts pour exprimer toute notre satisfaction à l'endroit de ce premier consortium africain de recherches en sciences sociales que nous avons découvert à point nommé. Que l'actuel comité exécutif serve de modèle aux jeunes chercheurs africains qui constituent la relève.*

*En quatrième lieu et enfin, que notre grande famille tant à Kinshasa qu'au Nord-Kivu trouve ici nos marques de reconnaissance. Nous pensons ainsi à Papa Golf et à tous les amis qui nous ont facilité la recherche. Soumis aux contraintes d'espace au point de taire certains noms, nous pouvons citer Papa SINDANI, Oswald SHABANI, Papa MANASSE, Papa M.B., "les quatre braves", Jean-Baptiste S., Vasco, Augustin MUHONGYA, KIBWANA, Gaston, Beaup, SYAYIRA, NGUOMOJA, KASUNGU, KAKUNGU, Jules B. et M., Assistants MUHESI et KABAYA. Que notre chère épouse Suzanne KAHAMBU trouve en ce travail la justification des rendez-vous manqués d'hier et des absences répétées au toit conjugal d'aujourd'hui. Que le Révérend Pasteur YONA MWAKA – notre modèle – et tous les MWAKA se sentent honorés à travers ce travail.*

*A tous les autres, les mots et l'espace nous font défaut ; nous disons simplement merci !*

**Arsène Mwaka Bwenge**

## INTRODUCTION

### 1. Problématique

Lorsqu'en novembre 1996, l'AFDL et ses parrains rwandais et ougandais resserrent l'étau sur la ville de Goma à l'est du Zaïre, les médias présentent de "mystérieux" hommes armés entièrement nus, venus rejoindre les FAZ pour barrer la route à une attaque qui est alors présentée par le régime Mobutu comme une pure agression. Ces jeunes hommes armés se disent invulnérables face aux tirs ennemis, les balles tirées contre eux étant présumées se transformer magiquement en eau. On les nomme à cet effet des *Mayi-Mayi*<sup>1</sup>, en référence aux cris de guerre et évocateurs "mayi ! mayi !" qu'ils lancent à chaque tir ennemi.

Qui sont-ils ? D'où viennent-ils et que poursuivent-ils ?

Ce sont d'abord les médias qui s'intéressent à eux et surtout à leur aspect folklorique et fétichiste. Ils sont présentés comme des "patriotes" et surtout comme des membres d'ethnies *autochtones* du Nord et Sud-Kivu opposés à toute occupation étrangère, particulièrement rwandaise et singulièrement Tutsi.

Leur gloire ne dure que quarante-huit heures avant que la ville de Goma (Nord-Kivu) ne tombe sous le contrôle des forces armées coalisées de l'Alliance. C'est alors que ces miliciens vont tourner le dos à leur précédent pacte pour s'allier à l'AFDL. En conséquence, ils servent de cheval de bataille pour la chute de diverses localités et villes des provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et d'une bonne partie de l'Ituri en Province Orientale avant qu'ils ne se brouillent avec leur nouvel allié.

---

<sup>1</sup> Littéralement : *eau-eau*. Déjà observée en RDC dans la crise des années 60, cette pratique n'est pas nouvelle.

Les premiers écrits des chercheurs à leur sujet n'apparaissent qu'à partir de 1997. Les plus rapides s'attèlent à les identifier et tentent de cerner leurs actions dans les conflagrations envahissant l'Est du pays. Loin d'une description systématique basée sur des faits, ce sont des catégories sociales et des références historiques lapidaires qui vont plus servir à les identifier : *cadets sociaux, exclus sociaux<sup>1</sup>, bandes des hors-la-loi, rescapés des bandes rebelles des années 60<sup>2</sup>, rescapés de bandits sociaux du maquis du Ruwenzori depuis 1986<sup>3</sup>*. W. Barnes à son tour s'accommode d'une description sommaire de ces mouvements :

*« Apparu dans les années 60 lors des conflits terriens avec les immigrés rwandais, le phénomène mai mai a connu une résurgence au début des années 90 autour des mêmes enjeux. »<sup>4</sup>*

Ayant émergé à partir des conflits locaux "insérés" dans une "conflagration régionale globalisée", la plupart d'analystes ont tenté de rendre compte des *Mayi-Mayi* à ce deuxième niveau caractérisé par l'invasion de l'Est du pays dès août 1998 par les forces coalisées à dominante Tutsi. Il leur est attribué juste une fonction émancipatrice face à une situation plus ou moins chronique d'exclusion socio-économique et politico-identitaire. C'est à ce titre que J.-C. Willame écrit :

*« Recrutés parmi les jeunes des ethnies minorisées du Nord-Kivu (Batembo, Bahunde, Banyanga ou Banande), les Mai-Mai sont sans doute des rescapés de "bandits sociaux" (...) vivant du trafic de l'ivoire et regroupés dans un "Parti de Libération Congolais", ces rebelles effectuèrent plusieurs raids sanglants dans les villages zairois proches de l'Ouganda entre novembre 1986 et septembre 1988 avant de se disperser suite à une contre-attaque très brutale des soldats gouvernementaux qui terrorisent encore plus les populations de la région. Une partie du groupe se serait repliée dans la forêt de Beni d'où ils continuèrent à mener des opérations de guérilla qui les menèrent souvent dans le Masisi »<sup>5</sup>.*

<sup>1</sup> - J.-C. Willame, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Institut Africain/L'Harmattan, Bruxelles/Paris, 1997, pp.35 et 71.

- F. Van Acker et K. Vlassenroot, « Les 'Mai-Mai' et les fonctions de la violence milicienne dans l'Est du Congo », in *Politique Africaine*, n° 84, décembre 2001, p.104.

<sup>2</sup> - Idem

<sup>3</sup> J.-C. WILLAME, « Les relations du régime Kabila avec la région du Kivu », in G. de Villers et J.-C. WILLAME en coll. avec J. Omasombo et Erik Kennes, *République Démocratique du Congo : Chronique politique d'un entre-deux-guerres (octobre 1996-juillet 1998)*, Institut Africain/L'Harmattan, Tervuren/Paris, 1998, p.241.

<sup>4</sup> W. Barnes, « Kivu : enlèvement dans la violence », in *Politique Africaine*, n° 73, mars 1999, p.132.

<sup>5</sup> J.-C. Willame, *op. cit.*, p.241.

B. Kabamba et O. Lanotte nous donnent un complément d'informations sur les Mayi-Mayi, insistant sur leur sentiment patriotique et leurs dissensions internes :

*« En réalité tous les groupes Mayi Mayi n'ont pas de réel projet politique ; leur seule revendication politique est le départ des Tutsi. Autrement dit : "le Congo aux Congolais". Cette revendication suffit pour susciter l'engouement populaire de tout le Kivu. Les Mayi Mayi symbolisent ainsi l'idéal anti-Tutsi dans l'Est du Congo. (...) Il faut noter par ailleurs que ces trois groupes des Mayi Mayi ne s'entendent pas ; chaque groupe est persuadé que son fétiche est le meilleur et le plus puissant. Il leur arrive même de se battre pour eux. Mais l'objectif est le même pour tous : combattre les Tutsis qui sont venus leur "voler" leurs terres. »<sup>1</sup>*

F. Acker et K. Vlassenroot enchaînent dans un article assez détaillé :

*« Le rôle d'une jeunesse dépossédée, cherchant à accéder à un minimum de statut dans un univers social bien moins structuré et plus imprévisible, a rarement été souligné. (...) La violence est de plus en plus utilisée comme un moyen permettant de réorganiser la sphère économique et de contrôler la mobilisation à l'intérieur et entre différents espaces. (...) Dans l'Est du Congo, la frustration provoquée par l'exclusion sociale est ressentie par un grand nombre de jeunes congolais qui montrent une disposition croissante à agir contre ce qu'ils perçoivent comme la cause de la crise actuelle, c'est-à-dire ce qu'ils appellent l'occupation rwandaise de leur province. »<sup>2</sup>*

P. Richards et K. Vlassenroot qui entendent esquisser une théorie de "nouvelles violences politiques africaines" arguent que les *Mayi-Mayi* sont des :

*« factions guerrières de l'est du Congo qui restent quand on enlève la dimension des intérêts internationaux africains. »<sup>3</sup>*

Soulignons d'emblée que ces lectures actuellement médiatisées n'émanent pas pour la plupart des études entièrement consacrées à ce phénomène. C'est généralement des parenthèses rapidement ouvertes et refermées dans les études sur la guerre au Congo<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> B. Kabamba et O. Lanotte, « Guerres au Congo-Zaïre (1996-1998) : acteurs et scénarios », in P. Mathieu et J.-C. Willame, *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des grands lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Tervuren-Paris, Institut africain-L'Harmattan, 1999, p.129.

<sup>2</sup> F. Van Acker et V. Vlassenroot, « art. cit. », pp.103-104.

<sup>3</sup> P. Richards et K. Vlassenroot, « Les guerres africaines du type fleuve Mano. Pour une analyse sociale », in *Politique africaine*, n°88, décembre 2002, p.23.

<sup>4</sup> A titre d'illustration, G. de Villers et J. T. Omasombo, *Guerre et politique : les trente derniers mois de L.-D. Kabila*, Bruxelles-Paris, Institut africain-L'Harmattan, 2001, p.150-154.

Le schème fonctionnel et actanciel qui se profile à travers ces lectures présente deux faiblesses. La première part de son postulat théorique selon lequel « *les exigences de fonctionnement du système social nécessitent que le phénomène étudié remplisse une ou plusieurs fonctions utiles à ce système* »<sup>1</sup>. C'est ce qui pousse à tout prix à rationaliser schématiquement les actions des *Mayi-Mayi* en actes patriotiques de résistance populaire légitime, en réactions politico-administratives émancipatrices à situer loin du "néo-barbarisme" qui tenterait les explications de certains analystes<sup>2</sup>. Comme dans un organigramme, les miliciens *Mayi-Mayi* remplissent des fonctions que leur confère la structure de leur environnement social qui les a exclus.

La seconde faiblesse est celle de lire tout en terme de stratégies et de tactiques basées sur le rapport gain/coût de la part des acteurs locaux... bref, de comportement des acteurs. La tentation serait de s'arrêter aux seuls miliciens émergents et quelques-uns de leurs chefs. Le phénomène *Mayi-Mayi* reste enraciné dans les contradictions locales au Kivu, en Afrique des Grands Lacs, et dans le nouvel ordre mondial qu'il serait biaisé de n'y voir qu'une réalité récurrente ne s'enracinant que dans les problèmes fonciers et identitaires caractéristiques de la province du Nord-Kivu et, dans une certaine mesure, du Sud-Kivu. Les *Mayi-Mayi* ne sont aucunement une réalité particulière isolée de la marche actuelle du monde et de l'Afrique. L'usage de la violence milicienne à des fins politiques, économiques et culturelles n'est pas une exclusivité congolaise et *kivutienne*. Le Liberia, le Sierra Leone, l'Egypte, la Somalie, l'Ouganda, le Rwanda, la République Centrafricaine, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, l'Algérie, la Palestine, le Liban, la Colombie... illustrent bien cette réalité.

En effet depuis bien longtemps, un paradigme de la guerre froide a servi à expliquer les violences en Afrique. Si l'Etat a été classiquement pris

<sup>1</sup> R. Quivy et L. Van Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995, p.95.

<sup>2</sup> F. Van Acker et K. Vlassenroot, *Ibid.*, p.103.



comme monopoleur de violence politique<sup>1</sup>, les autres formes de violence non étatiques ont été présentées comme relevant des phénomènes essentiellement réactifs. En d'autres termes, c'est l'oppression d'origine étatique qui génère les révoltes, les rébellions, les milices et bandes armées. P. Richards le fait remarquer : « (...) Dans l'Afrique des années 90, la nouvelle violence politique est paradoxale : elle éclate dans un cadre étatique faible. Loin d'être générée par l'oppression de l'Etat, elle serait plutôt liée à l'effondrement de celui-ci »<sup>2</sup>. Cet état des choses requiert une explication innovatrice comme tentent de l'esquisser P. Richards et K. Vlassenroot à partir des cas des *guerres africaines du type fleuve Mano*<sup>3</sup>.

Les analyses de ces deux auteurs permettent de bien diagnostiquer et d'ouvrir les pistes de théorisation. Ils s'insurgent contre les tenants des lectures utilitaristes et du choix rationnel qui se situeraient en amont et en aval des actions des acteurs des nouvelles violences. Ils suggèrent une analyse sociologique des guerres africaines.

Cette perspective est fort enrichissante et féconde car elle permet d'aller au-delà de l'*avidité des acteurs* fortement privilégiée par la communauté internationale. Cette dernière réduit souvent les conflits en stratégies des dirigeants insurgés et étatiques. Une telle perspective verse ainsi les explications dans l'illusion héroïque que fustigeait déjà M. Dobry dans bien des analyses des crises politiques<sup>4</sup> et dans les considérations moralisantes qui ont conduit à des expressions genre *diamant de sang, sale guerre, guerre des pauvres, guerre des autres...* qui dénoncent, accusent, justifient plus qu'ils n'expliquent.

<sup>1</sup> A. Giddens, *The Nation State and Violence*, cité par P. Richards, « Sur la violence politique en Afrique : le sectarisme séculier au Sierra Leone », in *Politique africaine*, mars 1998, p.85.

<sup>2</sup> P. Richards, idem.

<sup>3</sup> P. Richards et K. Vlassenroot, « art. cit. », pp.13-26.

<sup>4</sup> M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1986, pp.79-95.

Néanmoins, ces deux analystes s'empressent eux-mêmes de répondre à cette carence théorique avant d'« analyser sociologiquement ». Ils le reconnaissent quand ils reviennent au cas des *Mayi-Mayi* congolais :

*« Pour la plupart des commentateurs, ils ne sont qu'un vestige de l'inexplicable barbarie africaine. Le conflit étant toujours en cours, il est difficile d'approcher directement ces factions pour savoir comment elles-mêmes rendent compte des raisons de leur lutte. On dispose encore moins de témoignages directs sur les groupes mai-mai que sur le RUF durant la guerre de Sierra Leone. »<sup>1</sup>*

Outre son intérêt empirique, une analyse sociologique détaillée sur ce phénomène historique et social situé, ferait beaucoup gagner aux perspectives théoriques. Il s'agit de mettre les *Mayi-Mayi* en relation avec leurs sens et dans les jeux dialectiques au sein desquels ils sont acteurs. Les *Mayi-Mayi* doivent être saisis dans les mobilisations qui affectent concomitamment les sphères sociales du Kivu, de la sous-région des Grands Lacs, de l'Afrique entière et du monde. L'espace socio-économique et territorial que nous avons choisi est resté depuis bien longtemps éclaté et engagé dans un processus de satellisation économique-maffieuse par ses voisins ougandais et rwandais, un nœud de recomposition de la géopolitique régionale. Il convient ici de prendre en compte à la fois les acteurs supposés exclusivement internes – comme souligné dans la citation peu acceptable de P. Richards et K. Vlassenroot – et ceux qui se présentent comme des *observateurs extérieurs indépendants*. C'est dans leurs interactions dialectiques, dans le temps long qui a caractérisé la faillite de l'Etat, dans les contradictions sociales et politico-idéologiques des populations caractérisant les "histoires" concrètes de cette région fragmentée qu'il convient de renforcer la recherche. C'est ce que recommandent Gauthier de Villers, Jean Omasombo et Erik Kennes :

*« Il faudrait, pour rendre compte des phénomènes identitaires et politiques dans leur complexité, mener de front et croiser l'analyse des formes de recherche du profit (ou de moyens de survie) et celle de la guerre et des rébellions. »<sup>2</sup>*

<sup>1</sup> P. Richards et K. Vlassenroot, « art. cit. », pp.23-24.

<sup>2</sup> G. de Villers en coll. avec J. Omasombo et E. Kennes, *op. cit.*, p.150.

Cette option théorique nous conduit au questionnement suivant : par quelles logiques le phénomène *Mayi-Mayi* a-t-il émergé et s'est-il structuré dans les conflits et violences au Nord-Kivu ? En d'autres termes, si ce phénomène peut être expliqué par les problèmes fonciers et identitaires, par l'exclusion des jeunes composant le surplus de la main-d'œuvre agricole au Kivu, comment se présente le processus qui y a conduit ? Mieux, pour paraphraser le philosophe Ladrière, quelle est la raison des causes ayant produit et entretenu les *Mayi-Mayi* ?

Cette interrogation principale suscite les questions subsidiaires suivantes :

- Pourquoi ce phénomène apparaît à ce moment précis de l'histoire ?
- Quelles sont les "valeurs" à la base des alliances et retournements intempestifs entre les *Mayi-Mayi* et les rébellions/invasions – leurs ennemis officiels – et le gouvernement de Kinshasa ?
- Quels liens établir entre les *Mayi-Mayi*, les anciens rebelles *Simba* et les rebelles génériquement appelés *Kasindiens* <sup>1</sup> ?
- Comment rendre compte des luttes internes aux factions ?
- Quels rapports se dégagent entre les *Mayi-Mayi* et le mouvement associatif dit "société civile", et entre eux et la population civile ?
- Qu'en est-il de la rente politico-minièrre dans leurs activités guerrières ?

## 2. Hypothèses

Autant les conflits et les violences actuels en Afrique présentent bien des formes à première vue irrationnelles et barbares, autant ils débordent les frontières nationales et se régionalisent. Ils impliquent ainsi, dans leur ancrage, des acteurs de tous bords : étatiques et non étatiques, voisins et lointains. Comme souligné ci-haut, ils ont lieu dans les espaces où des larges sphères sociales ont longtemps et largement échappé à l'emprise de l'appareil

<sup>1</sup> *Kasindiens* signifie littéralement habitants de Kasindi, un poste frontalier et douanier situé dans le Territoire de Beni au Nord-Kivu. Dans le langage des miliciens ou rebelles, il désigne des hommes armés dont les maquis surplombaient ce poste de Kasindi à la frontière congolo-ougandaise.

étatique si elles ne sont pas restées victimes de frustrations liées à leur exclusion, et ont fini par générer et/ou renforcer des nouvelles formes.

C'est pourquoi dans cette étude, nous avançons une hypothèse de continuité<sup>1</sup>. Les logiques de l'émergence et du développement du phénomène *Mayi-Mayi* ne seraient pas à rechercher dans des "facteurs", des "variables" ou « *des configurations causales radicalement différents de ceux auxquels le politiste et l'historien ont recours pour rendre compte des jeux politiques des conjonctures plus routinières* »<sup>2</sup>. Elles seraient à rechercher, à la lumière du nouve(eau)l (dés)ordre mondial dans les processus, les séquences et les enchevêtrements des conflits et des violences des niveaux national et régional.

Notre thèse est donc que la dynamique des milices *Mayi-Mayi* – leur émergence, leurs discours, leurs pratiques, leurs alliances et défections alternatives, leurs rôles... – procéderait des contradictions historiques (socio-politiques, idéologico-culturelles et économiques) globales manifestes à travers les conflagrations régionales actuelles cernées à partir de leur enchevêtrement avec les conflits locaux au Nord-Kivu. Ces processus pluriels sont à cerner à l'aide d'une construction conceptuelle gravitant autour de l'*anétatisation*, des *nouveaux mercenariats* et de la *néo-magie syncrétique* sous-tendue par les outils conceptuels que suggère le matérialisme dialectique.

En effet, les conflits de dimension nationale des pays voisins du Congo comme l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ainsi que les processus de

<sup>1</sup> Selon Michel Dobry (*op. cit.*, pp.14-15), « *continuité* veut simplement dire que les ressorts sociaux des crises politiques ne se situent pas exclusivement, ni même, sans doute, de façon privilégiée, dans la pathologie et les "déséquilibres" sociaux, les déceptions ou les frustrations (aussi "relatives" fussent-ils), les déviances psychologiques ou encore dans les "poussées" d'irrationalité, individuelles ou collectives (...). Elle renvoie à la réinsertion systématique, dans l'analyse et dans l'explication des crises politiques, de l'activité tactique de leurs protagonistes (...). C'est dire que l'hypothèse de continuité correspond aussi à un déplacement de l'intérêt théorique vers ce qui se joue dans les processus de crise eux-mêmes, dans les échanges de coups qui interviennent au détriment des "causes", "déterminants" ou "pré-conditions" des crises, censés tout expliquer et, éventuellement (mais les deux peuvent se cumuler), au détriment des résultats ou des sous-produits de ces processus, tels que, par exemple, la chute d'un régime politique ou encore, bien sûr, le "changement", l'une des catégories fourre-tout parmi les plus accueillantes de celles dont dispose la science politique. »

<sup>2</sup> Idem, p.14.

déstructuration/restructuration/recomposition qui s'en dégagent ont transcendé leurs frontières nationales. Au Congo-Kinshasa, ils se sont cristallisés dans la longue durée à travers les effervescences locales et nationales ayant affaibli l'Etat et tout son système d'ordre public et de défense. Cet état des choses a généré l'*anétatisation* de l'espace oriental du pays conduisant à la structuration des *espaces anétatiques* autour des nouvelles formes d'autorité – mieux d'*indocilité* – parmi lesquels ceux des *Mayi-Mayi*.

Dans ce contexte d'inflation et d'épuisement du politique, le religieux devient non seulement un cadre privilégié de mobilisation politique mais surtout se propose en rechange sous une forme libératrice. A côté de la montée des "églises" et de leurs "pasteurs" procédant d'un "pentecôtisme réapproprié" durant ces deux dernières décennies, la magie, la sorcellerie (les *nganga*), les religions négro-africaines souvent syncrétiques versées souvent dans le panier du paganisme par les interprétations "théologico-centriques", on assiste actuellement à un *enchantement* inattendu des sociétés congolaises, africaines et même celles présumées modernes<sup>1</sup>. C'est dans cette foulée qu'il faut inscrire les croyances et les pratiques magiques qui font des miliciens et de leurs chefs une catégorie curieuse et adulée dans les conflits et les violences congolaises. Des balles réelles qui se transforment en eau par le simple fait de l'aspersion d'eau magique sur la cible par le *docteur*<sup>2</sup>, des disparitions magiques dans des embuscades, des cailloux qui se transforment magiquement en bombes... attirent la curiosité des observateurs et des "stratèges" de tout bord. Prolifération de la sorcellerie ? Phénomène "moderne" faisant irruption ou "retraditionalisation" de la société ?<sup>3</sup>

<sup>1</sup> F. Bernault et J. Tonda, « Introduction au thème. Dynamique de l'invisible en Afrique », in *Politique Africaine*, n°79, octobre 2000, p.5.

<sup>2</sup> Le mot *docteur* signifie plus ou moins dans le langage *Mayi-Mayi*, le "gourou", le détenteur du pouvoir magique d'essence ancestrale mais aussi, comme nous le verrons, une instance de décision et d'orientation surtout en matière de stratégie militaire et politique.

<sup>3</sup> Voir P. Geschiere, « Sorcellerie et modernité : retour sur une étrange complicité », in *Politique africaine*, n° 79, octobre 2000, p.20.

Souscrivant à la mise au point faite par l'anthropologue hollandais P. Geschiere<sup>1</sup>, il convient de s'arrêter un moment à cette sorte de syncrétisme qui se lit à travers la conceptualisation locale dans le cas des *Mayi-Mayi* et la "moderni(sation)té" de plusieurs de leurs pratiques et croyances. C'est à ce titre que nous nous inspirons de l'idéal-type du sociologue chilien C.P. Gumucio : la *néo-magie syncrétique*<sup>2</sup> pour scruter la profondeur du recours aux pratiques magiques *Mayi-Mayi* qui font de la majorité des miliciens une force rationnellement montée et travaillant dans des logiques plus ou moins mercenariales.

Contrairement au mercenariat classique, cette nouvelle forme de mercenariat n'opère plus dans un cadre plus ou moins institutionnel et hiérarchisé et extraterritorial, mais dans une sorte d'anarchie et de réseau interpersonnel interne faisant croire aux "observateurs de loin" et aux analystes simplistes à un retour d'un "barbarisme africain mal refoulé"<sup>3</sup>, à la désorganisation et à l'indiscipline, aux simples pillages... C'est ce qui nous impose un outil méthodologique susceptible d'éclairer notre lecture.

### 3. Méthodologie

Dans cette recherche, nous avons utilisé la méthode d'Histoire immédiate. Cet emploi se justifie par les exigences de notre objet de recherche.

<sup>1</sup> Peter Geschiere souligne que la *sorcellerie* (*witchcraft* en anglais) est une traduction précaire des notions africaines ayant souvent un sens beaucoup plus large et qui pourraient donc être mieux traduites de façon plus neutre (par exemple comme "force occulte" ou "énergie spéciale"). Cet auteur fait remarquer que ce qui est perçu comme la force même du mal reste paradoxalement ce qui est censé être indispensable à l'accumulation de tout pouvoir et des richesses. Les ambiguïtés et glissement de sens qui se dégagent de ce processus de connaissance défient non seulement l'anthropologie mais aussi la science politique quand il fait référence à Comi Toulabor qui tombe dans la recherche de la classification rigide "magie-sorcellerie".  
Idem, pp.28-29.

<sup>2</sup> Cet auteur souligne que par le fait de la révolution scientifico-technologique qui opère dans le contexte de la globalisation, les croyances et les religions subissent une mutation. Des formes d'adhésion religieuse, les croyances "à ma façon" ou "sans église" confirment de nouveaux types de syncrétismes, où le christianisme est mêlé à des croyances diverses. C.P. Gumucio, « Les nouvelles formes de religion dans la société globalisée : un défi à l'interprétation sociologique », in *Social Compass*, n°49(2), 2002, pp.167-186.

<sup>3</sup> Expression empruntée à J.-P. Chrétien, « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », in *Politique africaine*, n°42, juillet 1991, pp.15-16. Le cas des récentes violences en Europe (Bosnie, Croatie...), en Asie, en Amérique permet de mettre en branle cette thèse de l'anthropologie coloniale qui faisait de ces violences une spécificité africaine.

En effet, face à la cruauté des violences, au désordre, au chaos, aux pillages, extorsions et rançonnements, aux violations flagrantes et massives des droits humains qui caractérisent principalement les actions de certains miliciens, trois attitudes sont possibles. La première renvoie les observateurs et les analystes au désespoir, à la résignation. La deuxième pousse irrésistiblement à la dénonciation. La troisième mobilise un optimisme.

Dans les deux premiers cas, ce sont les démarches normatives à forte teneur morale et juridique qui prévalent dans les tentatives de connaissance<sup>1</sup>. On énonce ce qui devrait être sur la base de certains systèmes et jugements de valeurs. Actuellement, les "principes universels" des droits de l'homme en constitue l'aune principal. Dans ce cas, l'explication du phénomène et ses "apports" dans les rapports sociaux importent peu.

Dans le troisième cas, l'optimisme génère deux démarches. Dans la première – proche de deux précédents – on adopte une démarche positive<sup>2</sup> mais en orientant les choix des faits et gestes vers ce qui arrange son idéologie. Il en est ainsi des "pro-Mayi-Mayi" qui n'y voient simplement qu'un mouvement de résistance des patriotes contre l'envahissement étranger et de ceux "anti-Mayi-Mayi" qui n'y voient que des "forces négatives" xénophobes et pseudo-racistes à neutraliser rapidement, des pauvres et exclus sociaux à la recherche d'un nouveau statut social, etc.

La deuxième démarche se veut sociologique (positive). Elle rend compte de ce qui est. Au-delà de l'enthousiasme militant et politicien que l'on retrouve chez nombre de *Kivutiens* qui fait que la plupart se réclament *Mayi-Mayi*, une analyse sociologique contextualisant les acteurs significatifs des milices dans leur environnement local, national, régional et international s'avère féconde, et la présente étude s'en réclame.

<sup>1</sup> Pour des plus amples détails voir A.B. Mwaka, « Conflits et violences ethno-politique en R.D.Congo. Considérations éthiques et méthodologiques », communication présentée au séminaire co-organisé par INCORE-CEPACS/Université d'Ibadan, 26-28 février 2003, 14p.

<sup>2</sup> Il ne faut pas confondre la doctrine positiviste et le fait d'adopter une démarche positive dans la construction des connaissances.

Les conflits et violences à l'Est de la R.D. Congo sont présentés comme le fait de l'avidité des acteurs intérieurs et extérieurs. Les richesses naturelles de la R.D. Congo en sont la cause principale. « C'est l'économique qui est déterminant » dirait un pseudo-marxiste paresseux et pressé de conclure.

Tout en soulignant que toute guerre a ses aspects économiques et que sans moyens matériels, la guerre ne peut avoir lieu<sup>1</sup>, nous n'entendons pas privilégier *a priori* un des multiples aspects (historique, anthropologique, idéologique, social, économique...) que mobilise le phénomène *Mayi-Mayi* au sein de ces conflits armés. Nous partons des pratiques et des vécus tout en gardant la politique comme centre de gravité<sup>2</sup>. Le phénomène en étude se dégage des pratiques sociales conscientes, mais très diversifiées qui conduisent à se référer aux disciplines disponibles, aux sources d'information, aux techniques d'analyse et bref, à pratiquer une démarche collective<sup>3</sup>. « *Le social est total* » disait Marcel Mauss et il faut en rendre compte dans cette acception.

Ces exigences s'accommodent mieux aux fondements épistémologiques de la méthode d'Histoire immédiate<sup>4</sup>. Au confluent de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie, cette méthode de connaissance a l'ambition de faire l'*histoire vivante* et de laisser participer les acteurs de l'histoire à la connaissance de leur propre vécu. Son champ d'observation est limité par principe aux sociétés et événements contemporains. Tout en soulignant le fait que la science du présent ne scandalise plus, le terme *immédiat* ne signifie pas *instantané* mais *sans*

<sup>1</sup> P. Richards et K. Vlassenroot, « art. cit. », p.14.

<sup>2</sup> C'est la *science politique africaine du temps présent* qui est interdisciplinaire et transdisciplinaire et pour laquelle Ilunga Kabongo plaide il y a plus de vingt ans.

Cfr. K. Ilunga, « Interdisciplinarité et politique. Pour une science politique africaine du temps présent », in *Cahiers économiques et sociaux*, vol. XVIII, n° 2, juin 1980, pp.167-176.

<sup>3</sup> B. Verhaegen, « Principes et pratiques de l'Histoire immédiate en Afrique », in J. T. Omasombo, *Le Zaïre à l'épreuve de l'Histoire immédiate*, Karthala, Paris, 1994, p.286.

<sup>4</sup> Pour cette partie, nous nous inspirons de :

- B. Verhaegen, *Introduction à l'Histoire immédiate*, Duculot, Gembloux, 1974, 200p.

- B. Verhaegen, « art. cit. ».

- B. Verhaegen, *Méthode et techniques : pour une approche dialectique de leurs relations*, texte polycopié, IRSA, Kisangani, mars 1987, 16p.



*médiation*. Bien plus, les médiations ne sont pas supprimées mais réduites le plus possible par un rapprochement physique, culturel et psychologique du chercheur et de son objet de recherche.

Il s'établit ainsi un échange dialectique et intersubjectif entre le chercheur et l'acteur historique. Le premier devant reconnaître au second la capacité de produire une connaissance critique et acceptant également sa propre subjectivité d'acteur engagé, et donc sa perméabilité à l'autre.

Outre les rapports entre savant et acteur historique, les rapports entre le passé et le présent se trouvent ainsi révolutionnés. Le présent passe au poste de commandement<sup>1</sup>. Ce n'est plus le passé qui donne des leçons, qui juge du haut de son tribunal. C'est le présent qui pose des questions et qui fait les sommations<sup>2</sup>.

L'Histoire immédiate fait recours à une double base épistémologique : matérialisme dialectique de Marx et existentialisme de Sartre. D'une part, elle postule qu'une connaissance scientifique des faits humains et sociaux est possible parce que le mouvement dialectique du réel (transformation du monde par l'homme et création simultanée de l'homme par l'homme) est concomitant avec le développement historique de la pensée et que dès lors ce mouvement est perceptible et intelligible à l'homme qui en fait partie à la fois comme sujet et objet, comme acteur et témoin, comme déterminant et déterminé. D'autre part, l'Histoire immédiate emprunte la valorisation du sujet historique dans sa double fonction d'acteur de l'histoire, de créateur-destructeur des structures et du pratico-inerte, et de conscience de l'histoire.

Trois séries de conditions restent requises pour une utilisation féconde de cette méthode. D'abord celles liées à l'acteur historique qui n'est pas tout témoin que l'on peut retrouver dans la société en crise. Pour le Nord-

---

<sup>1</sup> J. Chesneaux, cité par B. Verhaegen, *op. cit.*, p.281.

<sup>2</sup> Idem.

Kivu, nous avons à la fois pris en compte d'abord les acteurs impliqués d'une manière visible et physique dans les activités belligènes, ensuite ceux qui se présentent volontairement comme distants, non impliqués dans les activités belligènes, et enfin ceux qui se présentent comme non impliqués dans les conflits ayant prévalu mais agissant explicitement ou implicitement. Nous avons approché les commandants et chefs de groupes, leurs membres d'administration, les combattants, les *docteurs*, les religieux (pasteurs, prêtres...) et leurs collaborateurs (chauffeurs, secrétaires, agents de développement...), les politiciens, les commerçants, les cultivateurs et éleveurs, les enseignants et les fonctionnaires, les médecins, etc. Nous nous sommes posé d'une manière permanente la question de savoir qui sont au cœur de la crise, qui ont intérêt à voir les modifications ; qui sont les marginaux et quelles sont les catégories opprimées dans une société fragmentée comme le Nord-Kivu de cette dernière décennie.

A propos de l'engagement personnel du chercheur. Cet engagement qui ne doit pas seulement être orienté vers la pratique scientifique de la société savante qui l'a produit, mais surtout vers la pratique politique de la société en crise qu'il étudie. Au-delà d'une interprétation inerte ou essentiellement "théorico-spéculative", le chercheur doit s'engager sur la voie d'une connaissance transformatrice de la société. Notre double qualité de "savant" et d'autochtone de la région sous étude s'est constamment trouvée interpellée.

Enfin, le choix et/ou l'élaboration théorique. Le matérialisme historique est ce cadre théorique qui éclaire les questions liées à l'interlocuteur privilégié, à la place des masses, aux contradictions dominantes, aux différentes instances, à la relation entre événement et explication historique. Nous revenons d'une manière détaillée sur son énoncé théorique et son opérationnalisation dans le premier chapitre.

Pour matérialiser notre démarche méthodologique, nous avons eu recours aux sources écrites et vivantes. Grâce aux techniques d'observation

documentaire et d'analyse de contenu, nous avons exploité les sources de presse, les périodiques, les ouvrages, les comptes rendus, les rapports, les bulletins d'information des services de sécurité de l'Etat et d'autres organisations privées (ONG, Eglises, milices...), les correspondances privées, etc. Autour du Nord-Kivu et du Kivu en général, une bonne quantité de documents circulent. Ces documents ont permis à différents auteurs de faire autant de versions d'*Histoire-récit* répondant plus aux causes à défendre qu'aux impératifs de recherche<sup>1</sup>. Nos investigations nous ont permis d'accéder à une masse d'anciens documents officiels et privés jusque-là peu diffusés. C'est, entre autres, fort de cette documentation que nous avons préparé nos interviews. Ce qui nous a aussi permis de confronter les divers points de vue et informations sur des questions aussi délicates que la nationalité, l'ethnographie, la terre, la religion, etc. Ci-dessus une liste indicative de ces sources qui ont sous-tendu nos enquêtes :

- *Lettre du Commissaire d'Etat chargé des affaires étrangères, n° 131/0096/81 du 8 avril 1981, 2p.*
- *Dépositions orales libres de Rwanyindo Ruziga Ruzira Bwoba à la sous-commission spéciale du Comité Centrale du MPR, 31 mars 1981, 6p.*
- *Dépositions orales libres de Kalisa Ruti à la sous-commission spéciale du Comité Central du MPR, 31 mars 1981, 4p.*
- *Dépositions orales libres de Ndeshyo Rurihose à la sous-commission spéciale du Comité Central du MPR, 31 mars 1981, 4p.*
- *Confrontations des différentes dépositions concernant l'identité de Ndeshyo, Kalisa et Rwanyindo devant la sous-commission du Comité Central, 5p.*
- *Lettre du Citoyen Buunda Birere Shamwami, Commissaire du Peuple et Chef de Collectivité de Bwito (Zone de Rutshuru) au Citoyen Président-Fondateur du MPR sur le cas des Banyarwanda, 7 octobre 1978, 7p.*
- *Lettre de recours des Citoyens Kalisa, Ndeshyo et Rwanyindo au Président de la République du Zaïre, 24 novembre 1980, 1p.*
- *Mémoire des Hutu Zaïrois adressé au Président Fondateur du MPR, 11 septembre 1980, 5p.*
- *Lettre du Citoyen Rwakabuba Shinga au Secrétaire Permanent du Comité Central du MPR portant sur le dossier de la nationalité, 23 janvier 1981, 4p.*
- *Biographie commentée du Professeur Ndeshyo Rurihose destinée au Secrétaire Permanent du Comité Central du MPR, 11 février 1981, 9p.*
- *Document inédit de Mgr. Ngabu remis à la Commission du Comité Central du MPR pour l'étude des problèmes créés par la contestation de la nationalité de trois membres du Comité Central du MPR, 2 février 1981, 9p.*

<sup>1</sup> Lire nos critiques sur cette pratique dans A. B. Mwaka, *La nationalité en R.D.Congo : Tremplin, gratification ou sanction ? Appel pour une nationalité bien comprise*, Cahiers du CEP, N° 002/2003, pp.27-54.

- *Mulinga, Mushishi et Mutambo, Quelques précisions sur les origines, le passé et les problèmes actuels des Banyamulenge et des Barundi de la Zone d'Uvira au Sud-Kivu, Document inédit adressé au Secrétaire permanent du Comité Central du MPR, 11p.*
- *Secrétariat Général du Ministère de l'intérieur et des affaires coutumières, Liste des réfugiés Rwandais au Congo, 29 octobre 1970, 17p.*
- *Territoire de Masisi, Liste des réfugiés rwandais en groupement de Bigiri, Muvunyi-Lac, Muvunyi-Karuba et Kamuronza, 5 avril 1962, 10p.*
- *Secrétariat général de l'Intérieur et des affaires coutumières, Liste des réfugiés Ruandais de Goma, octobre 1970, 34p.*
- *Commissaires du peuple originaires du Kivu, Lettre collective ayant pour objet la dénonciation de l'infiltration des étrangers dans les organes délibérants du MPR, 3 juillet 1987, 5p.*
- *Mwando Simba, Rapport confidentiel au Commissaire d'Etat de l'Administration du Territoire et Décentralisation, Bukavu, 12 septembre 1985, 2p.*
- *Bamwisho Mahia, Lettre adressée au Commissaire d'Etat des affaires foncières, 15 août 1980, 2p.*
- *District des volcans, PV administratif concernant la situation troublée en territoire de Masisi par les rebelles "Kanyarwanda", n° 3072/010/65/M.6/Kanyarwanda du 22 septembre 1965.*
- *Rapport de mission de la commission spéciale du Comité Centrale du MPR au Kivu du 26 janvier au 6 février 1981 et études spécifiques (annexes 1 à 7), 176p.*
- *Premier Rapport de la Commission spéciale au Comité Central du Mouvement Populaire de la Révolution, 4p.*
- *Rapport final de la Commission spéciale au Comité Central du Mouvement Populaire de la Révolution, 35p.*
- *Comité Régional Elargi du MPR /Kivu, Résultats de l'examen des candidatures au Conseil législatif, Bukavu, 25 juin – 07 juillet 1987, 131p.*
- *Dossier des fils Ndeze autour de la pêche Nyakakoma 1985-1989, 59p.*

Nous avons aussi tiré profit des abondantes sources orales et sonores par le biais des interviews libres avec des personnes isolées et en groupe et par des cassettes audio mises à notre disposition. A six reprises (avril-juin 1997, avril 2001, septembre 2001-février 2002, novembre-décembre 2002 et février 2004), nous avons enquêté sur le phénomène *Mayi-Mayi* principalement dans les villes de Beni, de Butembo et de Goma tout comme dans les maquis et les milieux ruraux environnant qui nous ont été accessibles. Suite aux susceptibilités ressenties par la plupart de nos enquêtés et pour que nos entretiens soient féconds, nous n'avons pas fait grand usage du magnétophone. Les interviews s'étant beaucoup plus passées en Kinande et Kiswahili, nous avons pris chaque fois la précaution de les reproduire en français dans notre carnet. Seules les interviews enregistrées ont été retranscrites. La plupart des fiches ont été retournées aux acteurs concernés –

du moins pour ceux qui sont lettrés et parfois à leur secrétariat – afin non seulement de répondre à l'impératif méthodologique d'échange dialectique et intersubjectif entre le chercheur et l'acteur mais surtout de fiabiliser notre traduction et interprétation des langages souvent énigmatiques auxquels les interlocuteurs ont eu remarquablement recours. Il en a été de même des chansons populaires nande produites dans la foulée des violences au Nord-Kivu et des interviews, chansons, communiqués radiodiffusés des *Mayi-Mayi* que nous avons pu enregistrées sur des cassettes audio.

#### 4. Intérêt du sujet

Dès son émergence, le phénomène *Mayi-Mayi* a été conceptualisé d'une manière ethnocentrique et autochtoniste de telle sorte que sa portée réelle a été limitée. Il est vrai que selon les périodes, le phénomène a vu sa signification évoluer. Aujourd'hui, en le replaçant dans la trajectoire historique dominée par des conflits et des violences qui ont eu pour champ d'expression l'Est du pays, particulièrement le Nord-Kivu et dont les enjeux ont dépassé la seule conflictualité locale, deux niveaux d'intérêt s'en dégagent.

i) En premier lieu un intérêt empirique. Comme souligné ci-haut, une étude de terrain, retraçant l'évolution concrète des groupes *Ngilima/Katuku/Batiri/Mayi-Mayi* dès mars 1993 à ce jour, n'a pas encore été réalisée. Le problème d'accessibilité au terrain dominé par une extrême et fragmentaire violence qu'ils ont générée dans le cadre d'une politisation à outrance obscurcissant toute perspective de déchiffrement semble expliquer cette carence. C'est dans l'intention de combler ce vide que la présente étude trouve son principal intérêt. Cet intérêt empirique répond à notre engagement personnel à la fois en tant que ressortissant de cette région et chercheur. Né et grandi au Nord-Kivu au cœur des conflits et violences qui déchirent cette province, nous avons toujours voulu la voir pacifiée, y voir régner l'équité, la dignité, et surtout une gestion rationnelle des contradictions sociales qui se confondent à son histoire. Nous avons choisi depuis une dizaine d'années d'y

consacrer nos travaux de recherche. Ce qui nous a obligé depuis 1995 à effectuer des descentes régulières sur le terrain, même au plus fort des violences. Cette perspective de pacification durable par le déchiffrement des violences et la lecture de leur enchâssement socio-politique constituent notre préoccupation dominante.

ii) En second lieu, un intérêt théorique. Les violences africaines récentes ont remis en cause les théories prévalentes<sup>1</sup> et conduisent à esquisser un nouveau paradigme explicatif des conflits armés de l'Afrique post-guerre froide, de rendre compte des "décentrement des lieux du politique" avec les modifications profondes des représentations du pouvoir et de ses enjeux<sup>2</sup>. Pour paraphraser M. Pandolfi et Abélès, il convient de « *dire ce qui se joue actuellement dans la recomposition des espaces politiques* »<sup>3</sup> au Nord-Kivu et d'une manière générale, dans la restructuration de l'Etat en RDC. Cette recherche y apporte sa modeste contribution.

## 5. Délimitation du sujet

Notre étude est consacrée au mouvement *Mayi-Mayi* ayant évolué et/ou évoluant au Nord-Kivu et particulièrement dans les villages et localités environnants de Goma, de Butembo, de Beni, de Masisi, de Rutshuru et de Walikale. Nous donnons beaucoup plus de détails sur les maquis de Lubero et Beni sur lesquels nous avons enquêté d'une manière plus approfondie. Les groupes de Masisi, Walikale et Rutshuru vont nous permettre beaucoup plus de lire les origines du phénomène et son extension

<sup>1</sup> P. Richards et V. Vlassenroot, « art. cit », p. 13. Ces deux auteurs, outre bien d'autres, résument cette problématique en ces termes : « *Les guerres africaines récentes ont remis en cause les théories de la guerre. L'analyse politique traditionnelle ne semble pas applicable – que ce soit la position réaliste selon laquelle la guerre est une nécessité déplaisante pour forger des Etats stables selon le paradigme de l'Europe moderne, ou la perspective révolutionnaire qui veut que l'oppression et la pauvreté mènent inévitablement à l'insurrection violente. L'idée naguère fortement défendue que les guerres africaines (par exemple la rébellion du Biafra) étaient des luttes pour l'établissement de frontières nationales plus adéquates semble avoir peu de partisans aujourd'hui, sauf, peut-être, dans le cas de la guerre sans fin au Sud-Soudan. Il n'y a rien d'un tant soit peu nationaliste ou noble dans les sales confrontations de brousse en Sierra Leone ou dans l'Est du Congo (RDC).* » Pour leur part, ces auteurs y vont par la perspective théorique durkheimienne non moins critiquable.

<sup>2</sup> M. Pandolfi et Abélès, « Présentation. Politiques jeux d'espaces », in *Anthropologie et sociétés*, vol. 26, n°1, 2002, p.8.

<sup>3</sup> Idem, pp.6-7.

jusqu'en 1998. La distance sociale nous séparant des groupes évoluant dans la partie sud-ouest de la province – sur l'espace sous le contrôle du RCD-Goma entre août 1998 et décembre 2003 – ne nous a pas permis de mener de manière paisible les enquêtes. Après nos enquêtes d'avril-juin 1997 et d'avril 2001, nous n'y sommes rentré qu'en février 2004.

Sur le plan temporel, notre travail s'étend du 20 mars 1993 à février 2004. La première date correspond au déclenchement des hostilités entre Banyarwanda (Hutu-Tutsi) et communautés Nyanga-Hunde dans la localité de Ntoto à Walikale au Nord-Kivu. La seconde correspond à nos dernières enquêtes sur le terrain et au fonctionnement effectif des nouvelles institutions nationales de la Transition au sein desquels les *Mayi-Mayi* se retrouvent.

## 6. Difficultés rencontrées

Dans la réalisation de cette étude, nous avons affronté des difficultés de deux ordres : heuristique et épistémologique.

i) L'étape de la collecte des données a été très éprouvante pour nous. Devant notre souci d'enquêter sur l'ensemble de l'espace géographique du Nord-Kivu encore en ébullition, nous nous sommes heurté à quelques difficultés que nous avons surmontées. Autant dans la partie nord nous avons bénéficié de beaucoup de facilités grâce à nos nombreux réseaux et liens sociaux avec le milieu, autant dans la partie sud nous avons été rapidement pris pour un espion. En avril 2001, en pleine balkanisation du territoire national, nous avons été remis dans l'avion par la sécurité du RCD/Goma après deux semaines de terrain alors que nous tentions de pénétrer la région de Masisi-Walikale. Par ailleurs, la concurrence qui a caractérisé les différentes factions *Mayi-Mayi* et l'idée que bien des services chercheraient à comprendre les stratégies de la lutte *Mayi-Mayi* ont fait que tout a été souvent versé dans le panier du secret et de la mystification. Nous avons été amené à prendre tout notre temps pour multiplier les interviews, rencontrer les dissidents afin de permettre un recoupement aisé et un maximum de contrôle des informations.

Le coût financier de cette option a été très élevé pour nous face à nos moyens limités.

ii) Notre qualité de chercheur et de sujet intéressé par l'objet d'étude a été une seconde difficulté. Comme nous l'avons souligné, nous avons soutenu nos analyses par une masse de documents et grâce à notre méthode, notre interaction dialectique avec les différents acteurs et témoins nous a épargné de rendre une version personnelle des faits. Autant que cela a été possible, nous avons tenu à soutenir toutes nos affirmations par des documents écrits et/ou sonores.

## 7. Subdivision du travail

A part l'introduction et la conclusion, cette dissertation est structurée en quatre chapitres. Dans le premier, nous construisons notre grille théorique de lecture et décrivons le milieu physique et social qui a vu émerger et évoluer les *Mayi-Mayi*. Dans le deuxième chapitre nous retraçons les dynamiques historico-sociales des *Mayi-Mayi*. Dans le troisième, nous cernons l'émergence, les principaux chefs et aires ainsi que les alliances des *Mayi-Mayi* à la lumière des enjeux idéologico-politiques, économiques et militaires de la guerre d'octobre 1996 et d'août 1998 à partir de mars 1993. Dans le quatrième et dernier chapitre, nous essayons de cerner dans quelle mesure ce phénomène a participé à la recomposition socio-politique et idéologique locale au Nord-Kivu tout en gardant la perspective régionale qui sous-tend notre travail.



# CHAPITRE I : GRILLE D'ANALYSE ET AIRES

## *MAYI-MAYI*

### I.1. GRILLE D'ANALYSE

Avant d'entrer dans le vif de notre sujet, il est impérieux de construire un modèle d'analyse. Il n'est pas question ici d'adhérer à une théorie et aux concepts, mais d'articuler nos hypothèses et nos concepts opérationnels dans la perspective d'une théorie ou d'une discipline prise en elle-même, non pas comme définitivement acquise<sup>1</sup>.

Cette option se justifie davantage par le fait que sur un terrain comme celui du Kivu et de l'Afrique des Grands Lacs, les mots, les noms, les termes, les notions et même les concepts restent couverts par une telle charge émotionnelle et affective que leur manipulation requiert une objectivation rigoureuse. Ce processus reste basé sur des relations présumées qui ne relèvent pas de simples définitions ou conventions terminologiques, mais d'une construction abstraite qui vise à rendre compte du réel<sup>2</sup>.

Nous l'avons énoncé ci-haut, notre démarche méthodologique reste sous-tendue par la théorie du matérialisme historique. De cette théorie se dégage un ensemble des principes et des concepts qui ont longtemps fait leur preuve dans le monde et en Afrique. Dans les deux sections suivantes, il va être question de cet appareillage théorique et conceptuel, en adéquation avec les hypothèses qu'il nous a inspirées.

Comme on pouvait déjà bien s'en rendre compte, notre modèle d'analyse est construit à partir du paradigme marxiste dont la conception matérialiste de la vie sociale le distingue des autres paradigmes. Ce principe s'accommode à la démarche sociologique, ici privilégiée, qui croit en la totalité et en la saisie possible des réalités historiques. Le phénomène *Mayi-*

<sup>1</sup> R. Quivy et L. V. Campenhoudt, *op. cit.* pp.107-151.

<sup>2</sup> *Idem*, p.120.

*Mayi* n'est pas à étudier par rapport à lui-même, à ses seuls commandants et combattants ; mais en relation dialectique avec son environnement socio-politique, économique et idéologique sur les plans local, régional et mondial.

### I.1.1. Le matérialisme historique

L'éclatement et la fin du régime soviétique ont été parfois associés, sans critique, à l'incapacité heuristique déclarée des grilles d'analyse d'inspiration marxiste. Pourtant, les dernières évolutions du monde de l'après-guerre froide démontrent encore combien le matérialisme historique et ses concepts ont gardé toute leur portée heuristique. D'emblée, faisons remarquer qu'il n'est pas dès lors question d'une application mécanique et terne de cette théorie qui rappellerait les époques du marxisme dogmatique. Notre fondement méthodologique et épistémologique en rapport avec le mouvement dialectique de la connaissance.<sup>1</sup> Il implique un-va-et-vient méthodologique entre les faits et la théorie. Ce processus quelque peu schématique suppose une telle compénétration entre objet concret de la recherche, théorie, concept, hypothèse et biais découlant du procès de la connaissance qu'il serait illusoire de le concevoir comme dans un laboratoire chimique où se mélange des molécules en vue de la production d'une substance.

En effet, *«le matérialisme historique pose que la manière dont les hommes organisent leur production matérielle constitue la base de toute organisation. Cette base détermine à son tour toutes les autres activités sociales, à savoir l'administration des rapports entre groupes humains (notamment l'apparition et le développement de l'Etat), la production spirituelle, le droit, la morale, la religion, etc. Ces activités dites de superstructure sociale, restent toujours d'une manière ou d'une autre rattachées à la base »*<sup>2</sup>. Ce postulat a été non seulement l'objet de beaucoup de controverses mais surtout d'abus. On ne se trouve pas ici en face d'une description concrète de la marche de l'histoire de laquelle on rendrait compte à l'aide d'une baguette magique délivrant le chercheur de la nécessité d'élucider les

<sup>1</sup> - B. Verhaegen, *Méthode et technique... op. cit.*

- J. T. OMASOMBO, *Méthode du travail scientifique*, cours inédit, UNIKIN/FSSAP-SPA, 2002-2003, pp.26-30.

<sup>2</sup> E. MANDEL, *Introduction au marxisme*, La Brèche, Paris, 1983, p.183.

problèmes restés obscurs<sup>1</sup>. Par ailleurs, la production matérielle ou le facteur économique ne détermine pas directement et immédiatement le contenu et la forme de toutes les activités dites de superstructure ; c'est plutôt, comme nous venions de l'énoncer, la base sociale.

Cette dernière n'est ni l'activité productive en tant que telle, ni la *production matérielle* prise isolément. Ce sont les rapports sociaux que les hommes nouent dans la production de leur vie matérielle. Ils ne déterminent les phénomènes sociaux et les activités au niveau de la superstructure qu'en dernière instance ; ce qui renvoie, non au déterminisme économique, mais bien à un déterminisme socio-économique qui suppose une dialectique entre base sociale et superstructure sociale, entre production matérielle et production spirituelle. C'est dans l'examen approfondi de ces rapports au Nord-Kivu que nous éclairerons le phénomène *Mayi-Mayi*.

Mais auparavant, passons en revue les principaux concepts qui articulent ces rapports dialectiques entre infrastructure et superstructure. Ils ont fait l'objet d'une littérature abondante que nous n'allons pas reproduire ici<sup>2</sup>. Nous nous contenterons d'en souligner les traits essentiels, de les approcher et de les confronter aux réalités de notre terrain afin de rendre fructueuse notre démarche.

### I.1.2. La conceptualisation

#### *1°/ Production et rapports de production*

Pour vivre, l'homme, créature particulière, est amené à s'engager dans la transformation de la nature et des biens. Ce processus qui caractérise la production s'appelle *procès de travail*. Ce dernier rend compte de la réalité

<sup>1</sup> V. Kelle et M. Kovalzon, *Le matérialisme historique. Essai sur la théorie marxiste de la société*, Moscou, Ed. du Progrès, 1972, pp.32-33.

<sup>2</sup> Voir - Idem, pp.51-95 ; M. Harnecker, *op. cit.* ; E. Mandel, *op. cit.*

- L. Althusser et Balibar, *Lire le capital*, Paris, Maspero, 1973.

- N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1972.

- N. Boukharine, *La théorie du matérialisme historique*, Paris, Anthropos, 1967.

de la conversion de la nature et d'autres biens en choses utiles. Il mobilise l'objet sur lequel on travaille, les moyens par lesquels on travaille et l'activité humaine utilisée dans le processus que Marx appelle *force de travail*. Ce dernier n'est pas à confondre au travail lui-même. En R.D.Congo et particulièrement au Nord-Kivu où prédomine un faible niveau de technologie, la force de travail occupe une place importante.

Au sein du procès de travail, les agents de la production nouent des rapports entre eux qui varient d'un contexte à un autre. Le concept de *rapports de production* permet de rendre compte de la façon dont concrètement dans l'histoire le procès de travail se réalise. Ces rapports de production sont soit techniques soit sociaux.

Les rapports techniques de production renvoient, dans un procès de travail, à un type déterminé de relation entre les agents et les moyens de production. Ce rapport est lié aux caractéristiques techniques du procès de production : division technique du travail, types de coopération, caractéristiques techniques du moyen de travail. Ce sont les différentes formes de contrôle ou de maîtrise que les agents de la production exercent sur les moyens de travail en particulier et sur le procès de travail en général qu'on appelle *rapports techniques de production*. En bref, ce sont les rapports de l'homme avec la nature.

Par ailleurs, les *rapports sociaux de production* sont les rapports qui s'établissent entre les propriétaires des moyens de production et les producteurs directs dans un procès de production déterminé, rapports qui dépendent du type de lien (propriété, possession, disposition ou usufruit) qu'ils ont avec les moyens de production. Ce sont *les rapports des hommes entre eux par le biais des moyens de production* comme le résume bien Marta Harnecker. Ces rapports peuvent être d'exploiteurs à exploités (rapports d'esclavage, de servitude et capitalistes) ou de collaboration réciproque.

Ces rapports constituent une unité indissociable dans un procès de production dans l'objectif de produire non seulement des produits matériels, mais aussi la production, la reproduction des conditions sociales de production et des rapports de production dans lesquels s'opère le procès de production. C'est ce qu'on appelle *reproduction des rapports de production* qui, dans le cas comme celui des rapports capitalistes fait intervenir des facteurs superstructurels. Cette reproduction concerne aussi *les moyens de production* et les *forces productives*<sup>1</sup>.

## 2°/ *Infrastructure et superstructure*

L'*infrastructure* ou la *base* est la structure économique de la société. Elle est faite de l'unité des forces productives – forces qui résultent de la combinaison des éléments du procès de travail dans le cadre de rapports de production déterminés – et des rapports de production. Par contre la *superstructure* est l'ensemble des institutions juridico-politiques (le droit et l'Etat) et des formes de la *conscience sociale* (l'idéologie ou les différentes idéologies qui peuvent être religieuses, morales, juridiques, politiques...) qui correspondent à une infrastructure déterminée.

Comme nous l'avons épinglé dès le départ, la théorie marxiste de l'histoire postule que c'est l'infrastructure qui détermine en dernière instance la superstructure. Louis Althusser qui a trouvé cette conception plus métaphorique et descriptive qu'explicative, compare cet énoncé à un édifice comportant une base (infrastructure) sur laquelle s'élèvent les deux *étages* de la superstructure. Ces étages supérieurs ne pourraient *tenir* (en l'air) tout seuls, s'ils ne reposaient précisément sur leur base. De ce fait, les questions et les réponses liées à l'existence et à la nature de la superstructure peuvent trouver les éléments de réponse adéquats *du point de vue de la reproduction*<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Lire avec intérêt L. Althusser, *Positions*, Paris, Ed. Sociales, 1976, pp.67-125.

<sup>2</sup> Un essai sur cette question a été fait par l'auteur dans les pages susmentionnées.

Tout en distinguant le *pouvoir d'Etat* de l'*appareil d'Etat*, il fait éclater ce dernier concept en deux corps : le corps des institutions qui représentent l'*appareil répressif d'Etat* et le corps des institutions qui représentent l'ensemble des *appareils idéologiques d'Etat*<sup>1</sup>. Le premier corps renvoie au gouvernement, à l'administration, à l'armée, à la police, aux tribunaux, aux prisons, etc.

Le second est soit religieux, soit scolaire, soit familial, soit juridique, soit politique, soit culturel. Ils se distinguent fondamentalement de l'appareil (répressif) d'Etat par le fait qu'ils fonctionnent "à l'idéologie" alors que ce dernier fonctionne "à la violence". Néanmoins, cela ne signifie pas qu'ils n'usent pas alternativement de la violence et de l'idéologie d'une manière secondaire.

Insistons un tout petit peu sur les appareils idéologiques d'Etat. De très subtiles combinaisons se tissent entre le jeu de l'appareil (répressif) d'Etat d'une manière franche ou, le plus souvent, par le moyen d'alliances de classes ou fractions de classes. Mais les contradictions, les oppositions et la diversité qui caractérisent ce corps ne peuvent pas céder en sa division. Faisons aussi que la classe (ou l'alliance de classes) au pouvoir ne fait pas facilement la loi. Les appareils idéologiques d'Etat deviennent ainsi, non seulement l'*enjeu*, mais aussi le *lieu* de la lutte des classes. Les anciennes classes dominantes peuvent avoir conservé de fortes positions au point que les classes exploitées ne peuvent trouver le moyen et l'occasion de s'y exprimer que par la résistance ; soit en utilisant les contradictions internes des dominantes, soit en conquérant par la lutte des positions de combat.

C'est pourquoi, tout en soutenant la multiplicité et l'autonomie relative des appareils idéologiques d'Etat, Althusser a constaté qu'ils constituent un tout sous une unité de commandement, celle de la politique de lutte de classes appliquée par les représentants politiques des classes dominantes détentrices du pouvoir d'Etat. Dans les formations capitalistes,

<sup>1</sup> Pour cette partie nous nous inspirons de L. Althusser, *op. cit.*, pp.76-88.

c'est l'*appareil idéologique scolaire* qui a succédé à l'appareil religieux – le système familial restant toujours omniprésent – bien que d'autres pensent à l'appareil idéologique d'Etat. L'objectif ultime de tous ces appareils idéologiques d'Etat reste la reproduction des rapports d'exploitation capitalistes. Chacune y contribue à sa manière. Cette reproduction est assurée par l'exercice du pouvoir d'Etat dans les appareils d'Etat, l'appareil (répressif) d'Etat d'une part, et les appareils idéologiques d'Etat d'autre part. En revenant au cas qui est le nôtre, disons que le rôle de la terre, en tant que moyen de production principal au Nord-Kivu, est prépondérant. Les luttes que son contrôle a générées ont relayé les idéologies autochtonistes-ethnicistes, allochtonistes-ethnicistes, magico-religieuses, nationalistes, panafricanistes, etc. Loin de déboucher sur une révolution dans les rapports de production, les appareils idéologiques scolaire, religieux, politique, culturel, familial et d'information qui ont inoculé dans la masse les idéologies de différence fondant les *Mayi-Mayi*, ont paradoxalement participé à la reproduction des rapports de production capitaliste tout en affirmant aller en lutte contre eux. Les conflits et les violences qui en constituent la matrice ont servi d'instruments à la portée des élites pour leur recomposition, la redistribution des richesses et autres avantages, le pillage des ressources, l'afflux des nouveaux acteurs capitalistes, etc.<sup>1</sup>

Pour mieux en cerner les mécanismes politiques, nous avons introduit les notions d'*anétatisation* (et son dérivé d'espace ou *enclave anétatique*), de *nouveaux mercenariats* et de *néo-magie synchrétique* que nous définissons et opérationnalisons ci-dessous.

---

<sup>1</sup> Ce paradoxe est éclairé par L. Martinez dans le cas des violences algériennes. Voir son article : « La guerre civile en Algérie : une rente politico-financière », in *Bulletin du Codesria*, n° 3/4, 1998, pp.4-9.

### 3°/ *Anétatisation, nouveaux mercenariats et néo-magie synchrétique*

#### a. *Anétatisation*<sup>1</sup>

L'*anétatisation* renvoie à des processus qualifiant les absences d'Etat dont on a peu parlé dans les analyses sociales. L'Etat, à travers ses appareils répressif et idéologique ainsi que le pouvoir d'Etat ne quadrillent pas totalement l'espace social comme le font croire certaines analyses. Il existe des *espaces anétatiques*, des espaces qui échappent au contrôle de l'Etat et qui relèvent d'un phénomène particulier : l'*anétatisme*. Ce néologisme désigne une réalité fondée sur des logiques, des trajectoires, un type d'économie et de normes propres du à l'incapacité de l'Etat à investir l'ensemble du territoire national par déficit de puissance politique et économique ou de légitimité (ou des trois à la fois).

*Anétatisation* que nous préférons à *anétatisme* – qui semble désigner un état tout fait – maintient l'idée de processus, de phénomène. Fait passer ou lié à la crise ou parfois même séculaire, l'*anétatisation* est à la fois jointe à la conjoncture socio-économique et politique ainsi qu'aux tensions sociologiques entre l'Etat et les formes sociales préexistantes qui ont abouti à l'*encercllement de l'Etat par la tribu*<sup>2</sup>. Elle est enfin le fait d'une déréglementation de l'Etat liée à une situation de crise institutionnelle ou politique.

Il se dégage ainsi des nouvelles centralités avec un type d'économie, de socialité et de réseaux normatifs qui se développent en dehors des circuits formels devenus improductifs ; une désocialisation marquée par une indifférence sociale, un déclassé de la politique dans la hiérarchie de la thématique sociale, l'effritement et la perversion du service public, l'utilisation des espaces publics d'opposition pour se constituer des ressources alimentaires (marchés accompagnés des pillages) ; l'insécurité et une

<sup>1</sup> Nous nous inspirons principalement des textes de B. Sall, « Anétatisme et modes sociaux de recours », in GEMDEV, *Les avatars de l'Etat*, Paris, Karthala, 1997, pp.247-257.

<sup>2</sup> Autour du concept *tribu*, lire M. Godelier, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspero, 1973, pp.93-131.



défaillance dans les prises en charge institutionnelle des demandes sociales ; la dépolitisation du social et la désocialisation du politique sans élimination mutuelle et ruine du système global ; le réinvestissement discriminatoire des structures de l'Etat par des groupes dominants qui en font leur propriété et un instrument de violence. C'est le domaine non citoyen et des logiques perverses de survie (trafic de drogue, d'organes humains, prostitution...).

Le phénomène *Mayi-Mayi* et bien d'autres pratiques (exploitation et trafics des matières précieuses et délictueuses, fétichisme, chasse aux trésors...) au Nord-Kivu procèdent de cette réalité tant dans leurs idéologies ethno-nationalistes et autochtonistes que dans la parcellisation du territoire national qui a caractérisé la crise congolaise de ces dernières années. Ils ne sont pas que le fait de l'articulation des modes de production caractérisant la formation sociale du Nord-Kivu, mais aussi celui des inventions sociales hybrides puisant à la fois dans un passé lointain et récent et réinventant par des processus extra-étatiques, des pratiques et croyances supposées libératrices mais qui, en dernière instance, et paradoxalement, participent à la reproduction des rapports de production capitalistes. C'est le cas de la néo-magie synchrétique dont nous faisons mention ci-dessous.

#### *b. Néo-magie synchrétique*

Dans ce contexte de globalisation, le sociologue chilien Cristian Parker Gumucio voulant s'interroger sur la *désoccidentalisation* possible de la sociologie des religions, constate l'existence des nouvelles formes religieuses qu'il regroupe sous la notion de *néo-magie synchrétique*<sup>1</sup>. Souvent perçu dans bien des pays occidentaux influençant d'autres pays dans les cinq continents sur le modèle des religions instituées, officielles, selon lui, le champ religieux s'est transformé. Avec la globalisation, la magie s'est actualisée, non pas en termes de retour mais bien d'une mutation des religions instituées provoquée, en grande partie, par la révolution scientifico-technologique. Ce sont des "*croyances et pratiques sans religion*", des identités religieuses sans

---

<sup>1</sup> C. P. Gumucio, « art. cit. ».

appartenances confessionnelles, des ''espaces fluides et flous''<sup>1</sup> qu'il faut étudier du point de vue des croyances et des pratiquants plutôt que du point de vue institutionnel ou du point de vue de la culture dans les sociétés rationalisées.

En Afrique et dans notre champ en RDC, si la montée du fait religieux est une réalité, sa manifestation dans les formes ci-haut énoncées et sa politisation restent plus manifestes. Les croyances, les pratiques, les rituels, les cérémonies *Mayi-Mayi* puisent à la fois dans la magie, les mânes des ancêtres et la religion chrétienne. Ces syncrétismes magico-religieux plus ou moins œcuméniques ne sont pas à cerner comme une simple réapparition des croyances magiques primitives, des superstitions et de la sorcellerie dont le déclin énoncé sous les coups de boutoir du développement économique<sup>2</sup> n'a pas eu lieu. Ils constituent un cocktail qui ne peut être cerné que dans l'action.

Une telle conceptualisation analytique dépasse la simple description des appareils idéologiques dont a fait mention Althusser quant à la topique infrastructure-superstructure. Représentation du rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence, située matériellement<sup>3</sup>, la *néo-magie syncrétique* en tant qu'idéologie se mondialisant inspire des pratiques militaro-politiques procédant du mode de production capitaliste. Les nouvelles formes de mercenariat procèdent de cette logique.

### c. Nouveaux mercenariats

Les engagements armés des acteurs non-étatiques dans un pays étranger contre paiement ou par aventure est une vieille réalité tant en Occident qu'en Afrique. Ils restent en constante évolution. S'inspirant de David Isenberg, Wilson Zoë catégorise le mercenariat moderne en quatre groupes<sup>4</sup> :

<sup>1</sup> P. Fortuny et L. de Mola, cité par C.P. Gumucio, Ibid., p.41.

<sup>2</sup> F. Bernault et J. Tonda, « Introduction au thème. Dynamique de l'invisible en Afrique », in *Politique africaine*, n°79, octobre 2000, p.5.

<sup>3</sup> L. Althusser, op.cit., pp.97-125.

<sup>4</sup> Propos recueilli lors de notre entretien avec Wilson Zoë à Ibadan au Nigeria, le 28 février 2002. Voir aussi son texte inédit (sans titre) reçu par email.

- la première s'accommode à l'archétype mercenarial qui est motivé essentiellement par le profit et/ou l'aventure ;
- la deuxième catégorie est composée des petits mais importants services de protection sub/non étatiques relevant du secteur militaire informel sous la responsabilité des autorités locales ;
- la troisième comprend des *groupes idéologiques transnationaux* mus par une idéologie ou une religion en vue d'intervenir et d'agir dans les espaces étrangers ;
- la quatrième et dernière catégorie – qui a été qualifié de *nouveaux mercenariats* – est hautement organisée avec un engagement au profit bien structuré, des codes et des canaux de communication de grande capacité.

Il est un fait que de plus en plus, le mercenariat s'articule avec toutes ces caractéristiques mais cette dernière reste plus manifeste. Bien que le profit, l'héroïsme, les identités, les idéologies... s'en trouvent mêlés, ce qui frappe est souvent la structuration des réseaux et organisations jouant au mercenaire. Sans nécessairement poursuivre un objectif d'intervention dans un conflit armé contre l'argent, ils se structurent plus ou moins en véritable entreprise de profit avec des connections dans les milieux politico-maffieux, se dotent des sites Web et mettent à profit toutes les nouvelles technologies de communication<sup>1</sup>. La plupart de ces caractéristiques se retrouvent chez les *Mayi-Mayi* ainsi que chez les rébellions et bandes comme ADF, FDD, FDLR et Interehamwe<sup>2</sup> qui ont eu à agir alternativement dans l'un ou l'autre conflit en Afrique des Grands Lacs. Les réalités des miliciens congolais du MLC de J.-P. Bemba dans le conflit centrafricain en 2003, les "libérateurs" tchadiens du Général Bozizé en République Centrafricaine en 2003... s'agencent avec ce type sociologique spécifique.

<sup>1</sup> Citons: [www.intersec.org](http://www.intersec.org), [www.mayi-mayi.com](http://www.mayi-mayi.com), [www.fdlr.org](http://www.fdlr.org), etc.

<sup>2</sup> Quelques éléments peuvent être trouvés dans International Crisis Group, *Les rebelles Hutu Rwandais au Congo : pour une nouvelle approche du désarmement et de la réinsertion*, Nairobi/Bruxelles, n° 63, 23 mai 2003.

Néanmoins, ce n'est pas seulement à ce seul niveau que les *Mayi-Mayi* présentent des caractéristiques du mercenariat ci-haut décrit. Dans un espace éclaté et structuré en enclaves comme la RDC, l'usage des forces privées contre paiement direct et ou indirect est à placer dans le sac des *nouveaux mercenariats*. Ces enclaves sont gérées sur le modèle des gouvernements, des polices, des assemblées... à telle enseigne que le passage d'une enclave à une autre est soumis à des formalités particulières. C'est ce qui a renforcé les services militaires contre l'argent ou autre forme de paiement tant au niveau intraterritorial qu'extraterritorial.

Bien qu'encore générique, cette notion de nouveaux mercenariats reste d'un grand intérêt heuristique. Elle permet à la fois d'aborder certains aspects de l'économie politique des violences qui déchirent encore de ce jour l'Est du pays et d'aller au-delà de la rhétorique nationaliste et ethno-autochtoniste qui accompagne les *Mayi-Mayi*.

A ce niveau, l'opérationnalisation des concepts marxistes de *mode de production* et de *formation sociale* est susceptible d'enrichir davantage notre analyse.

#### ***4°/ Mode de production et formation sociale***

Nous l'avons énoncé dès le départ, « *le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général* »<sup>1</sup>. En d'autres termes, pour rendre compte du phénomène *Mayi-Mayi*, réalité historiquement située, il convient de s'intéresser à l'organisation de la vie humaine, « *à la manière dont les hommes produisent les biens nécessaires à leur existence et les formes d'organisation sociale qui s'articulent à cette production* »<sup>2</sup>. Bref, il faut étudier le *mode de production* –

<sup>1</sup> K. Marx, cité par M. Harnecker, *op.cit.*, p.121.

<sup>2</sup> R. Martelli, *Comprendre la nation*, éd. Sociales, Paris, 1979, p. 36.

à distinguer du *mode de production de biens matériels*<sup>1</sup> dans lequel s'inscrit ce phénomène.

Pourtant, un mode de production n'est ni un modèle abstrait à partir duquel se construirait le réel ni ce qui est commun à la surface des choses<sup>2</sup>. Il est "contextualisable" et en tant que modèle théorique, il est à observer dans les faits à travers « *les phases successives de naissance, de montée, de maturité, de déclin, de chute et de disparition* »<sup>3</sup>. Une telle perspective permet non seulement de décrire une totalité sociale mais surtout de la connaître, c'est-à-dire d'établir les lois de développement et donc de guider consciemment ce développement comme l'a si bien souligné Marta Harnecker citée ci-haut.

Cette dernière résume les principes d'un mode de production en quatre temps :

1) Un mode de production est constitué d'une structure globale, formée de trois structures régionales :

- la structure économique
- la structure juridico-politique (les lois, l'Etat, etc.)
- la structure idéologique (les idées, les coutumes, etc.)

2) Dans cette structure globale, il existe toujours une *structure régionale qui domine les autres*. C'est la structure régionale qui joue le rôle fondamental dans la reproduction (c'est-à-dire la capacité de créer en soi-même les conditions qui vont permettre son maintien, voire son élargissement qualifié aussi de *régulation*) d'un mode de production déterminé. Pour ce qui est du mode de production capitaliste par exemple, la reproduction est assurée par les lois internes à la structure économique alors qu'elle est assurée par les éléments superstructurels pour le mode de production féodal.

---

<sup>1</sup> Marta Harnecker souligne à ce sujet que le *mode de production des biens matériels* est une notion descriptive et se réfère seulement à la structure économique de la société alors que le *mode de production* tout court est un concept théorique et se réfère à la totalité sociale globale, aussi bien à la structure économique qu'aux autres niveaux (juridico-politique et idéologique) de la totalité sociale.

M. Harnecker, *op. cit.*

<sup>2</sup> R. Martelli, *op. cit.* p.39.

<sup>3</sup> E. Mandel, *op. cit.*, p.190.

3) Dans la structure globale, la structure économique est toujours déterminante en dernière instance. Il convient néanmoins de faire attention à cette expression mise en exergue qui n'est pas à confondre avec le rôle dominant du niveau économique d'un mode de production. L'économie est néanmoins à la fois dominante dans un mode de production et déterminant en dernière instance. Ce qui fait d'un mode de production une *structure à dominante*, pour reprendre l'expression de Louis Althusser.

4) Enfin tout mode de production se caractérise par sa dynamique, c'est-à-dire par la continuelle reproduction de ses conditions d'existence.

Jusque-là, nos explications peuvent faire croire en l'homogénéité dans la production de biens matériels. Pourtant, il n'en est pas question en réalité et notre champ d'étude le démontre à plus d'un titre. Les rapports de production restent variés au sein d'une même société. Mais dans cette diversité il y a toujours un rapport de production qui est dominant, et dont les lois et fonctionnement ont une influence décisive sur les autres sans que ces derniers disparaissent, bien que modifiés et subordonnés. Cette complexité de coexistence des rapports de production explique le caractère complexe de la structure idéologique et de la structure juridico-politique de toute société historiquement déterminée. C'est cette réalité sociale historiquement déterminée qu'on appelle *formation sociale ou formation économique et sociale*. Elle peut correspondre à diverses entités présentant des caractéristiques plus ou moins similaires et une histoire commune. Pour notre étude, c'est l'espace socio-économique, politique et idéologique du Nord-Kivu qui constitue notre formation sociale.

En quoi ce second concept peut nous être d'une grande utilité heuristique ? Maurice Godelier répond que cette approche nous permettra de « *produire une définition synthétique de la nature exacte de la diversité et de l'unité spécifique des rapports économiques et sociaux qui caractérisent une société à une époque déterminée* »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> M. Godelier, *op. cit.*, pp.83-84.

Cette entreprise requiert les démarches scientifiques suivantes<sup>1</sup> :

- 1) Identifier le nombre et la nature des divers modes de production qui se trouvent combinés d'une manière singulière au sein d'une société déterminée et qui en constituent la base économique à une époque déterminée ;
- 2) Identifier les divers éléments de la superstructure sociale et idéologique qui correspondent par leur origine et leur fonctionnement à ces divers modes de production ;
- 3) Définir la forme et le contenu exacts de l'articulation, de la combinaison de ces divers modes de production qui se trouvent les uns par rapport aux autres dans un rapport de hiérarchie dans la mesure où l'un des modes de production domine les autres et les soumet en quelque sorte aux nécessités et à la logique de son propre mode de fonctionnement, les intègre plus ou moins au mécanisme de sa propre reproduction ;
- 4) définir les fonctions propres de tous les éléments de la superstructure et de l'idéologie qui, malgré leurs origines diverses, correspondant à des modes de production ; quelle que soit leur origine, ces éléments de la superstructure se trouvent ainsi, en quelque sorte, redéfinis, chargés d'un nouveau contenu.

En définitive, le concept de *mode de production* vise une totalité sociale abstraite, alors que celui de *formation sociale* vise une totalité sociale historiquement déterminée. Cette dernière regorge des contradictions qui peuvent être cernées à différents moments de la lutte des classes. D'où l'importance du concept de *conjoncture politique*.

### 5°/ *La conjoncture politique*

La *conjoncture politique* désigne le "moment actuel" de la lutte des classes dans une formation sociale ou dans un système de formations sociales. Ce concept peut aussi s'appliquer aussi bien à une formation sociale déterminée qu'à la situation mondiale, où existent des rapports déterminés entre des systèmes de formations sociales.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

Ce moment actuel se caractérise comme étant une synthèse des contradictions d'une formation sociale, ou d'un système de formations sociales, à un moment donné de leur développement. Elle s'exprime fondamentalement comme une opposition entre différentes forces sociales, un système de contradictions dans lequel une contradiction est principale et les autres secondaires. Chacune de ces contradictions a deux aspects : un aspect principal et un aspect secondaire qui se développent inégalement et alternativement. Il convient donc d'analyser quel type de rapport s'établit entre ces deux aspects d'une contradiction et les modifications qui s'y produisent et dans le système de contradictions pour comprendre le "moment actuel". Cet impératif s'accommode avec notre engagement ci-haut énoncé.

La totalité sociale du Nord-Kivu regorge d'une multitude de contradictions : autochtones/nationaux et allochtones Banyarwanda étrangers, grand propriétaires fonciers et paysans généralement sans terres, droits fonciers et coutumes/pratiques foncières populaires, élites ecclésiastiques catholiques et protestants, armée régulière et milices/bandes/rébellions, nationaux et étrangers, etc. Dans les pages qui suivent, nous aurons à les décrypter.

## **I.2. AIRES MAYI-MAYI AU NORD-KIVU**

En préférant "aire" à "région" ou "zones", nous avons voulu insister sur l'influence du milieu, de l'environnement physique et social sur le phénomène *Mayi-Mayi*. Il s'agit de jeter un regard sur les actions qu'induit cet environnement. Aire est ainsi pris dans le sens que lui confère le Petit Robert : « *une région plus ou moins étendue occupée par certains êtres, lieu de certaines activités, certains phénomènes* ». Nous aurons ainsi à insister sur les activités humaines, les mentalités, les contradictions sociales et historiques au sein desquelles est venu s'insérer ou dont a émergé le phénomène des milices.



Bien qu'impliquant les caractères physiques et humains particuliers, la notion de "région" devient plus ou moins limitée dans le sens où elle veut plus insister sur l'unité obstructive d'un espace par rapport aux autres. La notion d'« aire » garde son avantage de renvoyer à un espace plus ou moins ouvert et nous permet de mieux cerner les enchevêtrements insoupçonnés indépendamment des délimitations politico-administratives, culturelles et militaires. Néanmoins, nous prenons ici en considération les aires de la province du Nord-Kivu.

### **I.2.1. Nord-Kivu : aperçu historique et données administratives**

L'actuelle Province du Nord-Kivu (1988) est une entité récente obtenue au bout d'une restructuration progressive. Les réformes de 1933 au Congo Belge qui ont créé six Provinces, faisaient du Kivu montagneux (Nord-Kivu et Sud-Kivu actuels) un de deux districts (en plus du Maniema) de la province du Kivu. A cette époque, le Nord-Kivu ne comprenait pas ses actuels Territoires de Beni et Lubero qui ne constituaient qu'un seul (Wanande puis Semliki). Ce territoire faisait partie du District de Kibali-Ituri duquel il ne sera détaché qu'en 1935 pour former les Territoires de Wanande Nord (actuel Beni) et Wanande Sud (actuel Lubero) qui seront depuis attachés au Nord-Kivu. La ville de Goma a pris de l'importance avec l'implantation de plus en plus intensive du colonat entre 1945-1950 et l'extension des exploitations minières dans le Nord-Kivu (Minière de Grands Lacs, MGL)<sup>1</sup>. Ce sont ces deux éléments qui lui ont conféré la chance d'être érigé en District en 1953.

Après la colonisation, le 15 août 1962, le Nord-Kivu est érigé en Province avec comme chef-lieu successivement Kirotshe, Sake, Luofu, Kirotshe et finalement Goma le 18 septembre 1965. Ces changements de chef-lieu sont dus aux conditions de contestation dans lesquelles cette décision est prise. Les élus et populations Banyarwanda (Hutu et Tutsi) de

<sup>1</sup> J.-C. WILLAME, *Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement. Nord-Kivu et Lac Léopold II*, CEP, n° 3, oct. 1964, Léopoldville, p.34.

Goma et Rutshuru ne voulaient pas appartenir à cette Province. Ils voulaient rester rattachés à la Province du Kivu Central qui avait pour chef-lieu Bukavu.

Cette nouvelle province qui naît difficilement, ne fera pas long feu. Avec le coup d'Etat de Mobutu le 24 novembre 1965, elle est rapidement rattachée à la Province (désormais Région) du Kivu qui a de nouveau pour chef-lieu Bukavu. Ses trois Districts (Sous-Régions) du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema avec comme chef-lieu Bukavu, Goma et Kindu sont dépouillées de toute autonomie de gestion. Elles constituent des simples organes de coordination et de surveillance où tous les débats de représentation, de nationalité, de redistribution des richesses et services sont absents et réprimés au plus fort du régime Mobutu. En 1988, les impératifs de changement poussent le MPR Parti-Etat à recréer trois nouvelles provinces (Régions) à partir du grand Kivu. Le Nord-Kivu redevient ainsi une Province avec Goma comme chef-lieu.

Avec la guerre d'octobre 1996, Goma joue le rôle de capitale de la rébellion jusqu'à la chute du régime Mobutu le 17 mai 1997. Ecartelé entre deux ailes dissidentes de la rébellion/invasion du RCD, le Nord-Kivu est pratiquement scindé en deux Provinces distinctes avec comme frontière de fait la cité de Kanyabayonga dans le Territoire de Lubero. Alors que la réunification déclarée du territoire national est censée avoir consacré la réunification de cette province, les anciennes administrations rebelles continuent à contrôler ces deux parties à partir de Beni pour le RCD/K-ML et Goma pour le RCD/Goma.

Ci-dessous un tableau synoptique retraçant la subdivision administrative de la Province du Nord-Kivu.

**Tableau n° 1 : Tableau synoptique de la subdivision administrative  
de la Province du Nord-Kivu**

N°	ENTITÉS	SUBDIVISIONS		
		Communes	Cités	Secteurs/ Chefferies
1	Ville de Goma	1) Goma* 2) Karisimbi	X	X
2	Ville de Beni	1) Beu 2) Bungulu 3) Mulekera 4) Ruwenzori	X	X
3	Ville de Butembo	1) Bulamba 2) Bulengera 3) Kimemi 4) Mususa	X	X
4	Territoire de Beni (7.571 Km²)	X	Oïcha	1) chefferie des Bashu 2) Chefferie des Watalinga 3) Secteur de Beni-Mbau 4) Secteur de Ruwenzori
5	Territoire de Lubero (18.099 Km²)	X	1. Lubero 2. Kanya-bayonga 3. Kaynà 4. Kirumba	1) Chefferie des Baswagha 2) Chefferie des Batangi 3) Chefferie des Bamate 4) Chefferie des Bapere
6	Territoire de Masisi (4.734 Km²)	X	1. Sake 2. Masisi	1) Chefferie des Bashali 2) Chefferie des Bahunde 3) Secteur de Osso 4) Secteur de Katoyi

7	Territoire de Nyiragongo (463 Km <sup>2</sup> )	X	X	Chefferie des Bakumu
8	Territoire de Rutshuru (5.289 Km <sup>2</sup> )	X	Rutshuru	1) Chefferie de Bwisha 2) Chefferie de Bwito
9	Territoire de Walikale (23.475 Km <sup>2</sup> )	X	Wakikale	1) Secteur des Wanyanga 2) Secteur des Bakano

Sources : Archives provinciales du Nord-Kivu à Beni et Goma

La Province du Nord-Kivu est subdivisée en trois villes (Beni, Butembo et Goma), 14 communes, six territoires et 17 secteurs dont 10 chefferies. Elle a pour chef-lieu la ville de Goma. Si les villes et communes instituées par le RCD/K-ML ont été consacrées par le décret présidentiel n° 042/2003 du 28 mars 2003 dans le cadre des négociations d'après-guerre, beaucoup d'autres entités comme les cités de Mangina, Bulongo, Lume... qui fonctionnent jusqu'à présent ne sont pas juridiquement couvertes.

### I.2.2. Cadre géographique<sup>1</sup> et richesses naturelles

La Province du Nord-Kivu tire son nom du Lac Kivu qui la limite au Sud en plus des Territoires de Kalehe et Shabunda (Province du Sud-Kivu). Elle est bornée à l'est par le Rwanda et l'Ouganda, au sud-ouest par les Territoires de Lubutu et Punia (province du Maniema), au nord et à l'ouest par les Territoires d'Irumu, de Mambasa et de Bafwasende (Province Orientale).

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir : - PNUD/UNOPS, *Monographie de la province du Nord-Kivu*, Kinshasa, octobre 1998, pp.2-17.

- C Ngirabatware, *Le Nord-Kivu. Une mentalité nouvelle pour une nouvelle Région*, Kinshasa, s.e., 1988, pp. 6-7.

Quelques reliefs forment sa frontière avec l'Ouganda et le Rwanda. Il s'agit du sommet de volcan Sabinyo (3.634 mètres) et du Lac Kivu (2.700 Km<sup>2</sup>) au sud-ouest par la frontière avec le Rwanda et du massif montagneux du Ruwenzori (5.119 mètres)<sup>1</sup>, du lac Albert (ancien Idi Amin) à sa frontière est avec l'Ouganda. Avec d'autres volcans comme Visoke (3.711 mètres) et Karisimbi (4.507 mètres) partagés entre le Rwanda et la RDC, ainsi que Mikeno (4.437 mètres), Nyiragongo (3.470 mètres) et Nyamulagira (3.056 mètres) entièrement situés en territoire congolais, la surface du Nord-Kivu se trouve fort accidenté. Les plateaux, chaînes de montagnes et plaines qui forment son relief varient de moins de 800 mètres à plus de 2.500 mètres. Cette hétérogénéité du relief fait varier les climats : entre 15°C et 23°C avec des faibles variations saisonnières. Ce qui lui confère un des climats les plus doux du Congo, un environnement agréable et diversifié, des riches potentialités touristiques, agricoles, pastorales et minières dont nous ferons mention ci-dessous.

Située à cheval sur l'Equateur, la Province du Nord-Kivu est comprise entre 0°.58' de latitude Nord et 02°.03' de latitude Sud et entre 27°.14' de longitude Ouest et 29°.58' de longitude Est.

A part les montagnes (volcaniques éteintes et actives), les plateaux, les collines, les espèces animales variées, les plaines alluviales, les roches anciennes, les lacs dont pour l'essentiel font partie du Parc National des Virunga (PNVi 809.000 ha), l'environnement naturel du Nord-Kivu en font un des sites touristiques pittoresques de la RDC. Son sous-sol reste très riche en minerais : or, pétrole, colombo tantalite, wolframite, pyrochlore, béry de pegmatites, étain (dont le groupe est composé de l'étain, du tungstène, du niobium, du tantale, des terres rares et du béryllium). Les gisements généralement exploités sont situés autour de Obaye dans le Territoire de Walikale autour de Bishasha en Territoire de Masisi, autour de Lueshé à Rutshuru, autour de Etaetu en Territoire de Lubero, de Bingo et Manguredjipa dans le Territoire de Beni.

---

<sup>1</sup> Le sommet le plus haut de la RDC.

De même, comme nous en discuterons dans la suite, cet environnement géographique particulière n'est pas sans influence sur les phénomènes des milices *Mayi-Mayi* et des violences qui ont été observées dans cette province. Les montagnes et la faune de ses forêts, les parcs nationaux et réserves naturelles qui jonchent ses frontières nationales constituent un milieu propice au développement des maquis et des luttes pour le contrôle de cet espace. Pour une grande part, les principales aires *Mayi-Mayi* ont été situées dans les sites miniers ci-haut cités.

Comment les populations se répartissent-elles sur cet espace et quels sont les principaux problèmes que leur cohabitation pose ?

### **I.2.3. Eléments démographiques et culturels**

Avec plus ou moins quatre millions d'habitants actuellement, le Nord-Kivu fait partie de l'axe de peuplement dense de l'Est de la RDC allant du Lac Tanganyika au Lac Mobutu. Cette population se trouve inégalement répartie sur un espace exigu grignoté par les volcans, les lacs, les parcs nationaux et réserves naturelles inhabitables et impropres aux activités humaines comme l'agriculture et l'élevage.

A défaut des recensements fiables et actualisés, nous illustrons cette réalité démographique par le recensement administratif de 1994.

**Tableau n° 2 : Population du Nord-Kivu répartie par Territoire**

ENTITES ADMINI- STRATIVES	SUPERFICIE		POPULATION		DENSI- TE Hab./Km <sup>2</sup>	ELEMENTS ETHNIQUES
	Km <sup>2</sup>	%	Effectif	%		
Masisi	4.734	7,96	554.538	17,68	117	Hunde, Hutu, Nyanga, Tembo, Tutsi...
Rutshuru	5.289	8,89	568.262	18,11	107	Hutu, Hunde, Nande, Tutsi...
Walikale	23.475	39,47	194.371	6,20	8	Nyanga, Kano, Kusu, Hunde...
Lubero	18.096	30,42	857.222	27,33	47	Nande, Piri, Kobo...
Beni	7.484	12,58	774.580	24,69	103	Nande, Mbuba, Mbuté (Pygmées), Talinga, Pakombe...
Nyiragongo	193	0,32	45.253	1,45	244	Hutu, Kumu
Goma	212	0,36	142.835	4,54	674	Hunde, Hutu, Nande, Nyanga, Tutsi, Shi, Rega, Kusu, Kumu...
Population Total/Pro- vince	59.483	100	3.137.061	100	53	

Source : Division Provinciale de l'Intérieur/Nord-Kivu 1994 et observations personnelles.

Comme on peut bien le constater, de fortes disparités s'observent. Avec ses basses terres forestières, Walikale, le Territoire le plus vaste (39%), reste presque inhabité (6%), alors qu'il est le seul qui n'a ni volcan, ni lac, ni parc national restreignant l'installation de la population et l'exploitation de la terre. Le Territoire le plus peuplé reste Lubero (27%) et Beni (24%)<sup>1</sup>. Les plus fortes densités sont à situer à Masisi (117 habitants au Km<sup>2</sup>), Nyiragongo (244 habitants au Km<sup>2</sup>) et Goma (674 habitants au Km<sup>2</sup>). Selon les mêmes données,

<sup>1</sup> Cet ordre reste valable quand on considère l'ensemble des Territoires de toute la République.

80% de la population du Nord-Kivu occupent 20% de la superficie correspondante aux terres de hautes altitudes, soit une densité estimée à 210 habitants au Km<sup>2</sup>. Ces moyennes cachent des fortes disparités observables dans bien des milieux ruraux.

Bien qu'il n'existe aucun recensement fiable pour les nombreuses générations de réfugiés surtout rwandais à l'Est de la RDC, la monographie rédigée par le PNUD, citée ci-haut, fournit les éléments ci-dessous : pour les réfugiés recensés par le Haut Commissariat des Nations Unis aux Réfugiés en 1995 : 739.000 Rwandais (soit 99,08%), 3.881 Burundais, 2.513 Ougandais, 441 Soudanais et 25 autres nationalités sur un ensemble de 745.880. Goma, Rutshuru et Nyiragongo sont les entités qui ont accueilli le plus grand nombre de réfugiés.

Il y a de ce fait une forte proportion d'étrangers au Nord-Kivu en tant que province frontalière d'une vieille tradition migratoire rwandaise. Traditionnellement avec une proportion d'un étranger sur six habitants, elle est passée à un sur cinq avec l'afflux massif des réfugiés. Le retour massif des réfugiés Hutu rwandais en octobre 1996 n'a pas sensiblement modifié cette réalité compte tenu de ceux d'entre eux restés dans les forêts, et d'autres qui se sont intégrés dans les populations locales ainsi que de nombreux Tutsi et Ougandais retournés au Congo dans la foulée de l'envahissement successif de cette partie du pays par les armées ougandaises et rwandaises.

Treize ethnies sont dénombrables au Nord-Kivu : Hunde, Hutu, Kano, Kumu, Kusu, Mbuba, Mbute, Nande, Nyanga, Piri, Talinga, Tembo et Tutsi. A eux seuls, les Nande et les Hutu forment la majorité écrasante (plus ou moins 80%) de la population de cette Province. Les Hunde, Tembo, Mbuba, Piri, Pakombe... constituent à la fois des minorités numériques et sociales. Les Tutsi, ainsi que nous le verrons, sont numériquement minoritaires, mais à travers l'histoire politique et sociale de la province, ils n'ont pas été moins majoritaires. D'autres ethnies comme les Kano, les Talinga et les Kumu, bien que numériquement minoritaires, sont moins



minorisés grâce aux structures politiques traditionnelles qui se sont maintenues.

Les populations bantu habitant le Nord-Kivu font partie des vagues migratoires des peuples dits du Nyoro<sup>1</sup> situées, selon beaucoup d'auteurs, vers le 16<sup>e</sup> siècle. Il s'agit des Nande, des Talinga, des Hutu, des Hunde, des Nyanga et des Tembo. A ces peuples qui seraient venus du Kitara en Ouganda actuel, il faut ajouter des îlots des Hema de la vallée de la Semliki qui n'ont pas connu une vie de cohabitation facile avec les Nande des clans Bashu et Banyisanza pendant la période coloniale autour de la localité de Karuruma<sup>2</sup> avant que cet espace ne soit intégré dans le Parc National des Virunga en 1935. En plus de la maladie du sommeil qui avait déjà chassé un bon nombre d'entre eux vers l'Ouganda, ils seront obligés d'émigrer massivement vers l'Ouganda. Un petit groupe parsemé parmi les Bashu survivra<sup>3</sup> sur les terres hautes de cette collectivité. Avec la guerre de 1998, un groupe de 213 Hema en provenance de l'Ouganda – avec des revendications autochtonistes et escorté par quelques éléments ougandais de l'UPDF – s'implantera en plein parc national<sup>4</sup>.

Il faut ajouter à ce groupe nilotique, les nombreuses vagues de migration des Tutsi du Rwanda à Rutshuru, Masisi et Nyiragongo antérieures à la colonisation (quelques familles du Bwisha ayant oeuvré pour le compte des monarques Rwandais) et postérieures à la colonisation (les nombreuses familles de Goma, Nyiragongo, Masisi et Rutshuru). S'il n'existe pas une tradition unique en ce qui est de l'organisation du pouvoir Banyarwanda (Hutu et Tutsi) habitant le Nord-Kivu, quelques caractéristiques rapprochent les groupes ethniques qui se considèrent comme autochtones.

<sup>1</sup> Lire M.A. Moeller, *Les grandes lignes des migrations des bantous de la Province Orientale*, s.l., s.e., s.d.

<sup>2</sup> Voir le dossier de leur chef Kadiadia dans les Archives de la Zone de Beni et K.T. Mashauri, *Dynamique de l'action missionnaire catholique chez les Yira occidentaux (1906-1959). Méthodes apostoliques, mutations sociales et interactions culturelles*, thèse inédite, Faculté des Lettres/Université de Kinshasa, 1986-1987, p.227.

<sup>3</sup> Mashauri, "Organisation étatique des Yira et son origine", in *La civilisation ancienne des peuples des grands lacs*, Paris-Bujumbura, Karthala-Centre de civilisation Burundaise, 1981, p.163.

<sup>4</sup> A.B. Mwaka, *L'immigration récente des Hema au Graben (Nord-Kivu septembre) : Elément pour une nouvelle problématique de la nationalité congolaise*, communication aux premières journées de la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques/Université de Kinshasa, mai 2003.

Alors que leurs voisins Mbuté (pygmées) soumis au nomadisme se trouvent beaucoup plus segmentés, les Nande, Hunde et Talinga connaissent des pouvoirs coutumiers assez enracinés dans la société et dans les mentalités. Chez les Nyanga, les grandes chefferies ne sont pas fortement enracinées mais la structure triumvirale du pouvoir coutumier y est d'application tout autant que chez leurs voisins Nande et Hunde.

Chez les Hunde et les Talinga, ce pouvoir est organisé au niveau clanique alors que chez les Nyanga, Nande, Tembo, Kano, Piri et Mbuba, il l'est au niveau des lignages. Les grandes chefferies organisées chez les Hutu du Bwisha à Rutshuru et chez les Nande de Beni et Lubero, constituent une œuvre coloniale belge que d'une quelconque tradition locale. Bien que les familles choisies soient celles qui proviennent des lignées des aînés, cette multiplicité des Chefs coutumiers (dits Bami<sup>1</sup>) occasionne un nombre important de conflits entre eux qui n'ont pas moins influencé les rivalités entre factions *Mayi-Mayi*<sup>2</sup>.

D'autres rivalités interethniques, surtout entre celles qui vivent le clivage nilotique/bantu sur le modèle racio-biologique, sont observées depuis la période coloniale et se sont alimentées au fil de l'histoire du Congo indépendant. Il en est ainsi de deux dernières guerres d'octobre 1996 et d'août 1998 vécues comme des guerres d'hégémonie ou de colonisation Hima-Tutsi sur les autres ethnies. Nous y revenons au deuxième chapitre, section trois.

#### **I.2.4. Situation économique et sociale**

Nous l'avons épinglé ci-haut, de part la variété de son relief, en plus du dynamisme et de l'esprit d'initiative de ses habitants, le Nord-Kivu reste une province dont l'essentiel de l'économie repose sur l'agriculture et l'élevage. Ces deux secteurs exercent une véritable pression sur le sol et

<sup>1</sup> Au singulier, Mwami.

<sup>2</sup> Pour plus de détails sur la localisation et l'organisation socio-politique et idéologique des principaux groupes ethniques du Nord-Kivu, lire A.B. Mwaka, *Phénomène d'ethnicité dans la Région du Nord-Kivu, Introduction à la sociologie politique du Nord-Kivu*, mémoire inédit, FSSAP/Université de Kinshasa, 1995-1996, pp. 35-55.

occupent plus de 80% de la population contre 66% pour l'ensemble du pays. On y produit la patate douce, le manioc, le riz, la banane, le haricot, le café, le palmier à huile, la pomme de terre, les légumes, le blé, le sorgho, l'igname, le quinquina et le pyrèthre. Il est, avec le Sud-Kivu, les seuls producteurs de ces deux derniers produits en RDC.

Les unités de production du Nord-Kivu peuvent être classées en deux catégories : d'une part, la petite exploitation familiale traditionnelle, responsable de la presque totalité de la production vivrière et de la plus grosse partie des cultures industrielles d'exportation, et d'autre part les grandes plantations agro-industrielles de café, de thé, de quinquina, de pyrèthre et de la papaïne. Ce sont ces cultures qui représentent le gros des exportations agricoles de cette région. Ces cultures d'exploitation représentent moins de 5% des cultures du Nord-Kivu et occupent 15% de la population active<sup>1</sup>.

Par ailleurs, le Nord-Kivu approvisionne en produits vivriers la Province Orientale, le Kasai Oriental et Occidental ainsi que la ville de Kinshasa. Il dessert également le Rwanda et l'Ouganda en quelques denrées alimentaires (haricot, huile de palme, banane...). Jusqu'en 1990, l'élevage du Nord-Kivu passait pour l'un des plus importants du pays. Ils hébergeaient, avec le Territoire de Masisi en tête, 20% du cheptel bovin de la RDC. Les violences qui ont déchiré cette Province depuis 1991, ont ravagé le gros de ce cheptel<sup>2</sup>.

Sur le plan social, le Nord-Kivu connaît un taux brut de scolarisation décroissant – écoles primaire et secondaire – qui est progressivement passé de 55,2% en 1990-1991 à 43% en 1997-1998<sup>3</sup>. Ce rapport de l'UNESCO insiste que ce taux reste particulièrement décroissant

<sup>1</sup> Cabinet du Gouverneur de Région du Nord-Kivu, *Cadre de référence pour le développement socio-économique de la Région du Nord-Kivu au cours de la transition (objectifs, orientations, politiques et stratégies*, Goma, février 1995, p.13.

<sup>2</sup> PNUD/UNOPS, *op. cit.*, p.36.

<sup>3</sup> Commission Nationale pour l'Unesco, « L'évaluation de l'éducation pour tous en l'an 2000 : rapport des pays. République Démocratique du Congo », [disponible sur]

[http://www2.unesco.org/wef/countryreports/congodem/rapport\\_2html](http://www2.unesco.org/wef/countryreports/congodem/rapport_2html)

dans cette Province à la suite de la persistance de la situation des violences et de la pauvreté. Tout en sachant que la majeure partie de cette population est très jeune avec plus de la moitié en bas âge, on comprend en partie pourquoi le Nord-Kivu reste prédisposé à être un des principaux points de déstabilisation des institutions au pays avec cette main d'œuvre abondante livrée à elle-même.

Par contre, depuis la politique d'essaimage au sein de l'éducation nationale, la Province du Nord-Kivu connaît une nette évolution en matière d'enseignement supérieur et universitaire. Dotée au départ d'une seule université privée (Université des Pays des Grands Lacs) en 1988, la Province compte actuellement une vingtaine d'institutions d'enseignement supérieur et universitaire inégalement réparties. Les villes de Goma, Butembo et Beni accaparent à elles seules plus de 70% soit plus de 15 de ces établissements.

Sur le plan sanitaire, avec un médecin pour 57.959 personnes, 165.345 personnes pour une formation médicale et une aire d'action de 3.028 Km<sup>2</sup> par formation médicale<sup>1</sup>, la population du Nord-Kivu est une de ces populations livrées à elles-mêmes en RDC. Alors que le taux brut de natalité est de 46%, le taux de mortalité est de 18%.

---

<sup>1</sup> Cabinet du Gouverneur de Région du Nord-Kivu, *op. cit.*, pp. 3-4.

## CHAPITRE II : SOCIOGENESE DES *MAYI-MAYI*

Dans ce chapitre, articulé en trois sections, nous voulons revisiter l'histoire des résistances locales au Nord-Kivu en vue de mieux cerner les origines et les significations historiques du phénomène *Mayi-Mayi* dont la compréhension se pose aujourd'hui. Il s'agit d'établir des corrélations entre ce phénomène, le passé de sa matrice socio-historique directe et son environnement régional qui a longtemps pesé sur elle.

Nous allons, en premier lieu interroger les années 20-40 qui ont été marquées par des résistances populaires locales dans le contexte de la colonisation belge qui a relayé la traite des Noirs et les razzias arabes du 19<sup>e</sup> siècle. C'est dans ce même ordre d'idée que nous allons interroger la rébellion des *Simba lumumbiste* au lendemain de l'Indépendance et tenter de la relier au phénomène en étude ici. En deuxième lieu, nous allons établir les corrélations entre les poches de résistance lumumbiste des années 1960, le banditisme, le braconnage, les filières transfrontières de contrebande et les rébellions oubliées des années 1980 d'une part et les *Mayi-Mayi* des années 1990 d'autre part. Troisièmement et en dernier lieu, nous allons situer l'émergence et la maturation de ce phénomène dans l'environnement immédiat de la libéralisation politique régionale en interaction avec les anticipations ethno-politiques dans les Etats de l'Afrique des Grands Lacs avec comme épïcentre le Nord-Kivu et, dans une certaine mesure, le Sud-Kivu.

### II.1. UNE TRADITION D'INDOCILITE ?

#### II.1.1. Les *Vihokohoko*<sup>1</sup>, Hommes-léopards de Beni

Il est généralement connu que les Territoires de Beni-Lubero sont homogènes démographiquement parlant du fait d'être habités majoritairement par l'ethnie Nande. Cette fausse évidence ne permet plus de faire attention

<sup>1</sup> L'expression *vihokohoko* renvoie littéralement au manioc négligeable en kinande (langue des Nande). Le *kipakombe* (langue pakombe) ayant disparu depuis bien longtemps du parler courant, nous n'avons pas été en mesure de faire traduire cette expression d'une manière fiable. Toutefois, ce terme est plus un sobriquet d'une structure qui a longtemps relevé des sociétés secrètes caractérisées par des violences humaines dont les acteurs se déguisaient en léopards.

aux querelles intestines des membres de ce groupe ethnique réputés pourtant, de l'extérieur, très solidaires ; mais surtout aux contradictions séculaires qui ont opposé l'ethnie Nande aux ethnies "minoritaires" voisines avec lesquelles elle cohabite et au point de les intégrer progressivement. Parmi ces minorités, citons les Talinga, Kumu, Mbuba, Pere, Kobo, Mbute et Pakombe. Quelques querelles subsistent encore autour des intérêts locaux liés au pouvoir coutumier, aux ressentiments d'un passé toujours présenté comme glorieux face à la détérioration des conditions sociales et aux nouveaux défis transnationaux que subissent sauvagement ces communautés locales. Bien que ces dernières se sentent laissées pour compte par un État dont on reconnaît toujours un rôle régulateur et protecteur, le rapprochement des peuples a été plus fort que ces tensions qui subsistent chaque fois que le magnétisme du champ de la compétition politique s'exerce sur eux.

Dans quelle mesure les *Vihokohoko*, ces hommes-léopards de Beni, très actifs dans la première partie du 20<sup>e</sup> siècle, auraient planté les germes des *Mayi-Mayi* qui font remonter leur puissance aux pratiques des aïeux et des ancêtres ?

En effet, les archives coloniales du Territoire de Beni signalent qu'entre 1920 et 1935, l'Administration coloniale a mené des enquêtes judiciaires et administratives sur ce phénomène<sup>1</sup>. De leur exploitation et de nos entretiens avec plusieurs témoins<sup>2</sup>, trois principaux constats se dégagent :

- Comme toutes les sociétés humaines et autant que l'anthropologie le reconnaît, l'ethnie Pakombe de Beni a développé des ordres et autres sociétés secrètes gravitant généralement autour des Chefs. Au cours d'un rituel bien précis, des sanctions et surtout des sacrifices humains à l'honneur des ancêtres

<sup>1</sup> Archives du Territoire de Beni (en grande partie détruites dans les cycles des violences entre 1960 et aujourd'hui). Cette destruction délibérée des archives que nous avons constatée dans les conflits armés du Kivu montagneux nous a inspiré un texte en vue d'en cerner les tactiques, les enjeux et la portée A.B. Mwaka, *op. cit.*

<sup>2</sup> Nous avons à ce sujet interviewé à Beni (Boikene, Tuha, Vutakohola, Buili, Mbongia, Païda et Kitahomba) et à Kinshasa treize chefs, notables et témoins Pakombe et Nande survivants qui ont tous requis l'anonymat. Pour des raisons de sécurité personnelle, nous n'avons pas pu rejoindre la région de Mabuku-Visiki-Mabalako qui est susceptible de renseigner davantage.

étaient exécutés dans le cadre de ces sociétés secrètes. Comme les *Vihokohoko*.

- La colonisation belge a ravivé les sentiments d'envahissement et d'occupation déjà ressentis bien avant et exprimé violemment par les notabilités Pakombe à l'endroit de leurs voisins Nande (Baswagha et Batangi). La mesure de l'administration coloniale visant à faire correspondre les entités traditionnelles aux Chefferies et Territoires et qui a dénommé Beni-Lubero « Territoire des Wanande », a pincé le cœur des Pakombe se considérant comme autochtones – propriétaires. Ce qui les a poussé à organiser une résistance.

- Les Chefs Pakombe et leurs voisins Nande, surtout du groupement Baswagha de Madiwe au nord-ouest de la ville de Beni, ont eu à mettre à manipuler les *Vihokohoko* pour punir, contraindre et dominer des *Régents* insoumis, et de ce fait, résister et exprimer leur ras-le-bol à l'endroit du système colonial qui remplaçait les chefs insoumis à l'administration coloniale.

L'intégration des jeunes recrues dans la société secrète des *vihokohoko* se passait quelque temps après les rites initiatiques et de passage prévus, tous les cinq ans, après la grande cérémonie de circoncision dite *lusumba*. Les jeunes du village entraient en réclusion en pleine forêt aux fins de leur initiation à la vie d'homme adulte. Les plus braves d'entre eux étaient triés puis soumis à d'autres entraînements (saut en hauteur, autodéfense, pratiques criminelles, accoutumances aux breuvages amers et stimulants...) plus harassants, au terme desquels ils intégraient les *Vihokohoko*. Une imaginaire de communion avec les ancêtres leur était insufflée.

Pour des raisons diverses allant de la simple vengeance au terrorisme pour soumettre tel ou tel autre individu ou chef, les *Vihokohoko* commettaient des crimes et terrorisaient des villages entiers en tant que sociétés secrètes. Dans des buts politiques, ce sont les chefs Pakombe qui s'en sont servis les premiers avant 1933. Les Nande de Beni et particulièrement

ceux du groupement de Madiwe les ont adoptés un peu après vers 1935 dans les contradictions d'accès, de contrôle et de consolidation du pouvoir ainsi que dans l'agrandissement de leurs terres.

Certaines familles de chefs Nande ont eu à recourir aux services de ces Vihokohoko dans les cérémonies funéraires. Il est généralement connu que le chef était enterré avec un "matelas humain", des esclaves vivants étaient ainsi sacrifiés. A défaut des esclaves, des hommes sous l'administration des chefs voisins pouvaient être capturés et servir à la cause des chefs décédés. La sale besogne de capture était alors exécutée par les *Vihokohoko*.

Revêtus d'une peau de léopard – qui les consacre hommes-léopards –, assortis de griffes en acier et dotés d'armes blanches (couteau, serpette, lance...), les géants et braves initiés étaient réputés mystérieux et donc invulnérables ; personne ne pouvait oser les affronter. Bondissant sur des ballons fabriqués à partir de l'hévéa, ils avaient la renommée d'être doués du pouvoir de voler (en l'air) avec les victimes qu'ils allaient généralement achever dans des vallées. La plupart de leurs proies étaient des femmes, des hommes, et des enfants sans grande capacité de défense.

Ancien Administrateur de Territoire en poste pendant plusieurs décennies dans la plupart des Territoires du Kivu dont Beni, Paul Ernest Joset y a consacré un ouvrage. Ce phénomène qu'il constate n'était pas uniquement Pakombe ou Nande. Il était signalé à Stanleyville, en Equateur et à Murungu, mais également dans d'autres pays africains : Afrique française, Tanganyika Territory, Sierra-Leone, Nigéria, Gold Coast, Libéria et Angola<sup>1</sup>.

L'auteur en fait le témoignage ci-après :

*« Les sociétés païennes africaines furent instituées pour renforcer et maintenir les traditions tribales, les coutumes et les croyances qui étaient en danger de se modifier ou de tomber en désuétude. C'est alors que des crimes sont commis, avec mise en scène, en vue de frapper l'imagination. Presque partout, la victime*

<sup>1</sup> P.E. Joset, *Les sociétés secrètes des hommes-léopards en Afrique noire*, Paris, Payot, 1955, p.12.



*est assaillie lâchement, lorsqu'elle est sans défense. Elle porte généralement des entrailles au cou ou à la gorge; les chairs sont arrachées, des mutilations sont commises »<sup>1</sup>.*

*« (...) Voici la manière dont les crimes sont commis. Lorsque des indigènes, soit de Bilongo, soit de Masidongo, se rendent à la rivière Niawanga (qui forme la limite entre les terres des deux Chefs) pour y faire leur provision d'eau, ils sont attaqués par quatre individus qui sont coiffés de peaux de singes et portent autour du corps une peau de léopard. Ces individus s'emparent d'une ou de deux personnes et les emportent, en longeant le lit de la rivière (ceci afin que ceux qui se mettraient à leur recherche ne puissent les suivre à la trace), dans un lieu tout à fait désert. Là, ils égorgent leurs victimes et les abandonnent, faisant croire ainsi que c'est le léopard qui a fait le coup. Plusieurs cadavres ont ainsi été retrouvés, la gorge coupée, d'autres ont eu les deux bras sectionnés à la hauteur de l'épaule et chez certains même, tant chez les hommes que les femmes, les parties sexuelles ont été mutilées. Ces différents meurtres se commettent surtout pendant la journée. »<sup>2</sup>*

*« Le nommé Endebo, qui fut jadis notable, avait été démis de ses fonctions et placé sous les ordres du notable Molekera. En 1933, Endebo, qui n'avait pas payé son impôt, avait été soumis à la contrainte par corps. Apprenant cette nouvelle, le sous-Chef Kisenge avait envoyé à Molekera la contre-valeur en argent de l'impôt dû par Endebo.*

*Au lieu de verser cet argent à l'Administration territoriale en vue de libérer Endebo, Molekera le conserva par devers lui. Endebo, de ce fait, purgea intégralement la contrainte prononcée à sa charge. A sa sortie de prison, il alla trouver Pilipili. Ce dernier résidait chez le notable Mukuniu (au Malese à Beni), avec qui il avait fait l'échange de sang. Endebo sollicita l'envoi de Wahokohoko chez Molekera, en vue de venger l'affront reçu. Les meurtres commencèrent peu avant ce voyage. »<sup>3</sup>*

Comme nous l'avons épinglé ci-haut, dans son rôle politique et dans les rites funéraires, ce phénomène a été instrumentalisé par des Chefs de l'ethnie minoritaire Pakombe pour résister à ce qu'ils ressentaient comme l'« envahissement Nande ». Réduits à leur simple expression du fait de la monopolisation de la violence par l'administration coloniale<sup>4</sup>, beaucoup de chefs y ont recouru à titre de simples vengeances et surtout pour sanctionner tout indigène qui pouvait remettre en cause leur pouvoir au profit de la colonisation.

<sup>1</sup> P.E. Joset, *op. cit.*, p.10.

<sup>2</sup> Idem, p. 18.

<sup>3</sup> Ibidem, pp.22-23.

<sup>4</sup> J.L. Vellut [« Résistances et espaces de liberté dans l'histoire coloniale du Zaïre : avant la marche à l'indépendance », in C. Coquery-Vidrovitch, A Forest et H. Weiss (sous la direction de), *Rébellion-révolution au Zaïre 1963-1965*, Tome I, Paris, L'Harmattan, p.37] souligne que cette phase perçue comme tardive, se situe dans le fait que l'occupation effective de ces contrées par l'administration coloniale a attendu longtemps. A Beni, c'est en 1922 qu'une opération militaire d'envergure a été lancée pour recentrer le pouvoir colonial au-delà du seul carré du Poste administratif.

De ce fait, les *Vihokohoko* sont à situer dans les espaces de liberté et d'autonomie qu'une société civile Pakombe émergente et résistante prise entre deux attaques cherchait à se tailler : d'une part, les trop nombreux Nande sur ce qu'elle suppose être sa terre ancestrale et d'autre part, l'administration coloniale véhiculant une hégémonie politique, économique et idéologique plus globale menaçant de front ses valeurs culturelles.

Après la colonisation, ce phénomène a survécu mais ne s'est jamais orienté directement contre les Blancs dont la puissance de feu était redoutée face à des individus qui opéraient seuls par leur bravoure. Intimement lié aux chefs, il ne s'est jamais popularisé comme cela a été le cas des *Mayi-Mayi*. Néanmoins, comme les *Vihokohoko*, les *Mayi-Mayi* se réclament des pratiques et croyances magico-religieuses dites ancestrales, de l'affirmation de l'autochtonie d'un(e) peuple/ethnie par rapport à un(e) autre, la dénonciation de l'étranger qui menace la culture et l'organisation locales.

Le groupement de Madiwe qui réunit encore les conditions propices pour un maquis (forêts et brousses presque vierges) a abrité bien des sites *Mayi-Mayi* contrairement à l'ancienne région Pakombe envahie par la ville de Beni (Malepe, Kasabinyole, Boikene, Vutakohola, Paidia, Tuha...). Bien des initiateurs *Mayi-Mayi* de Beni-Butembo ont eu à sillonner toute cette région pour trouver soit la puissance de disparition ou de voler en l'air, soit l'opportunité de s'emparer des victimes ou de tuer rapidement à l'exemple des *Vihokohoko* qui suscitent encore la peur chez beaucoup de personnes des villes et localités qui ne pouvaient pas visiter aisément Beni et Madiwe jusque dans les années 1980<sup>1</sup>.

### II.1.2. Les *Kitawalistes* de Masisi

Le phénomène *Vihokohoko* décrit ci-dessus n'est pas le seul à marquer l'histoire des résistances sur l'espace qui constitue aujourd'hui les aires *Mayi-Mayi*. Le Kitawala de Masisi dans sa forme militaro-religieuse

---

<sup>1</sup> Propos recueilli lors de notre entretien avec Philémon Lutundu à Beni, le 25 février 2004.

s'ajoute sur cette liste. Nous l'examinons dans la mesure où il aura planté les germes des revendications et violences des *Mayi-Mayi* un demi siècle après.

L'occupation coloniale à travers les tentatives d'harmonisation de l'administration publique en vue d'asseoir l'autorité de l'Etat moderne s'est heurtée aux résistances locales. Si à certains endroits elle s'est faite d'une manière violente, à beaucoup d'autres elle a pris des formes passives (désertion des villages<sup>1</sup>, duperies, présentation des faux Chefs, etc.). C'est la première phase dans ces mouvements de résistance.

La deuxième phase se passe dans le contexte de la deuxième guerre mondiale, en pleine "apogée coloniale". Apparemment hostile à l'Etat et fustigeant cruellement les injustices, inégalités et exploitations des Noirs (colonisés) par les Blancs (colons), les revendications que véhiculait le *Kitawala* débordaient déjà le seul cadre "localiste". Révoltés contre les charges fiscales de l'Etat colonial payées en caoutchouc, les *Kitawalistes* Kumu de la bande à Bushiri dans le groupement de l'Utanda en Territoire de Masisi remettaient en cause les fondements de l'ordre colonial : l'exploitation des hommes et de leurs richesses<sup>2</sup>.

En effet, la période 1920-1940 qui a consacré l'« apogée coloniale », a été suivie des formes de résistance de type nationaliste stigmatisant les inégalités et clivages sociaux Noirs-Blancs relayant ce qui a été qualifié de "résistance primaire"<sup>3</sup>. C'est dans cette vague qu'il faut situer les événements violents qui sont partis du groupement de l'Utanda en Territoire de Masisi entre janvier et mai 1944 et qui se sont étendus aux camps miniers du Territoire de Lubutu. Ces violences se sont exprimées dans

<sup>1</sup> Les Nande doivent leur appellation "Wanande" au sobriquet *Wanaenda*, littéralement en Swahili "ils désertent, ils fuient, ils partent". Il signifie "fuyards". Ce sobriquet, devenu le nom d'un peuple en réalité très hétérogène, provient d'une forme particulière de résistance observée lors des razzias arabes et lors de l'occupation coloniale à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle : la désertion des villages. Pour plus de détails, lire K.T. Mashauri, "Organisation étatique des Yira et son origine", in *La civilisation ancienne des peuples des grands lacs*, Paris-Bujumbura, Karthala-Centre de civilisation Burundaise, 1981, pp.160-172.

<sup>2</sup> Lire M. Lovens, *La révolte de Masisi-Lubutu (Congo-belge, janvier-mai 1944)*, Bruxelles, Les cahiers du CEDAF, n° 3-4, 1974, 154p., Mwene-Batende, *Mouvements messianiques et protestation sociale. Le cas du Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, Kinshasa, Faculté de Théologie Catholique, 1982, pp.206-236.

<sup>3</sup> J.-L. Vellut, *op.cit.*, pp.24-73.

le langage du mouvement messianique *Kitawala* parmi les populations Kumu et Kumu nyangaisés<sup>1</sup>.

A l'origine, Bushiri, "Scieur de long" à Muhulu dans les mines du C.N.K.I, converti au *Kitawala* à Lubutu par Alimasi dit Kilolo, déserte en octobre 1943. Il se cache pendant quelques jours dans la forêt, construit une petite case au village voisin de Mangina et déclare dès sa sortie avoir été visité, en songe, par Dieu qui le chargera de la mission de le remplacer sur la Terre et de libérer les Noirs du joug colonial. Il se présentera ainsi comme le second Jésus, aura l'assentiment des Chefs locaux et sera écouté des populations. Il se charge de la mission de marcher sur Bukavu (Constermansville), le chef-lieu de la Province du Kivu, et d'exécuter tous les fonctionnaires de l'Etat blancs et noirs y résidant. Il promet aussi de détruire les Centres miniers de cette province avant de donner l'assaut sur Stanleyville (actuel Kisangani), Chef-lieu de la Province Orientale. Après cette destruction générale, il se proclamerait nouveau maître du pays et ressusciterait tous les *Kitawalistes* morts au cours du combat. Cette opération sera précédée par un mot d'ordre d'arrêt de l'extraction du caoutchouc sauvage, des cultures obligatoires et du ravitaillement des ouvriers miniers par le surplus agricole des paysans<sup>2</sup>. De même, les sorciers ou les présumés sorciers ainsi que les vieillards et les femmes stériles seront aussi exterminés durant le combat.

Pour l'accomplissement de son programme d'action, Bushiri constitue une police, rallie des chefs locaux (cas de Fuamba et Bakola) et exécute ceux qui refusent de se rallier (cas de Bighini)<sup>3</sup>. C'est ainsi que dans le groupement de l'Utanda, une paralysie complète de l'exploitation du caoutchouc est lancée, les kidnappings et humiliations des agents de l'Etat colonial et leurs collaborateurs noirs sont enregistrés, des barricades dressées sur les routes... Beaucoup de paysans trouvèrent en cette révolte une voie de sortie des impositions fiscales en caoutchouc et en produits agricoles, rallient

<sup>1</sup> Pour plus de détails, lire M. Lovens, *op. cit.*, et Mwene Batende, *op. cit.*

<sup>2</sup> Mwene Batende, *op. cit.*, p.217.

<sup>3</sup> Idem, pp.213, 214 et 223.

la bande à Bushiri qui, à travers la "succession des baptêmes et réveils religieux", expriment leur hostilité à l'Etat<sup>1</sup>.

A Masisi, le Commissaire de District du Kivu, De Ryck et ses subordonnés administrateurs de territoire M.P.E. Joset de Shabunda, M. Willaert de Kabare et Bribosia de Masisi ainsi que le missionnaire catholique R.P. Vermeiren de la paroisse Mutongo et 47 soldats dirigés par un Adjudant, sont mobilisés pour attaquer les insurgés *Kitawalistes* armés de flèches, d'arcs et de lances après maints appels à la reddition. Le Chef des insurgés Bushiri est capturé le 16 mars 1944 alors que son adjoint, appelé Masiya, n'est arrêté que le 30 avril 1944 au niveau de la localité de Eliba dans le groupement d'Utanda.

Contrairement aux révoltés de Masisi, ceux de Lubutu n'étaient pas armés. Ils croyaient que les tirs à l'arme à feu des éléments de la Force Publique se transformeront magiquement en eau et ils se saisiront de leurs "porteurs européens par la main comme des petits enfants"<sup>2</sup>. Les troupes armées de l'Administrateur territorial de Lubutu écrasent très violemment cette révolte dans une bataille livrée à Djembe dans une euphorie où des *Kitawalistes* non armés avançaient vers les forces armées en chantant et en dansant.

A l'issue de ces répressions, Bushiri et un de ses principaux partisans dit Alleluya est pendu à Itebero le 23 juin 1945, plus de 500 personnes seront condamnées à diverses peines<sup>3</sup> et beaucoup d'autres sorts arbitraires (incendies des cases, répressions violentes anarchiques...). Loin de mettre fin aux idées *kitawalistes*, les adeptes trouvent leur salut dans la clandestinité et un fossé viendra s'installer entre les colonisateurs et les populations de la région. Mwene Batende soutient que « (...) *le Kitawala demeura ainsi une force vive pour ses membres contraints à jamais à des*

<sup>1</sup> J.-L. Vellut, *op. cit.*, p.54.

<sup>2</sup> M. Lovens, "art. cit", p.112.

<sup>3</sup> Mwene Batende, *op. cit.*, pp.247-248.

*activités secrètes pour sa vie et pour sa survie* »<sup>1</sup>. Cette réalité n'a pas été modifiée par l'indépendance en 1960, suivie d'un coup d'Etat qui perpétuera l'ordre social prédateur que combattait en réalité ces *kitawalistes* dont la symbolique était animée par la quête d'un nouvel ordre social plus juste.

Ces revendications, pratiques et croyances *kitawalistes* se répercuteront sur les *Mayi-Mayi* à leurs origines. Les revendications ethno-nationalistes, la dénonciation de l'exploitation de l'homme par l'homme, la réalité et/ou le mythe de fameux guerriers/sorciers *Batiri* dont nous parlerons dans le chapitre suivant, l'idée de l'invulnérabilité des combattants, la puissance magique présumée des chansons chez les initiés... étaient encore vivaces dans la mémoire collective des Nyanga et Hunde de Masisi et Walikale. Ce sont ces discours et pratiques réinventées et bricolées qui ont été observés chez les *Mayi-Mayi* même si les mêmes acteurs ne se reproduisent pas.

### II.1.3. Les *Simba* au Nord-Kivu

Après l'indépendance, la jeune République Démocratique du Congo est vite éprouvée par une crise politique caractérisée par des mutineries, des sécessions, un dédoublement institutionnel... Cette instabilité politique a rapidement débouché sur deux rébellions : une au Kwilu (Ouest) avec comme leader Pierre Mulele, et une autre à l'Est du pays sous la direction de Soumialot et Gbenye, dont la grande majorité des dirigeants provenait des partis MNC, CERECA et PSA/Gizenga.

Le projet de cette dernière rébellion mûrie à Brazzaville et préparée au Burundi s'est concrétisé dès juin 1964 par l'occupation de quelques localités et villes du Sud-Kivu, du Nord-Katanga, du Maniema, du Sankuru et de la Province Orientale. Cette rébellion, dite du CNL et dont les partisans s'appellent *Simba* (Lions), atteint le Nord-Kivu par le Territoire de Beni dans la partie septentrionale frontalière avec l'Ituri au mois de septembre 1964.

---

<sup>1</sup> Mwene Batende, *op. cit.*, p.249.

Les villes de Beni et Butembo, assiégées par les rebelles lumumbistes, deviennent l'objet des feux croisés des attaques des *Simba* et des militaires de l'ANC qui, à tour de rôle par deux fois, les contrôlent. Ce sont donc les populations civiles qui feront les frais à travers les règlements de compte. Néanmoins, il n'a suffi que de deux mois, grâce au renfort des soldats de Rumangabo, des mercenaires sud-africains, belges et français auxquels se sont ajoutés les éléments des Codoki (Commandos du Kivu) – constitués principalement des guides planteurs et commerçants blancs (Grecs, Belges...) qui avaient des gros intérêts en province – pour que l'ordre public revienne dans les principales cités et localités.

Seules les localités et forêts de Manguredjipa, Etaetu en Territoire de Lubero ainsi que quelques endroits sur les massifs du Ruwenzori et à Kasindi-port en Territoire de Beni, restés comme poches de résistance, feront parler d'elles jusque vers les années 1969-1970. Alors que les rebelles de Kasindi-port au bord du Lac Albert (Idi Amin), à la frontière avec l'Ouganda (75 Km de la Ville de Beni) – installés dès 1966 après la débâcle des *Simba* de Beni-Butembo, seront totalement écrasés en 1969 par l'ANC ; ceux de l'Ouest (Manguredjipa, Etaetu) s'enfonceront dans les profondes forêts de Bafwasende (Opienge, Balima...). Ils s'y livreront, comme leurs pairs de Kasindi-port au braconnage, au trafic de l'ivoire et des peaux d'animaux ainsi qu'à l'exploitation des pierres précieuses (principalement l'or).

Quelles catégories sociales ont adhéré à cette action armée des "nationalistes" dans cette région où le CERECA et le MNC étaient les plus majoritairement implantés ? Comment expliquer cette rapide défaite qui a créé des souches de résistants dont l'ombre a plané sur les milices *Mayi-Mayi* plus de trois décennies après ?

En effet, ainsi que le soutient Sikavya<sup>1</sup>, ce sont les membres des ethnies "minoritaires" Mbuba, Pakombe, Lese, Bira, Lendu... qui ont

---

<sup>1</sup> N.K. Sikavya, *La rébellion dans la Zone de Beni (1964-1969)*, Mémoire inédit, Option Histoire, ISP-Bukavu, 1980-1981, pp.34-41.

rapidement adhéré et accompagné l'APL à Beni et à Butembo. Les représailles sanglantes à l'endroit des Lumumbistes qui ont précédé l'entrée des rebelles dans cette contrée ont poussé la population à garder une attitude de méfiance ou tout simplement à se réfugier en Ouganda. C'est le cas de l'emblématique Mwami Yuma Kalemire des Bashu qui s'illustrera dans son militantisme lumumbiste et sera vite forcé à l'exil avant de constituer la bande de Kasindi-port dont nous avons fait mention ci-dessus.

Comme pour le *kitawala*, la quête d'un ordre social plus équitable constitue l'idéal des jeunes qui s'enrôlent dans le mouvement. Si la question des terres "spoliées" par le Parc National Albert (PNA) en 1925 et 1935 dans la plaine de la Semliki et au bord du Lac Albert (Idi Amin) mobilise les Bashu et leur Chef Kalemire, pour nombreux (essentiellement les ouvriers), la propagande des premiers Simba qui promet la répartition équitable des terres occupées par les planteurs blancs, détermine le timide recrutement observé<sup>1</sup>. Nombreux d'entre eux seront massacrés par les éléments armés de l'ANC conduits par l'Administrateur Atsongia dont le rôle dans la chasse à la sorcière avait déjà décapité le MNC et le CEREAA de son élite envoyée chaque fois à Kirotshe – alors chef-lieu de la province du Nord-Kivu – pour être égorgée et jetée dans le Lac Vert.

Le gouvernement provincial qui était pourtant de tendance lumumbiste n'a pas prêté le flanc aux rebelles. Cette attitude semble être déterminée principalement par deux facteurs : la question de la contestation des Territoires de Goma et Rutshuru ainsi que la domestication du lumumbisme par le biais des partis politiques : CEREAA-Beni, CEREAA-Lubero, CEREAA-Rutshuru, etc. Tout en se reconnaissant du CEREAA prônant le nationalisme, les acteurs locaux s'en servent pour se faire élire en utilisant les contradictions et inégalités locales (immigrés rwandais à Rutshuru et

---

<sup>1</sup> Lire avec intérêt :

- N.K. Sikavya, *idem*, pp.9-24.

- M.Baitsura, *Impact du Parc National des Virunga sur la population de Zone de Beni. De 1935 à 1978*, Travail de Fin d'Etudes inédit, Histoire Sciences Sociales/ISP Bukavu, 120p.

- K. Sikimuhugho, *La colonisation européenne dans le Secteur de Ruwenzori (1889-1960)*, Mémoire inédit, Histoire, ISP-Bukavu, 1976, 115p.



Masisi, Parc National Albert à Rutshuru, Lubero et Beni, les groupements annexés au secteur de Ruwenzori au détriment de la Chefferie des Bashu, etc.).

Cette région qui a connu les rebelles *Simba* est restée longtemps insécurisée, elle a produit une masse considérable de réfugiés qui se sont installés en Ouganda dans les camps de Bwera, Gulu, Rwimi, Toro, Kasese et Katwe le long de la frontière. Ce qui n'a pas manqué de peser longtemps sur la sécurité du pays. Nous y reviendrons en détails dans la deuxième section de ce chapitre.

En définitive, dans quelles mesures les trois phénomènes de résistance ci-haut décrits sont à relier avec le phénomène *Mayi-Mayi* qui constitue notre objet d'étude principal ?

#### II.1.4. Continuité ou discontinuité ?

Existe-t-il un lien ou des liens entre les résistants *Vihokohoko* des années 1920 et 1930, les messianiques *Kitawalistes* des années 1940 et les *Simba* des années 1960 d'une part et les *Mayi-Mayi* d'aujourd'hui d'autre part ?

La réponse ne peut être tranchée. Les manifestations de ces phénomènes à différentes époques se recoupent : croyances et pratiques magiques, rituels, discours stigmatisant l'exploitation et la domination, etc. Le facteur temporel ainsi que les environnements micro et macro-sociétaux semblent y avoir inscrit différentes notes selon les circonstances bien que les revendications fustigeant la minorisation sociologique de certaines communautés, dénonçant l'exploitation et la spoliation des terres, bref l'ordre social inégalitaire, restent constants. Ce sont ces problèmes, l'avons-nous décrit ci-haut, qui ont mobilisé des masses et les ont amené à différents moments à monter des machineries d'auto-sécurisation, de résistance face à ce qui est perçu comme envahissant, spoliateur, étranger, illégitime, déstructurant et avilissant. Ces appareils gravitant autour de l'identitaire noir/blanc, autochtones/allochtones, nationalistes/impérialistes ou

collaborateurs s'en servent à titre idéologique pour dénaturer les visées populaires autour des objectifs individualistes des élites manipulatrices. Nous avons souligné à ce titre le fait que si les *Vihokohoko* ont joué un rôle en tant que société secrète et en tant qu'instrument dans les rituels funéraires des familles des Bami, ils n'ont pas manqué de servir par la suite pour des visées individualistes (paiement forcé des redevances, vengeance, sanction...).

De ce point de vue, il existerait une continuité entre les anciens phénomènes violents et le phénomène des miliciens *Mayi-Mayi* d'aujourd'hui. Sikavya arrive aussi au même constat quant à ce qui est des *Simba* dits *Kalemiristes* de Kasindi-port entre 1966-1969. Affirmant mener une lutte de libération, leurs intérêts personnels et parfois un pur banditisme sont restés plus remarquables à travers leurs actions, comme le rapporte l'auteur :

*« Dès l'année 1966, ces rebelles auraient établi leur base à Kasindi-port sur le lac Edouard en territoire congolais. Nous ignorons les raisons profondes qui les auraient poussés à s'installer là. Néanmoins, il est clair que ces assaillants aient continué à recevoir de l'aide financière et matérielle au-delà de la frontière ougandaise. (...) Mais cette aide ne semble pas avoir été le seul moyen grâce auquel les rebelles pouvaient se procurer de l'argent. En effet, quand Yuma Kalemie semblait ne pas disposer des fonds nécessaires, ses combattants pouvaient s'en procurer par le pillage. C'est ce qui explique le fait que, plusieurs fraudeurs de café et de papaine en provenance de Beni, de Bashu ou de Mutwanga, aient été dévalisés et dépouillés par ces maquisards. (...) Certains documents d'archives et témoins affirment que le gros de ces rebelles était composé des ressortissants de Bashu et des musulmans qui avaient quitté le Congo pour l'Ouganda, lors du déclenchement des hostilités. L'objectif poursuivi par ces assaillants était de reconquérir le Bashu, en allant de Kasindi-Port à Ishango, et de là à Kyabinyonge, d'où ils gagneraient Vahyana, puis Vuhuvi, alors Chef-lieu de Bashu »<sup>1</sup>.*

Ceci nous mène préalablement vers une précaution face à certaines affirmations plus ou moins tranchées et hâtives du genre :

*« Les Mayi-Mayi des années 90 n'ont plus rien à voir avec ceux des années 60. Leur seul point commun est l'utilisation des mêmes pratiques magiques sensées les rendre invulnérables face aux balles ennemies »<sup>2</sup>.*

Il ne serait pas non plus prudent de mettre sur le même pied d'égalité les *Simba* des années 1960 avec les *Mayi-Mayi* d'aujourd'hui du simple fait de la croyance et de l'usage des fétiches dans les pratiques

<sup>1</sup> K.N. Sikavya, *op.cit*, pp.84-85.

<sup>2</sup> B. Kabamba et O. Lanotte, *op.cit*, p.128.

guerrières ou tout simplement à cause de la réapparition de quelques figures des rébellions des années 60 dans leurs rangs, ou encore des revendications ethno-nationalistes affublées du terme de *lumumbisme* comme nous le verrons dans la suite.

Tout en émanant en dernière instance d'une même logique – réquisitoire contre l'exploitation et la domination des couches entières de la société –, les deux phénomènes observés à partir du Nord-Kivu sont à comprendre à deux niveaux paradoxaux : national (tout en charriant ou prenant en charge les angoisses locales) et ethno-autochtoniste (tout en intégrant les préoccupations nationalistes dans un *Etat* plus ou moins *décentré*). C'est selon les époques et les milieux que ces phénomènes prennent l'une ou l'autre forme.

A partir de ces similitudes discursives et pratiques, on ne peut encore se demander par exemple :

*« Qui sont ces fameux Mai-Mai que l'on croit voir partout au Nord comme au Sud-Kivu? On parle de ces Mai-Mai – ils se sont illustrés à l'époque des rébellions de 63-65 – depuis bien avant l'entrée en scène de L.-D. Kabila et l'AFDL. »<sup>1</sup>*

Comme pour les similitudes, la rupture entre tous ces phénomènes est à situer au niveau des formes qu'ils prennent et des pratiques évoluant avec le niveau technologique et spirituel des sociétés. L'évolution rapide des Nouvelles Technologies de Communication permet, par exemple, aux *Mayi-Mayi* de porter plus haut leur message que les Vihokohoko d'hier et d'emprunter aux autres sociétés leurs pratiques. C'est le cas de l'idée de la "guerre sainte" qui procède par la diabolisation de l'adversaire et la croyance en une force transcendante (*Allah* ou *les mânes des ancêtres* selon le cas) qui transforme une pierre en bombe, etc. Il en est de même de la sophistication des armes et des réseaux interconnectés qui relayent les revendications des sociétés dites exclues, minorisées ou martyrisées.

<sup>1</sup> J.-C. Willame, « Les relations du régime Kabila avec la région du Kivu », in G. De Villers et J.-C. Willame en coll. avec J. Omasombo et E. Kennes, *op.cit.*, p.241.

Si les *Vihokohoko* s'incrument à partir des revendications socio-politiques et religieuses locales, le *Kitawala* stigmatise les clivages Noir/Blancs et les inégalités consécutives perçues sous le prisme national et même universel ; les *Simba* posent un problème d'indépendance économique-politique, de légitimité du pouvoir national et de justice sociale ; les *Mayi-Mayi*, tout en se repliant dans l'identification primaire, prennent en charge les revendications sociales et politiques autour de la souveraineté nationale et de l'Etat de droit.

Toutefois, à chacun des paliers de ces phénomènes revendicatifs, les éléments de la reproduction des rapports de domination, d'exploitation ou de récupération de ces luttes par les élites sont visibles. Les violences et le désordre social qui s'en dégagent constituent une occasion de renégociation des positions sociales, de recomposition sociale au sein des classes dominantes. De cette logique procèdent les mouvements des populations et des biens à la frontière ougando-congolaise dont la fécondité militaro-politique a été sous-tendue par la logique de pillages profitable aux couches dominantes et non aux catégories ouvrières et paysannes revendicatrices à travers l'histoire.

## II.2. DYNAMIQUES TRANSFRONTALIÈRES : INSECURITE, CONTREBANDE ET REBELLIONS

Il est admis en géographie que la frontière est à la fois "ligne de séparation" et "interface" c'est-à-dire *point de jonction entre deux espaces*. La frontière n'est donc pas seulement un lieu d'affrontement, c'est un lieu de complémentarité, d'échange, d'innovation et donc très souvent de recomposition. C'est un espace qui a plus ou moins une profondeur à découvrir et un lieu d'enjeux<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Association Française pour le Développement de la géographie, "Guerres, conflits et recomposition territoriales en Afrique noire. Quelques remarques". [Article en ligne] [http://www.afdg.org/spip/imprimersans.php3?id\\_article=24](http://www.afdg.org/spip/imprimersans.php3?id_article=24) (consulté le 16 mai 2003).

La Province du Nord-Kivu constitue une des parties du territoire national congolais frontalière avec le Rwanda et l'Ouganda. Loin de passer pour une frontière contestée, les deux interfaces caractérisées plus par des reliefs très accidentés (montagnes, volcans, lacs) se sont révélées extrêmement dynamiques depuis le début de la colonisation. Outre les migrations non maîtrisées des populations rwandophones abordées dans la section suivante, il s'agit ici d'explorer les insécurités transfrontalières qui ont été entretenues par les filières contrebandières ainsi que les rébellions et bandes armées dont certains acteurs au sein des *Mayi-Mayi* ont été remarqués.

### **II.2.1. Insécurités transfrontalières et filières trafiquantes**

L'histoire des frontières congolaises renseigne que les deux frontières congolo-ougandaise et congolo-rwandaise n'ont pas été définitivement établies en 1885 à la conférence de Berlin. Au cours de la conférence de Bruxelles de 1910, le Congo, le Rwanda et l'Ouganda actuels ont trouvé leurs frontières nettes au travers de leurs métropoles coloniales respectives. En termes des collines, des volcans, des montagnes, des îlots, des rivières et même des cases, les lignes frontalières ont été donc tracées loin des populations qui apprenaient à vivre autrement sur des espaces dont les limites précédentes, localement vécues comme immanentes ne disparaissaient pas. Tout ne s'est donc pas passé automatiquement. Ce qui explique les mouvements "anarchiques" des populations qui ont suivi ce traçage perçu comme arbitraire et ne répondant qu'aux logiques et intérêts des colonisateurs britanniques, allemands et belges. En conséquence, cela va contribuer à envenimer les rapports entre le nouvel occupant et les populations autochtones.

Dans son étude consacrée à l'histoire des relations entre les Konzo et les Nande frontaliers, K.M. Sirimuhugho relate la manière dont les Chefs des clans Nande Banyisanza et Basongora ont eu maille à partir avec la perte d'une partie de leur territoire. Il en est de même des populations locales désormais astreintes aux formalités administratives lors de leurs traversées

pour l'approvisionnement vivrier, le commerce, le mariage...<sup>1</sup>. Des voies détournées sur le massif du Ruwenzori seront ainsi frayées et survivront jusqu'à la fin de la colonisation. Ces résistances passives aux nouvelles frontières nationales posent tout le problème de l'articulation de deux modes de production : l'un capitaliste et dominant, l'autre lignager et survivant.

La fin de la colonisation en 1960 va rapidement coïncider avec l'instabilité institutionnelle à Kinshasa (alors Léopoldville) qui va se répercuter en province dans le débat sur la contestation des Territoires de Rutshuru et Goma dès 1962 à la suite de l'érection du Nord-Kivu en province et pendant la rébellion des *Simba* au Nord-Est. Dans la foulée de cette instabilité de 1960 à 1969, les filières contrebandières vont s'enraciner sur les anciens contournements de l'autorité coloniale à travers la communication avec leurs "frères", voisins, membres de clans et d'ethnies... désormais Ougandais et Rwandais<sup>2</sup>.

Nous l'avons déjà souligné, la présence des *rebelles-affairistes* et braconniers du Mwami Kalemire autour du Lac Albert (Idi Amin), les rapports entre l'exploitation, le trafic de l'ivoire, de l'or, du café, de la papaine et de l'huile de palme souvent confisqués des fraudeurs civils ont été plus visibles. A cela s'ajoute un autre type de banditisme qui a vu le jour au Ruwenzori à partir du village de Matungu (autour de la cité de Lume) durant l'asile de l'Ougandais Isaya Mukiramia Kivanzanga. Cet autonomiste Konzo<sup>3</sup> ougandais, révolté contre les structures traditionnelles Toro maintenant le peuple Konzo et Amba (Talinga ougandais) dans l'état d'esclavage, a créé entre 1953-1956 un mouvement d'opposition sécessionniste dit *Lwanzururu*<sup>4</sup>. Cette opposition au pouvoir coutumier Toro et au pouvoir central ougandais a

<sup>1</sup> K.M. Sirimuhugho, *Histoire des relations entre les Bakondjo et les Banande frontaliers (Uganda-Zaïre) : 18è s. 1962*, Travail de Fin d'Etudes inédit, Histoire-sciences sociales/ISP-Bukavu, 1975-1976, pp. 51-54.

<sup>2</sup> Pour les détails sur l'évolution économique pendant cette période, lire N.S. Paluku, *Structure économique et mutations sociales en Zone rurale de Lubero (Nord-Kivu)*, Mémoire en Sociologie, FSSAP/UNIKIN, 1995-1996, pp. 58-98.

<sup>3</sup> Nande de l'Ouganda.

<sup>4</sup> *Lwanzururu* vient de « *ékitwa ky'enzururu* » c'est-à-dire en *kinande* ou en *lukonzo* « la montagne des neiges ». Cette montagne est le Mont Ruwenzori situé à la frontière entre la R.D.Congo et l'Ouganda.

été violemment réprimée par les deux instances jusqu'à pousser son meneur à se réfugier sur les montagnes congolaises d'où il continuera à administrer ses partisans restés en Ouganda dans "son royaume" dit "*Ruwenzori Kingdom*". A la faveur des incursions nocturnes de ses policiers en Ouganda sur les montagnes, ses partisans étaient forcés de lui payer l'« impôt ». Les éléments armés ougandais de ce "royaume" intégreront momentanément la rébellion congolaise des *Simba* et s'illustreront dans la quête de butins.

Arrêté début septembre 1964 par l'ANC, Isaya Mukirania réussira à s'évader de la prison après la reprise de Butembo par les *Simba* le 26 septembre 1964. Il oblige de regagner ses cachettes des montagnes du côté ougandais. Ses hommes vont régulièrement opérer des incursions nocturnes au Nord-Kivu pour piller et effectuer des enrôlements forcés à l'issue des enlèvements dans le secteur de Ruwenzori<sup>1</sup>. Il trouve un appui local à partir de Mungeya, chez le Chef des Basongora menacé par l'ANC (Armée Nationale Congolaise) pour avoir pactisé avec les *Simba*. Réfugié dans le maquis ougandais de Isaya qui comptait déjà des combattants Basongora, il encourage l'enrôlement massif de ses sujets. La mort brusque de Isaya et sa succession par Kinyamusitu – pas aussi efficace que son prédécesseur – dans les années 1970 contribuent à l'arrêt des activités de ce mouvement à la grande satisfaction du pouvoir de Kampala et de celui de Mobutu au Congo. Sur les cendres de ce mouvement qui a survécu après 1975 Amon Bazira fonde le NALU (National Army for Liberation of Uganda) accueilli officiellement par le régime Mobutu dans le même périmètre frontalier où logea Isaya Mukirania 23 ans plus tôt avant de se mouvoir vers la ville de Beni.

Avant de montrer comment cette opposition armée ougandaise a évolué et recruté aisément des partisans sur le territoire congolais, soulignons que la contrebande n'a pas cessé aux postes frontaliers de Kasindi, Ishasha et Bunagana sous la "pacification" et le coup d'Etat de Mobutu de novembre 1965. Non seulement que l'appareil douanier l'a structuré, mais aussi et

<sup>1</sup> Pour plus de détails, lire N.K. Sikavya, *op. cit.*, pp. 71-80.

surtout l'instabilité ougandaise à partir de 1978 avait suivi la guerre de renversement du Maréchal Idi Amin Dada. Les flux des réfugiés ougandais sur le sol congolais et les pillages des biens en Ouganda trouveront un marché lucratif (véhicules, moteurs électrogènes...) à l'Est du Congo. Ils alimenteront les anciennes filières de contrebande, une situation qui persistera jusqu'en janvier 1986, à la prise du pouvoir par Y.K. Museveni.

Dès mai 1986, des rébellions plus ou moins permanentes dans les forêts et montagnes environnant les cités de Lume et Kasindi redoubleront d'activités. Les prises d'otages monnayées d'opposants politiques ougandais réfugiés au Congo – et vice versa – iront bon train et s'ajouteront aux trafics de biens matériels, d'armes, de munitions et de stupéfiants. S'alimentant alternativement, le couple "insécurité-contrebande" restera constant aux postes frontaliers de Kasindi, Ishasha, Bunagana, Kikura et Nobili (Watalinga) jusqu'à ce jour. Leur incidence sur la recomposition socio-économique et politique au Nord-Kivu et la partie orientale du pays est très perceptible.

Avant d'y arriver, examinons comment les rébellions des deux pays (Ouganda et RDC) ont évolué sur les contreforts des massifs montagneux du Ruwenzori et dans quelle mesure elles ont influé sur les structures des violences *Mayi-Mayi*.

### **II.2.2. Les *wakombozi* dans les contreforts du Ruwenzori**

Le régime Mobutu issu du coup d'Etat de novembre 1965 a construit son mythe autour de la pacification d'un Etat pratiquement implosé par les sécessions et les rébellions qui s'engouffraient dans les épurations ethniques, le pur banditisme et les règlements de compte. Au Nord-Kivu, des massacres effroyables ont précédé et suivi les occupations rebelles en 1964, la période dite de pacification qui a suivi n'a été qu'un pur leurre. Les insécurités véhiculées par la contrebande, le braconnage, le pillage, les trafics transfrontaliers des réfugiés politiques souvent observés d'une manière



permanente au cours des années 1960 et de manière timide vers la fin des années 1970. Elles vont se reproduire dès mai 1986 dans les massifs du Ruwenzori. Ces derniers mouvements constituent l'objet de ce paragraphe.

Entre mai 1986 et octobre 1996, quatre mouvements se sont succédé et/ou ont cohabité dans les massifs du Ruwenzori et dans le Parc National des Virunga autour du lac Idi-Amin dans les localités de Kasaka et Kyavinyange. Dès leur apparition en mai 1986 autour du village de Mumbiri, la présence du Parti de Libération du Congo (PLC) d'Antoine Marandura – dont les rapports avec L-D. Kabila au Sud-Kivu ont été controversés – s'annonce. Il se veut de tendance lumumbiste et compte dans ses rangs des réfugiés congolais de l'Ouganda et de la Tanzanie se disant *wakombozi*, c'est-à-dire libérateurs en swahili, dont l'objectif déclaré est de marcher sur Kinshasa pour renverser le régime Mobutu afin d'instaurer la démocratie.

A leurs attaques succèdent chaque fois des exactions des éléments des Forces Armées Zaïroises (FAZ) sur les populations civiles. Un véritable affairisme s'organise rapidement dans le chef des militaires envoyés au front qui ne tardent pas parfois à se déguiser en rebelles, se livrant aux pillages, au braconnage et aux trafics illicites. Les rebelles eux-mêmes ne restent pas en marge. Plusieurs fois en 1987, ils lancent des attaques nocturnes sur le marché de Kasindi pillé de fond en comble. Ce qui va les rendre impopulaires et permettre aux FAZ d'obtenir la collaboration des populations civiles. Après plusieurs débâcles, les rebelles de Marandura se replient en Ouganda d'où ils ne reviendront plus jamais<sup>1</sup>. Dès 1987, on enregistre dans ce même rayon le Mouvement des Paysans et des Travailleurs (MPT) dirigé par Christophe Opango, la Lutte pour la Démocratie au Congo (LDC) attribué à Kisase Ngandu et plus au nord le Front Watalinga. La plupart de ces mouvements sont constitués des réfugiés congolais formés dans les camps de

<sup>1</sup> E. Kennes dit que le PLC a bénéficié en 1984 d'une aide de mouvements négro-américains des Etats-Unis. L.-D. Kabila se serait empressé d'attribuer des grades militaires aux membres de sa famille, et de se construire une maison à Dar es Salam. Lire E. Kennes en Coll. avec N. Mukana, *Essai bibliographique sur Laurent Désiré Kabila*, Tervuren/Paris, Institut Africain/L'Harmattan, 2003, p.305.

Tako et Kyaka en Ouganda. Ils jouissent d'un soutien clair du gouvernement ougandais.<sup>1</sup>

Avant de continuer, ouvrons ici une parenthèse qui sera approfondie dans nos prochaines recherches en nous interrogeant si on n'assisterait pas à un changement continuels d'appellations pour un même mouvement, avec les mêmes combattants, chaque fois déçus par les dirigeants. Par ailleurs, l'affairisme constant dans les maquis qui a primé sur la lutte réelle semble expliquer l'échec de beaucoup de chefs rebelles qui n'ont jamais étendu leurs conquêtes au-delà des abris de difficile accès dans le Ruwenzori et des limites du Parc National des Virunga. Beaucoup de combattants de terrains n'ont pas pu répondre à nos interrogations sur qui était le chef politico-militaire des maquis au sein desquels ils évoluaient. La plupart de ces chefs n'avaient jamais visité leurs maquis dans les montagnes et forêts. Ce sont les commandants intermédiaires comme François Mupaya dont nous parlerons ci-dessous qui restaient connus des partisans.

La présence de Laurent-Désiré Kabila y a été également signalée, et particulièrement autour des enclaves de Kyavinyonge et Kasaka – au bord du lac Idi Amin – où ses hommes s'étaient beaucoup plus livrés à la pêche frauduleuse et au braconnage<sup>2</sup>.

Dans la réaction du régime Mobutu, seule la répression n'a pas suffi. Mobutu s'est décidé, non de la doubler par le dialogue, mais par un soutien apporté à l'opposition armée ougandaise, la National Army for Liberation of Uganda d'Amon Bazira, un ancien vice-ministre ougandais. Ce mouvement d'opposition armée s'organisera à Rugetsi et Lumé non loin de l'ancien fief congolais du mouvement Lwanzururu de Isaya Mukirinia Kivanzanga. Grâce à l'appui des FAZ, A. Bazira obtient des dépôts d'armes à

<sup>1</sup> Entretien avec Moto Mupenda, ancien Gouverneur du Nord-Kivu, Kinshasa, le 27 octobre 1999.

<sup>2</sup> Cette page de l'histoire des maquis de Laurent-Désiré Kabila est ouverte par Erik Kennes (*op. cit.*, pp.305-310). Elle mérite d'être éclairée davantage.

Beni, recrute des réfugiés ougandais et des jeunes congolais généralement de confession religieuse musulmane qui harcèleront le gouvernement ougandais. Le NALU bénéficiera aussi du soutien matériel du Soudan.

En novembre 1996, alors que l'AFDL vient de lancer son attaque au sud et à l'ouest de la Province du Nord-Kivu, une offensive d'envergure suivra dès le 13 novembre 1996 au point de mettre sous son contrôle une bonne partie du District de Kasese et la ville de Mbarara à l'ouest de Kampala. Rapidement repoussés, dans leur dispersion après la chute de Beni, ils fusionnent avec les Salif Tabliq pour former l'Allied Democratic Forces, ADF.

En quoi tous ces mouvements intéressent-ils les *Mayi-Mayi* qui émergent en 1993 ? En effet, dans leur déconfiture en 1994, 204 combattants armés se réclamant *Kasidiens*<sup>1</sup>, dirigés par un certain François Mupaya se rendent aux autorités du régime Mobutu qui les cantonnent à Kirotshe dans le territoire de Masisi en pleine ébullition. Abandonnés à eux-mêmes après une promesse non réalisée d'intégration dans l'armée régulière, ces combattants s'offrent en mercenaires aux milices autochtonistes et allochtonistes dans les environs pour leur survie. A partir de ce moment, une colonne dirigée par Kaganga s'illustre dans les violences locales dès mars 1993 et participe à la marche de l'AFDL dès octobre 1996.

D'autres anciens Lumumbistes réfugiés ou leurs descendants se réclamant *Kasidiens* joueront un rôle déterminant dans le jeu d'alliances lors des tentatives de pacification et de "résistance". Est-ce pour autant qu'il faut soutenir que les *Mayi-Mayi* sont une émanation de ces groupes du Ruwenzori ? Examinons l'environnement socio-politique, économique et idéologique immédiat lié à leur émergence.

<sup>1</sup> Le terme *Kasidiens* désigne généralement une catégorie des soldats de l'AFDL qui a évolué aux environs du poste frontalier de Kasindi. Il est dès lors difficile de préciser s'il s'agit des partisans de tel mouvement précis. La thèse du passage des mêmes combattants d'un mouvement à un autre jusqu'à leur intégration par Kisase Ngandu dans son Conseil National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD) est aussi à exploiter.

## II.3. LIBERALISATION POLITIQUE ET *ANTICIPATIONS* *ETHNO-POLITIQUES*

Le déclenchement en avril 1990 de ce qui est communément appelé "transition", "transition démocratique" ou "démocratisation" ne fait pas l'unanimité dans les finalités escomptées. Le Président Mobutu réussit encore à demeurer le maître à bord en se maintenant au pouvoir ; il ne contrôle pas tous les ressorts d'une transition que d'aucuns conviennent qu'elle n'a pas abouti à l'instauration d'un système démocratique au pays<sup>1</sup>. La démocratisation va contribuer au *décentrement de l'Etat* qui était déjà en cours, laissant ainsi émerger des "institutions de rue" face aux problèmes sociaux pressants rapidement récupérés par des élites dans une logique d'*anticipation ethno-politique*. Ce sera le règne de la politisation de la pluralité ethnique, de la résurgence des questions identitaire et foncière qui préparent le terrain à une plus grande déstabilisation politique au sein de laquelle les nombreuses rébellions et bandes armées ainsi que les dirigeants des pays voisins situent leurs intérêts.

### II.3.1. Vécu de la démocratisation au Nord-Kivu

#### a) Démocratisation décentralisée et politisation de la pluralité ethnique

La démocratisation du système politique congolais claironnée par Mobutu en avril 1990 se présentait aux yeux de nombreux observateurs comme la voie de la décrispation de la crise multiforme de laquelle l'ex-régime n'arrivait pas à sortir. Le Nord-Kivu – microcosmes idéal à partir duquel cette crise peut bien se lire – voulait avoir la solution-miracle définitive à ses épineux problèmes identitaires et fonciers couvés par le

---

<sup>1</sup> Quels que soient les termes utilisés pour qualifier la période 1990-1997, tous les auteurs conviennent que la transition n'a pas débouché sur la mise en place des institutions démocratiques qui constituait l'étape ultime nonobstant l'éclosion de quelques libertés (d'expression, de presse, d'association, etc.).

- G. de Villers en coll. avec J.T. Omasombo, *op. cit.*
- Ngbanda N.K.A, *La transition au Zaïre. Le long tunnel*, Noraf, Kinshasa, 1995.
- D. Afana, *La ballade démocratique du Zaïre. Sept ans de transition tumultueuse (1990 – 1997)*, Hipoc, Kinshasa, 1998.
- etc.

régime de Mobutu. Le bâillonnement d'une population couvant ses conflits pendant plus de trois décennies n'a pas été suffisant.

Par ailleurs, sans politique sociale et même économique susceptible de contenir ses fortes pressions démographiques, le Nord-Kivu démarrait "son processus de démocratisation" en 1991. Dans la Ville de Goma, les activistes revendeurs de carburant dits *Kadhafi*, en grande majorité de l'ethnie Shi de la Province du Sud-Kivu, seront les premiers à manifester leur penchant pour l'UDPS alors que les membres des ethnies dites autochtones observeront toute leur réserve. C'est avec la nomination de Paluku Kalumbo – de l'ethnie Nande – en qualité de Gouverneur et Bamwisho – de l'ethnie Nyanga – en qualité de Vice-Gouverneur en 1991, que les communautés ethniques mettent les mains à la pâte. L'engagement politique des membres des ethnies se trouve fortement discuté dans les associations tribales et se répercute sur les partis politiques naissants.

Parmi les premiers partis politiques d'opposition créés et agréés, la Démocratie Chrétienne Fédéraliste (DCF) animée par Enoch Nyamwisi en qualité de Vice-Président, sous la présidence du Professeur Ngoma Ngambu. Il bénéficie de larges soutiens en région Nande au nord de la Province (Territoires de Beni et Lubero et une partie de Rutshuru). Exclu de la DCF par Ngoma Ngambu qui éclate immédiatement en deux ailes, du fait de sa participation au Gouvernement Ngunz a Karl Bond (25/11/1991 – 19/08/1992), Nyamwisi continuera à bénéficier des solidarités populaires en milieu Nande et cherchera à étendre son aile sur la Province Orientale.

Les Nyanga-Hunde, déjà minoritaires et peu visibles parmi les animateurs des partis politiques, se trouveront dispersés entre le MPR et l'UDPS. L'éclatement de l'UDPS à la suite de la désignation de Faustin Birindwa, permettra l'émergence sur l'échiquier politique de certains jeunes activistes à l'instar de Willy Mishiki de l'ethnie Nyanga.

Quant aux Banyarwanda (Hutu-Tutsi), accusés d'être les principaux bénéficiaires du régime décadent de Mobutu<sup>1</sup>, ils se disperseront entre pouvoir et opposition avant qu'une bonne franche ne s'engage dans le DSN de Sekimonyo (Hutu) et le PANADI de Rugenera (Hutu) dissout en 1995 à la suite du rapport de la commission parlementaire dite Vangu.

Mais les partis politiques ne seront pas plus actifs dans la politique locale que les mutualités ethniques et autres associations qui servent de paravent à des activités politico-identitaires. Citons le Kyaghanda pour les Nande, le Buuma pour les Hunde-Nyanga-Tembo, le Bunakina pour les Nyanga, le Bushenge pour les Hunde, la Magriwi (Mutuelle des Agriculteurs du Nord-Kivu) et Umoja pour les Hutu, l'Acogenoki (Association Coopérative générale du Nord-Kivu) pour les Tutsi, etc.

Ce faisant, les pôles de résolution des conflits locaux se multiplient alors que le pouvoir central, préoccupé par les querelles et combines de conquêtes et de maintien au pouvoir des anciens, laisse pourrir la situation en provinces. Les élites originaires du Nord-Kivu regagnent leur Province après des expulsions et/ou mutations commanditées à partir de Kinshasa. La lutte pour le leadership ethnique au sein de la province s'amorce. On dénonce rapidement les Nande à Goma qui, n'ayant pas été toujours très présents sur place – bien que numériquement majoritaires dans la province – se font remarquer dans le commerce local et dans l'administration. On parle de la *nandelisation* de la Province et les pillages qui vont se succéder entre 1991 et 1993 les cibleront.

Dans cette foulée, Enoch Nyamwisi Muvingi, présenté comme l'artisan de cette montée est assassiné à Butembo le 5 janvier 1993 alors qu'il tentait de négocier la cessation des pillages et tueries consécutifs à des pratiques sécuritaires populaires qui ont mis en cause certains agents de

---

<sup>1</sup> A. B. Mwaka, *op.cit.*, pp.110-119.

l'ordre dans les vols à mains armées et braquages qui y devenaient monnaie courante. Dans la même période, le Docteur Mambo alias *le bon* de l'ethnie Hunde est abattu début 1994 alors qu'il venait d'être nommé Coordonnateur provincial du Programme Elargi de Vaccination (PEV) en remplacement du Dr. Mukengeshayi, un luba du Kasai Oriental, dans la logique de l'administration des originaires. Les jeunes Hunde révoltés accusent la communauté Nande et particulièrement le Dr. Malikwisha, alors Directeur de l'Hôpital Général de Goma, d'en être le commanditaire. Dans la vengeance, ils s'attaquent aux intérêts Nande, violentent et séquestrent certaines notabilités Nande.

Beaucoup d'autres exemples de disputes ethnicisées peuvent être multipliés à ce sujet. Cette conflictualité conduit vers une généralisation des conflits armés de Walikale-Masisi qui s'étendront vers d'autres Territoires de la Province et débordera même au Sud-Kivu (Kalehe). Ce concours de circonstances milite alors pour l'émergence des milices *Katuku/Ngilima/Mayi-Mayi* et *Kibalizo/Mongols* qui vont dualiser la Province.

En définitive, la période 1990-1997 devient fortement mouvementée en Province. Bien manifeste à travers la désocialisation de l'Etat, la désétatisation du social et le décentrement de l'arbitrage des conflits sociaux la crise de l'Etat s'aggrave. Avec en tête l'idée des futures échéances électorales, les élites locales se battent pour le positionnement politique et jouent à l'*anticipation ethno-politique* pour s'attirer le soutien populaire dont ils auront besoin dans un temps court. C'est le jeu du positionnement et de la reproduction politiques sur fond des persistants problèmes identitaires et fonciers.

## b) La récurrente question identitaire

Il est bien clair que parler de l'identitaire revient à toucher à un processus complexe, à situer au-delà de la simplification qui prévaut dans les études sur le Kivu montagneux, qui le réduisant à l'ethnicité et à la nationalité. L'identitaire suppose une interaction entre l'individu, les "autres" et le milieu<sup>1</sup>. Il se manifeste au Kivu dans tous ses états : autour de la récurrente question de la nationalité des Hutu et Tutsi se construisent des croyances, des sentiments, des stéréotypes, des imaginaires, des alliances, des pratiques... qui régulent, recomposent et caractérisent les conduites des peuples.

Les schémas qui s'en dégagent ne mobilisent pas seulement les perceptions face à l'« autre », mais surtout renvoient à la façon dont les richesses doivent être réparties et la nature des rapports sociaux qui vont s'en dégager. C'est dans cette acception qu'un "membre d'une autre ethnie" et un "étranger, *source de tous les malheurs*" se valent ; "l'autre" symbolise soit l'hégémonie et la domination, soit le servage et l'esclavage. Toutes ces perceptions conscientes et inconscientes structurent des identifications pseudo-racistes qui, progressivement, dualisent les sociétés au Nord-Kivu, au Congo et en Afrique interlacustre. On distingue ainsi des bons ou mauvais bantous, des bons ou mauvais nilotiques (principalement Hima-Tutsi Rwandais). Ces qualités – bons ou mauvais – sont vécues comme des catégories biologiques qui font de certains naturellement bons, selon le sang qui circule dans leurs veines et d'autres, naturellement mauvais. Cette réalité est vérifiable tant du côté des ethnies se voulant bantous ou de ceux qui se disent nilotiques. Vu sous l'angle religieux, l'interprétation "pseudo-raciste" de l'identification a poussé à l'extrémisme qui a suggéré le phénomène des milices et un type particulier de violence qui s'exporte et s'importe entre les pays de la sous-région. Nous reviendrons à cet aspect dans la suite. Retraçons concrètement et sommairement comment une telle construction a pu être possible.

---

<sup>1</sup> C. Malek, *La formation de l'identité politique*, Paris, PUF, 1986, p.35.



Beaucoup d'écrits aussi contradictoires que les lois elles-mêmes ont été consacrées à la question de la nationalité au Kivu montagneux<sup>1</sup>. Si la plupart d'entre elles sont beaucoup plus "juridisantes", prenant partie pour plaider ou dénoncer ceux qui s'estiment victimes de l'ostracisme et de l'arbitraire des dirigeants et élites de certaines communautés ethniques, le parcours qui a conduit au problème actuel – revendication/contestation de la nationalité congolaise des Hutu et surtout des Tutsi – est déjà suffisamment éclairé.

L'accession de la R.D.Congo à l'indépendance a mis les responsables congolais en face de nouvelles responsabilités. La loi fondamentale du 19 mai 1960 laissait la liberté au nouveau législateur congolais de fixer les conditions d'acquisition de la nationalité. Ce qui sera fait quatre ans après, notamment à travers la promulgation de la Constitution du 1er août 1964 qui stipulait à son article 6 alinéa 2 :

*« Elle (nationalité congolaise) est attribuée à la date du 30 juin 1960, à toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une partie de tribu établie sur le territoire du Congo avant le 18 octobre 1908. »*

Cette loi a été édictée dans un contexte de contestation de la nationalité congolaise des Banyarwanda aux Nord et Sud-Kivu révoltés entre 1962 et 1964<sup>2</sup>. En plus de leur implication dans la rébellion des *Simba* lumumbistes, leurs actions seront interprétées par le pouvoir central comme menaçant la sécurité de l'Etat congolais. A ce titre, un décret-loi du 19 août 1964 déclarera indésirables sur le sol congolais les réfugiés rwandais – essentiellement Tutsi – en plus des Congolais de Brazzaville. Certains d'entre eux sont évacués vers la Tanzanie et d'autres réussissent à s'infiltrer dans la population locale.

En bref, les rwandophones Hutu et Tutsi réclamant la nationalité congolaise peuvent être groupés en quatre catégories :

<sup>1</sup> Voir les études de J. Pabannel (1991), J.-C. Willame (1997), E. Ndeshyo (1992), P. Kanyamachumbi (1992), F. Reyntjens et S. Marysse (1996), J. Mutambo (1997), M. Kambere (1999 et 2000), C.M. Ngayandila (2001), M. Ruhimbika (2002), S.M. Mugangu (1999), A.B. Mwaka (2003).

<sup>2</sup> Pour les détails, lire A.B. Mwaka, *Phénomène d'ethnicité... op.cit.*, pp.100-110.

1°) Ceux qui s'estiment autochtones du Kivu. Ce sont principalement les Hutu-Tutsi de Bwisha en Territoire de Rutshuru, qui se disent *Banyabwisha*<sup>1</sup> et les Tutsi se nommant *Banyamulenge*<sup>2</sup> habitant les montagnes de Mulenge, Itombwe... en Territoire d'Uvira et Mwenga au Sud-Kivu.

2°) Les *transplantés* des Tutsi et Hutu, venus du Rwanda entre 1937 et 1954, ou leurs descendants habitant principalement Masisi, Rutshuru et Nyiragongo. C'est à la fois pour répondre à un réel besoin de main d'œuvre dans l'ancien riche Buhunde presque inhabité, pour sauver les vies humaines de la catastrophe naturelle qui a frappé le Rwanda de la fin des années 1920, suivie surtout des pressantes demandes insatisfaites de terres dans un Rwanda déjà en proie aux fortes pressions démographiques le colonisateur belge sera poussé à organiser la Mission d'Immigration des Banyarwanda (MIB) au Congo. Le gros de cette population migrante est resté au Congo pour ne jamais rentrer au Rwanda.

3°) Les clandestins et les *réfugiés économiques* qui ont eu à immigrer au Congo sans aucune procédure et qui se sont intégrés dans les deux précédentes catégories. Il s'agit entre autres de tous les trafiquants et *immigrés forcés* qui ont été poussés à l'exil entre 1998 et aujourd'hui. Par ce procédé, le régime actuel de Kigali tente de résoudre les épineux problèmes fonciers consécutifs à la recomposition territoriale au Rwanda d'après-génocide. D'aucuns pensent qu'elle est la catégorie la plus nombreuse.

4°) Enfin, les réfugiés politiques qui ont fui le Rwanda lors des violences de 1959, 1962, 1972, 1990 et 1994.

La prise du pouvoir par Mobutu le 24 novembre 1965 est accompagnée par l'Ordonnance-loi n° 71-020 du 20 mars 1971 qui a été fortement critiquée au point d'être corrigée par la loi du 5 janvier 1972. Cette dernière stipule à son article 15, ce qui suit :

*« Les personnes originaires du Rwanda-Urundi qui étaient établies dans la province du Kivu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1950 et qui ont continué à résider depuis*

<sup>1</sup> C'est-à-dire habitants de Bwisha, une de deux collectivités du Territoire de Rutshuru.

<sup>2</sup> C'est-à-dire habitants de Mulenge une localité située en Territoire d'Uvira dans la Province du Sud-Kivu.

*lors dans la République du Zaïre jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi ont acquis la nationalité Zaïroise à la date du 30 juin 1960 .»*

Comme on peut bien s'en rendre compte, cette loi contredit la précédente. Les Hutu et les Tutsi de toutes les catégories précitées se réclament alors de la nationalité congolaise d'origine et devront jouir de tous les droits civiques et de la protection diplomatique congolaise avant qu'une loi, celle du 21 juin 1981, ne vienne rétablir la logique de la constitution de 1964. La nationalité congolaise était dès lors reconnue à « *toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une tribu ou d'une partie de tribu, établie sur le territoire du Congo avant le 18 octobre 1908* ». Le doute ne reviendra donc sur tous les Hutu-Tutsi dès lors qu'aucun recensement systématique fiable<sup>1</sup> et un document légal ne pouvaient désigner nommément ceux qui se retrouvaient dans cette nouvelle fourchette.

La persistante rumeur en Province d'une préparation secrète d'une attaque rwandaise et rwandophone contre la RDC fait qu'en 1995, une série de mesures dont la déchéance de certains rwandophones de leur mandat au Parlement de la transition – à l'image de ce qui était déjà fait au parlement en 1960, à la Conférence Nationale Souveraine en 1992 – seront prises. Ce précédent va servir de prétexte à une guerre dont les causes doivent être cherchées ailleurs. Après la prise du pouvoir par L-D Kabila en mai 1997 à la faveur de cette guerre dans laquelle les Tutsi ont servi de cheval de bataille, une commission constitutionnelle, qui se proposait de rétablir pratiquement la situation de 1972, est mise en place. La deuxième guerre d'août 1998, sous la houlette des mêmes Tutsi se réclamant congolais aux côtés des Tutsi rwandais, tentera de manipuler cette thématique nationalitaire avant que les motivations économiques ne soient flagramment mises à nue. Ce qui pousse L.-D Kabila, par le Décret-loi du 29 janvier 1999, à actualiser la loi n° 81-002

---

<sup>1</sup>Des éléments d'identification des réfugiés à leur entrée en RDC peuvent être lus dans : Secrétariat Général du Ministère de l'intérieure et des affaires coutumières, *Liste des réfugiés Rwandais au Congo*, 29 octobre 1970, 17p.

du 21 juin 1981 relative à la nationalité zaïroise en guise de sanction contre les Tutsi engagés dans la rébellion.

En définitive, comme nous l'avons relevé ailleurs<sup>1</sup>, le problème de la nationalité congolaise des rwandophones est réel au Congo. Sa complexification trouve son fondement au centre des enjeux ethno-politiques. Il se trouve de ce fait instrumentalisé et sert de tremplin à l'élite rwandophone pour atteindre ses objectifs de positionnement politique en s'attirant la sympathie, le soutien et la commisération de la communauté internationale. Il sert aussi de gratification/sanction entre les mains des dirigeants congolais à l'égard de leurs fidèles alliés ou opposants/traîtres Hutu-Tutsi. La nationalité congolaise des Hutu-Tutsi est souvent fonction de la collaboration ou de l'opposition au pouvoir central. Le cas des Présidents Mobutu et L-D. Kabila, celui des dirigeants de l'AFDL et du RCD-Goma comme Z'ahidi Ngoma, Kin Kiey Mulumba, Lunda Bululu... ayant claqué la porte l'illustre parfaitement. Les lois et les déclarations contradictoires que nous avons relevées ci-dessus sont fonction de la sereinité ou de la turbulence dans les alliances politiques.

Vécues du côté de la population, ces contradictions et actions dans des contextes de violences forgent une « identification haineuse » à l'égard des rwandophones comme nous l'avons souligné d'entrée de jeu. Les discours et les croyances des *Mayi-Mayi* s'en trouvent inspirés autant que la question foncière est traversée par l'identification individuelle et collective.

### c) La question foncière : triomphe des bricolages d'« en bas »

Nous l'avons illustré dans le chapitre précédent : avec ses 59.631 Km<sup>2</sup> et plus de trois millions d'habitants, le Nord-Kivu connaît l'une des densités les plus fortes de la R.D.Congo. La situation est d'autant plus pressante qu'une partie de cet espace consacré à l'agriculture et à l'élevage est amputée par les eaux des lacs, les montagnes et surtout les volcans toujours

<sup>1</sup> A.B. Mwaka, *La nationalité congolaise...*, op. cit, pp.55-91.

actifs ainsi que le Parc National des Virunga et les réserves forestières aujourd'hui anarchiquement envahies par les populations en quête inassouvie de terres.

De quelle manière la terre a-t-elle fini par constituer l'idée-force du discours mobilisateur des communautés ethniques dans des affrontements desquels ont émergé les milices dès mars 1993 ?

En effet, c'est à deux niveaux qu'il convient de cerner le problème foncier au Nord-Kivu. Dans un premier temps, au niveau des vagues sentiments d'autochtonie et de nationalisme que la privation, la spoliation, la raréfaction ou l'occupation de la terre par un tiers suscitent. Ce sentiment est ressenti par bien des Nande, Hunde, Nyanga, Tembo... face à l'occupation rwandophone au grand dam de toute légalité. Il provient non seulement des sentiments humains normaux mais surtout des conceptions découlant des modes de production précapitalistes qui, loin d'avoir disparu, coexistent avec le mode de production dominant. Dans ces conceptions, la terre appartient à l'ensemble de la communauté vivante et à naître. Personne ne peut l'aliéner, la spolier ni se l'approprier individuellement, même pas le *Mwami*. Ce dernier n'en est que régulateur et gestionnaire alors que son aîné – le *Mukulu* chez les Nande, *Shemwami* chez les Hunde, Nyanga et Tembo – qui est généralement gardien des coutumes, chef religieux et prêtre du culte des ancêtres, assure la perpétuité de la relation mystique entre la communauté et les aïeux à travers les terres léguées.

Dans un deuxième temps, les conflits normaux d'usage, de location, de spoliation, de succession, de redevance, de vente et d'acquisition des terres qui, insérés dans un contexte de mauvaise gouvernance ou des procès injustes et corrompus, ou encore de légitimation des structures étatiques, conduisent à des mobilisations des masses souvent sous des discours identitaires. En fait, ces types de conflits sont les plus fréquents et

s'intensifient rapidement quand ils opposent deux parties appartenant à des ethnies antagonistes. Tel est le cas pour la plupart des propriétés foncières de Masisi et Rutshuru rachetées ou *zairianisées* au profit des Tutsi alors que ceux qui les exploitaient étaient des Hutu, Hunde et Nande. Ce problème pose toute la question de l'encrage social des logiques étatiques à travers les lois et les procédures légales lourdes, coûteuses et éloignées des paysans et de leurs réalités. Il nous introduit aussi dans l'examen de la déstructuration étatique qui impose des nouvelles logiques de légitimation du pouvoir, d'organisation de ce pouvoir et de production du politique en général.

Dès lors que ces conflits se trouvent accumulés au fil des années et que se cristallisent des sentiments de propriété, d'autochtonie et de nationalisme véhiculant des intérêts matériels et idéologiques, la simplification devient facile : le "Rwandais" devient bouc émissaire de toutes ces contradictions. Les logiques qui expliquent la persistance des *Mayi-Mayi* en pays nande, où les rwandophones restent encore numériquement et sociologiquement minoritaires, peuvent être saisies à ces bouts. Est-ce une logique d'anticipation ou de prévention à partir des leçons de Masisi ? Toujours est-il que le milieu géographique et social qui a généré les *Mayi-Mayi* a tellement de contradictions de tous ordres qu'il ne permette au chercheur de privilégier un seul facteur.

Examinons à présent comment la présence des rébellions et bandes armées transfrontalières a déblayé le terrain des milices.

### **II.3.2. Nord-Kivu : point d'enchevêtrement des conflits voisins**

La région d'Afrique interlacustre (Rwanda, Burundi, R.D.Congo, Ouganda et Tanzanie) est restée bouleversée depuis la fin de la décennie 1970. Alors que l'économie de la R.D.Congo subissait les secousses consécutives à la *zairianisation*, à la chute des prix des matières premières – principale source de revenu au pays – et à la mauvaise gouvernance, des

changements s'annonçaient dans les pays voisins. En Ouganda particulièrement, le coup d'Etat d'Idi Amin Dada en 1972 qui renverse Milton Obote, jeté sur la voie de l'exil en Tanzanie après un soutien avéré aux rebelles lumumbistes congolais, suscite une farouche opposition interne et extérieure contre son régime jugé sanguinaire. Constituant une alternative pour la sécurisation de la frontière orientale de la R.D.Congo face aux tentatives de réorganisation des lumumbistes en exil en Ouganda et au Soudan, Idi Amin Dada gardera des très bonnes relations avec Mobutu.

En 1978, une expédition de l'armée tanzanienne appuyant les combattants de l'Ouganda People Congress (UPC) renverse spectaculairement le régime d'Idi Amin et pousse à l'exil ses partisans. Nombreux se réfugient au Congo (Nord-Kivu et Ituri), au Kenya et au Soudan. L'instabilité institutionnelle caractérisée par des coups d'Etat successifs alimente l'insécurité, la contrebande et le pillage transfrontaliers qui ont pour point de chute principal les villes de Beni et Butembo via le poste douanier de Kasindi et Rutshuru en passant par Ishasha et Bunagana. Les armes et les combattants ne seront pas en reste. Dans ce contexte, Kaguta Museveni va lancer une guerre qui va le conduire au pouvoir en janvier 1986 avec dans ses rangs des miliciens rwandais et congolais.

Dans cet espace géographique, ce moment devient crucial car, dès lors, les dirigeants de la sous-région adoptent la gestion des rapports entre leurs Etats via l'appui aux oppositions armées et autres bandes armées insécurisantes. C'est dans ce sens que le Front Patriotique Rwandais (FPR) est créée et ne tarde pas à prendre le pouvoir en juillet 1994 après un carnage sans précédent.

C'est aussi à ce moment que les anciens rebelles lumumbistes et leurs descendants des camps de Tako en Ouganda s'organisent autour de Marandura Kibingu, de Kisase Ngandu, de Christophe Opango... et harcèlent

le régime Mobutu à partir du Ruwenzori. Ces mouvements rebelles, qui ne seront cantonnés que dans la bande frontalière recrutent aussi localement. Le climat d'insécurité qu'ils sèment dans cette zone entre mai 1986 et octobre 1996 favorisera la fraude, les trafics de tous ordres (armes, stupéfiants, matières précieuses, essences, êtres humains, animaux, bois...), le braconnage et la pêche frauduleuse.

Désormais, dans la perspective sécuritaire, les dirigeants et leurs Etats accordent une importance particulière aux oppositions armées de leurs voisins. La Province du Nord-Kivu en sera l'épicentre : le nord-est pour l'Ouganda et centre-ouest pour le Rwanda. Alors que les massifs du Ruwenzori hébergeaient les rebelles NALU ougandais, les environs de Goma et Rutshuru accueillent dès avril 1994 les ex-Forces Armées Rwandaises (FAR) et les miliciens Interehamwe désarmés vaille que vaille par les FAZ après leur débâcle qui a conduit le FPR au pouvoir.

Tout en ne restant pas en marge dans les trafics et pillages transfrontaliers<sup>1</sup>, ces combattants et leurs armes se trouvent directement impliqués dans les violences locales et, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, leur technicité conduit à une certaine professionnalisation des milices qui n'étaient que sporadiques et relevant plus dès le départ de la légitime défense.

En définitive, concrètement, comment les *Mayi-Mayi* sont-ils nés ? Que signifient-ils dans cette évolution politique décentrée ? Comment se présentent leurs rituels, leurs jeux d'alliance dans ce champ qui connaîtra deux guerres successives et quelle en est la portée ?

---

<sup>1</sup> C'est ce qui a été appelée localement « turquoise » en référence à l'opération française. Les réfugiés rwandais revendaient au Congo des engins motorisés, des armes, des hélicoptères... appartenant à l'Etat rwandais ou pillés lors du génocide.



## Chapitre troisième : **EMERGENCE, EVOLUTION ET JEU D'ALLIANCES DES MAYI-MAYI**

Dans ce chapitre nous voulons retracer l'émergence directe des *Mayi-Mayi*, explorer leur évolution dans les territoires voisins à Walikale qui les a vu naître, identifier les principales factions, les sites et leurs chefs, en examiner les idées-forces et les pratiques, et enfin revisiter le jeu d'alliances mouvantes auquel ils se sont livrés.

### III.1. LES EVENEMENTS DE NTOTO ET L'IDEE DES MILICES

Les événements sanglants de Ntoto (Territoire de Walikale au Nord-Kivu) en mars 1993 ne sont pas à lire comme une circonstance isolée. Ils s'inscrivent dans la longue marche conflictuelle des communautés au Kivu montagneux et en Afrique des Grands Lacs.

En effet, dans la deuxième quinzaine du mois de mars 1993, quatorze activistes de la Mutuelle des Agriculteurs des Virunga – en réalité l'association ethnique camouflée des Hutu – sont arrêtés par le Chef de groupement Kiroba Mulengezi de l'ethnie Nyanga. Il leur est reproché d'être à la base d'un mouvement de désobéissance civique dans les localités et cités du Territoire de Walikale. De même, à leur charge, le fait d'avoir pris part à une réunion secrète des Hutu où seraient décidés la désobéissance civique relayant la protestation de l'élite Hutu de Kinshasa en décembre 1992 et une épuration ethnique contre les populations Hunde, Nyanga et Tembo.

En réaction, un groupe des Hutu saccage la prison et les locaux d'infortune abritant les bureaux du groupement de Woloa Uroba. Ils libèrent les prisonniers et s'attaquent à l'intégrité physique du Chef de Groupement. Ces événements coïncident avec la tournée de l'Administrateur-adjoint du Territoire de Walikale, Monsieur Batende<sup>1</sup>, accusé d'en être le principal

---

<sup>1</sup> Batende est proche parent à Bamwisho (Vice-Gouverneur) dont nous avons parlé ci-dessus. Ce dernier est fils de feu le Professeur Bamwisho Mahia dont la mémoire symbolise la lutte contre la spoliation des terres

instigateur. Le dimanche 20 mars 1993 au marché de Ntoto et dans les églises, alors que la rumeur d'une attaque hutu persiste dans la localité, les Nyanga, Hunde, Tembo, Kano... lancent une première offensive contre les Banyarwanda habitant Walikale. Minoritaires, ils se sont contraints au déplacement vers les localités voisines indemnes des attaques similaires et surtout vers Masisi. L'extension de ces violences dans les localités de Buoye, Buhimba, Kashebere, Kishanga... oblige les Banyarwanda de Walikale à se réfugier au Masisi voisin. Placé sous forte tension, le Territoire de Masisi ne tarde pas à s'embraser. Les localités de Mahanga, Mbui, Shoa, Kibirangiro, Mweso... sont à leur tour rapidement enflammées.

Devant ces attaques des rwandophones à Masisi et en guise d'anticipation, les Hunde-Nyanga-Tembo, minorisés à leur tour, sont obligés de se regrouper dans les localités où elles constituaient la majorité et vice versa pour les Hutu-Tutsi qui mènent le même combat pour la circonstance. Contrairement à Walikale, ici les populations rwandophones qui constituent la majorité écrasante (plus de 70%), ont opposé une farouche opposition aux offensives de leurs adversaires et à beaucoup d'endroits, elles lancent des contre-offensives.

Alors que le terrain est entièrement contrôlé par la coalition Nyanga-Hunde, trois de quatre collectivités de Masisi – Osso, Bashali et Katoyi – se trouvent en ébullition. Seule la Collectivité des Bahunde est épargnée car dominée par une majorité écrasante rwandophone. A Katoyi<sup>1</sup>, les populations autres que rwandophones sont "balayées" et contraintes au déplacement jusqu'à Goma et Rutshuru. A l'occasion, le Territoire de Rutshuru, déjà en conflit<sup>2</sup>, est rattrapé par ces hostilités à la fin du mois de

---

par les rwandophones Hutu et Tutsi à Walikale et au Kivu. Alors député élu, il se battra contre la spoliation de 230.000 ha de terre par la RWACICO de Rwakabuba Shinga (un Tutsi) soit le 1/10<sup>ème</sup> de la superficie du Territoire de Walikale occupé par presque la moitié de l'ensemble de la population. Sa mort tragique est interprétée comme liée à cette lutte. La présence de ses descendants ne pouvait qu'inquiéter les rwandophones.

<sup>1</sup> La collectivité de Katoyi a été créée en 1977 à la suite de l'éruption volcanique qui a envahie une partie de l'actuel Territoire de Nyiragongo. Elle est gérée par ses anciens chefs coutumiers Hunde minorisés par les masses rwandophones qu'elles ont toujours mal supportées. L'occasion était venue de s'en débarrasser.

<sup>2</sup> Ce Territoire dont le leadership est disputé entre la majorité Hutu et les Nande, a été le théâtre des violences lors de l'opération d'identification des nationaux en juillet 1991 à l'instar de Masisi, Nyiragongo, Goma et

mars de la même année. Des escarmouches sont signalées dans la Collectivité de Bwito entre les Hunde, Nande et Hutu-Tutsi.

A cette étape, les actes de violence consistent en des incendies d'habitation, vols des bétail et récoltes, assassinats, injures et menaces. Les moyens utilisés sont encore rudimentaires, peu sophistiqués et moins performants. Seuls les fusils de chasse de fabrication artisanale et les armes blanches (machette, couteau, serpette, gourdin, bâton...) sont utilisés par des jeunes volontaires.

On enregistre aucun affrontement direct entre populations antagonistes selon les tactiques classiques de guerre, mais des actions punitives et des représailles entre villageois de différentes communautés à des heures avancées de la nuit (entre 3 heures et 5 heures). Non systématiques, ces opérations sont plus ou moins spontanées, épidermiques et visent beaucoup plus à pousser l'« autre » au déplacement. Néanmoins une particularité est à observer dans les actions rwandophones : elles visent le plus souvent l'intégrité physique des chefs coutumiers et leurs subalternes (capitas), et sont suivies de l'installation des nouveaux chefs rwandophones<sup>1</sup>. Ce qui signifiait aux yeux des autres communautés, une prise de possession sociale de la terre.

A ces formes de violences impliquant essentiellement les populations civiles, il convient d'ajouter l'implication des agents de l'ordre. Elle consiste en l'engagement des éléments de la gendarmerie et de l'armée régulière du côté du plus offrant. A ce stade, les fermiers sont principalement locataires de ces services qui se manifestent par des incendies de villages entiers, des assassinats, des enlèvements forçant au déplacement les populations civiles. Les Hunde, Nyanga, Tembo de Masisi en sont les principales victimes.

---

Kalehe. D'autres conflits de terre suivront, d'une part entre fermiers Tutsi et Hutu et d'autre part entre Hutu et Nande.

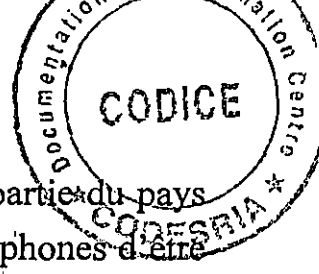
<sup>1</sup> On peut citer Bigembe, Banyanga-Rwichi, Bigirushaka, Mukosa dans différentes localités du Territoire de Masisi.

Le déclenchement de ces hostilités reste étroitement lié à deux faisceaux de facteurs. Premièrement, la libéralisation politique d'avril 1990 qui aggrave les absences de l'Etat face aux nombreuses demandes sociales (nationalité, terre, chômage, analphabétisme, pauvreté, etc.) et aux perspectives électorales qui poussent à l'anticipation ethno-politique. Deuxièmement, la dynamique revendicative des Hutu autour des questions de nationalité et de terre consécutivement à la déchéance des mandats des délégués Hutu-Tutsi à la Conférence Nationale Souveraine en 1992. Dans ce contexte un communiqué du 30 décembre 1992 signé par les Professeurs Ntirumenyerwa et Nzitakera ainsi que par Messieurs Mugiraneza et Rugenera, relayés par les leaders locaux de la Magrivi, demande aux populations Banyarwanda transplantées habitant Masisi, Walikale et Kalehe au Sud-Kivu de ne payer ni impôt, ni taxes, ni redevances, ni tributs. Il leur sera interdit de ne pas mettre les produits de leurs champs et fermes sur le marché public.

Perçu du côté des populations s'estimant autochtones du Nord-Kivu, ces revendications représentent une véritable menace à la survie et à la sécurité des "terroirs". Désignés par eux comme complices des rwandophones – en réalité impliqués dans les logiques du plus offrant – les agents de l'ordre public ne sauront pas dissuader les associations ethniques, les élites intellectuelles, sociales, commerciales et ecclésiales ainsi que les chefs coutumiers. Ces élites s'activeront dans la quête de l'autodéfense en marge de la sécurité officielle censée couvrir toute la société.

Alors que les communautés restent en éveil, une accalmie relative s'observe entre juillet 1993 et avril 1994. Elle est due à trois facteurs. *i)* Primo, une commission de pacification intercommunautaire est instituée par l'autorité régionale incapable d'arbitrer car accusée elle-même d'être partie-prenante au conflit. Les campagnes de paix qui s'en suivent ainsi que les deux rounds de négociations intercommunautaires initiées par les ONG et églises locales apaiseront les esprits belliqueux chez les protagonistes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ces négociations ont eu lieu en novembre 1993 à Mweso et en février 1994 à Masisi.



ii) Secundo, le Chef de l'Etat Mobutu qui séjourne dans cette partie du pays démet l'équipe dirigeante de la Province accusée par les rwandophones d'être impliquée dans les violences, et y détache des éléments de sa garde personnelle, la Division Spéciale Présidentielle (DSP). Le Directeur de province Moto Mupenda de l'ethnie Kano (Rega de walikale) assumera l'intérim entre le 23 juillet 1993 et le 28 octobre 1996.

iii) Tertio, les coûts et les conséquences des violences, notamment la vie loin des champs, fermes et forêts, le manque d'assistance humanitaire prédisposaient les esprits à répondre positivement à un appel à la pacification.

Bien que quelques cas de violences soient signalés pendant cette période, nombreux regagnent leurs villages. Ils tenteront de cohabiter mais les chefs, souvent contestés par les rwandophones pour avoir pris partie en faveur des populations Hunde-Tembo-Nyanga, seront souvent décapités<sup>1</sup>.

Alors que la situation se décrispait progressivement, dès le 16 juillet 1994, plus d'un million de réfugiés Hutu rwandais affluent au Kivu à la suite de l'occupation de Kigali par le FPR. Plus de 20.000 militaires et miliciens bien formés et expérimentés pénètrent au Congo avec leurs armes et munitions. Certains s'infiltrèrent dans ces zones de combat, ils appuient et encadrent les jeunes Hutu qui se "professionnalisent" à l'occasion. Ces dernières sont appelées *Kibalizo* et *Mongols*. Une nouvelle dynamique s'imprime sur les violences et stimule l'idée des milices armées plus ou moins permanentes dans le chef des communautés adverses organisées autour des chefs coutumiers et des associations ethniques, des notabilités et des religieux (protestants et catholiques) locaux. Ce sont les *Batiri*, *Katuku*, *Ngilima* qui vont être englobés quelques années plus tard dans l'appellation générique *Mayi-Mayi*.

<sup>1</sup> On peut citer à titre illustratif les chefs de localité Mushakuli de Butsike, Mishona de Kaloba, Mahire de Matanda Kindusi (mutilé et testicules arrachés), Banduwabo de Mutobo et Mutoka Isaac de Machasake.

### III.2. LA NEBULEUSE *MAYI-MAYI* : SIGNIFICATIONS, HISTORIQUE ET RITUELS

D'où viennent concrètement les *Mayi-Mayi* ? Qui sont-ils ? Que signifie cette expression générique par laquelle on les désigne ? Ont-ils apparu dans les années 1990 ou réémergent-ils du passé lointain ?

Jusqu'à ce jour, la plupart de ces questions divisent les chercheurs, car le terrain est resté longtemps ensanglanté et une confusion a été systématiquement créée par des opportunistes politico-maffieux qui, tout en étant loin du phénomène, en réclament la paternité dans l'espoir de prendre part au partage de la rente politique qu'il dégage. De même, des "boutades-slogans" comme "les *Mayi-Mayi*, ce sont tous les *Kivutiens* !", "les *Mayi-Mayi* c'est nous !", "les *Mayi-Mayi* ? Pour en voir, regardez dans la rue"... priment sur des témoignages susceptibles de faire avancer la connaissance. C'est pourquoi nous ne prétendons pas donner ici une identification définitive de ces milices mais plutôt fournir des éléments d'identification susceptibles d'éclairer un tant soit peu et rendre fécondes les prochaines recherches.

L'expression "*Mayi-Mayi*" se traduit littéralement par "*eau-eau*". Elle fait allusion à des pratiques et croyances magiques consistant à asperger d'eau magique (bénite) les combattants afin de les rendre invulnérables aux balles et projectiles ennemis. Cette pratique s'inspire du fameux "baptême" des rebelles *Simba* lumumbistes du Conseil National de Libération (CNL) des années 60 à l'Est de la R.D.Congo. Selon le rituel de ce baptême d'invulnérabilité, les miliciens baptisés étaient tenus de lancer les cris de guerre "*mayi ! mayi !*" aux moindres tirs ennemis afin de les anéantir. En effet, dans l'imaginaire populaire local, l'eau est le symbole ultime d'anéantissement des fétiches et des sorts maléfiques. Pour les miliciens *Mayi-Mayi* tout comme chez les *Simba*, cette eau est magique. Elle reste entourée d'interdits purificateurs à telle enseigne que seuls les *Kadogo* (les plus petits, les enfants-soldats) et les personnes plus âgées, supposées être

prédisposées à la continence afin de communier avec les mânes des ancêtres, paraissent les plus habilités à la préparer et à l'administrer sur les combattants. On les appelle *docteurs* car ils exercent l'art de la prévention contre la mort et les blessures du front. Croyances et pratiques vérifiables sur le champ de bataille ? L'essentiel ici est que ces modes de pensée mobilisent des masses et structurent des comportements qui font l'histoire aujourd'hui.

Le phénomène *Mayi-Mayi* est apparu au début des années 1996 au Nord-Kivu dans la foulée de la guerre de Masisi. Ce qualificatif venait unifier la multitude des milices armées apparentées aux ethnies Hunde, Nyanga, Tembo, Nande... et qui étaient engagées à défendre leurs intérêts contre une présence localement perçue et vécue comme un *envahissement étranger*. Cet *étranger* était alternativement le soldat du gouvernement de Kinshasa entre mars 1993 et octobre 1996, le "réfugié rebelle" et le soldat régulier du Rwanda, du Burundi ou de l'Ouganda, l'entreprise exploitant les richesses naturelles de la contrée, la ferme agricole d'un exploitant semi-industriel, le membre d'une communauté réputée étrangère et hégémonique comme les Tutsi et/ou les Hutu principalement ainsi que leurs collaborateurs dès 1996 à ce jour.

Selon des témoignages qui se recoupent, l'idée de la création des milices d'autodéfense populaire serait partie du groupement de Waloa-Uroba, collectivité des Wanyanga en Territoire de Walikale. Les chefs de groupement Kiroba et Mishabirongo (appuyé par son dynamique jeune frère Olenga de la localité de Busurungi) sont généralement cités comme principaux initiateurs du mouvement. Ils auraient fait venir des *Batiri*, au second semestre 1994, pour initier les jeunes miliciens appelés *Katuku*. Cette initiative bénéficiera rapidement de l'appui matériel et moral des élites Hunde-Nyanga-Tembo tant à Walikale, Masisi et Goma qu'à Kinshasa.

Ces "milices transethniques des autochtones" sont diversement qualifiées dès le départ. Dans les milieux des associations ethniques, elles sont appelées *combattants*, *vijana* (les jeunes). Au cours de leur structuration

progressive, les appellations de *Batiri* et *Katuku* dominant dans le territoire de Walikale. A Masisi, Rutshuru et Lubero c'est pourtant le nom de *Ngilima* qui l'emporte.

En effet, le nom *Batiri* renvoie ici à une idée mythifiée des redoutables chasseurs-guerriers localisables dans les forêts situées entre Lubutu dans la Province Orientale, Walikale dans la Province du Nord-Kivu et Punia dans la Province du Maniema. Cette région a servi de tanière aux anciens résistants de la secte *Kitawala*<sup>1</sup> de la période coloniale et aux anciens rebelles *Simba* (1964-1968) qui s'y livraient aux activités de chasse et d'exploitation d'or. Les pratiques magico-fétichistes de ces combattants ont toujours influencé l'imaginaire populaire des communautés locales en des périodes critiques. Nos enquêtes actuelles peuvent nous permettre d'affirmer que ce sont en réalité ces anciens rebelles *Simba* mêlés aux chasseurs de Walikale qui auraient constitué le noyau de ces étranges *Batiri*. Il paraît plus mythique que réel le récit habituel du mystérieux *grand docteur-féticheur* Kisangani alias *Mutuka Munene* (littéralement, 'gros véhicule') venu de ces forêts pour transmettre la puissance magique par incision à quelques commandants Nyanga, Tembo et Hunde (les *Katuku*) à Waloa-Uroba (Walikale) avant d'être abattu à son retour par les soldats de la DSP de Mobutu cantonnés à Pinga.

Par contre, *Katuku* est une expression en Kinyanga<sup>2</sup>, faisant allusion à une pratique locale de la pêche qui consiste à lancer l'hameçon et à ramener les entrailles du poisson ou tout produit de la pêche. C'est tout simplement un surnom, véhiculant une violence symbolique, par lequel ces miliciens s'identifiaient dès le départ en se représentant leurs victimes dans les rapports de cette technique de pêche. Enfin, *Ngilima* serait forgé à partir de *Ngelema*, une ethnie originaire du Territoire de Banalia dans le District de la Tshopo, Province Orientale. Réputés excellents chasseurs, la référence à leur appellation proviendrait beaucoup plus de l'idée de la mystification

<sup>1</sup> J.E. Gérard, *op. cit.* et G. Mwene Batende, *op. cit.*

<sup>2</sup> Langue des Nyanga.



visant à entamer le moral de l'adversaire et surtout procéderait des pratiques courantes dans ce champ de violences transethniques et transnationales qui consistent à se nommer par des sobriquets et des prénoms plutôt que par des noms propres. C'est en fait une prédisposition à commettre des violences aveugles auxquelles on ne serait pas disposé à répondre à l'avenir.

Comme on peut bien s'en rendre compte, l'initiative de la création des milices d'autodéfense n'a pas été centralisée par un quelconque leader qui en aurait élaboré l'idéologie, la doctrine politique et le rituel d'invulnérabilité comme cela a été le cas en 1964. De même, bien que les revendications des populations locales se recoupent avec les discours mobilisateurs des années des rébellions de 1964 au Nord-Kivu, et que même certains commandants *Mayi-Mayi* aie un passé *Simba* ou Lumumbiste, on ne saurait pas affirmer ici que les *Simba* se reproduiraient ou alors réémergeraient.

Trois arguments peuvent être avancés à cet effet.

*i)* D'abord, le terrain où se développent les *Mayi-Mayi* est celui où les *Simba* ont échoué. La plupart de miliciens s'étaient exilés soit dans les régions minières et les forêts soit en Ouganda comme nous l'avons épinglé dans le chapitre précédent. C'est dire donc que nous sommes en face d'une région où, non seulement les anciens *Simba* ou lumumbistes ont en principe vieilli, mais surtout ils sont pratiquement inexistants particulièrement à Masisi-Walikale. Ce sont des jeunes gens sans un quelconque passé rebelle qui s'engagent dans les milices en utilisant le mythe d'invulnérabilité reconnu aux *Simba*, aux *Batiri*... bref, aux sorciers-féticheurs sans reproduire un quelconque mouvement passé et ses pratiques souvent stigmatisées dans les régions qu'ils avaient atteints (principalement Beni, Butembo et Walikale).

*ii)* Ensuite, comme on venait de le souligner ci-haut, les *Mayi-Mayi* n'ont ni organe de commandement central et hiérarchisé, ni pratiques fétichistes uniformisées comme cela a été le cas de Henriette Onema en 1964 pour les *Simba*, cette femme d'origine otetela qui a inspiré leur rituel. Non seulement

les groupes sont créés au gré des circonstances, mais surtout la plupart sont autonomes les uns des autres et même rivaux, avec une multiplicité de féticheurs autonomes qui déclarent puiser dans les cultures locales.

iii) Enfin, bien que les revendications initiales anti-rwandophones évoluent et cèdent la place à un discours nationaliste de résistance populaire suffisamment médiatisé, le fond de ces milices est autochtoniste alors que la rébellion *Simba*, tout comme celle de Pierre Mulele au Kwilu, a suivi un itinéraire inverse en allant du nationalisme avant de connaître dans son parcours des contradictions ethniques<sup>1</sup>. Cela a justifié les alliances/retournements intempestifs constatés dans le chef de bien des factions *Mayi-Mayi*.

Quant au rituel d'immunisation pratiqué, disons qu'il n'existe pas un procédé magico-religieux uniforme tant il est connu que tout dépend d'un féticheur – appelé *docteur* – à un autre. Si dès le départ les *Katuku* et autres *Ngilima* se faisaient tatouer et observaient les interdits analogues à ceux des *Simba* des années 60, la suite a montré une diversité de rituels. Néanmoins, dans la plupart des factions du Nord-Kivu septentrional, la recrue est soumise à un rituel en quatre temps qui s'accompagne des chansons d'invocation des ancêtres en Kinande :

1°/ Une première étape expiatoire où il se jette dans la rivière sept fois en couvrant son corps entier d'une mousse obtenue à partir des feuilles pressées (détergent traditionnel Nande dit *savon des aïeux*),

2°/ Il est soumis à une sorte de confession où il avoue tous les actes qu'il a commis et qui seraient contraires aux interdits,

3°/ Il se fait tatouer par le *docteur* qui lui applique une potion magique,

4°/ Un sacrifice animal (généralement une poule blanche ou une chèvre) est immolé à l'honneur des ancêtres pour clôturer la cérémonie. Il est

<sup>1</sup> - B. Verhaegen, *Rébellion au Congo. Maniema*, Tome II, CRISP-IRES, Bruxelles-Kinshasa, 1969, pp.327-344.

- B. Verhaegen, « Le rôle de l'ethnie et de l'individu dans la rébellion du Kwilu et dans son échec », in C. Coquery-Vidrovitch, A. Forest et H. Weiss, *Rébellion-révolution au Zaïre 1963-1965*, T.1, L'Harmattan, Paris, pp.147-167.

pratiquement le seul paiement et ne s'accompagne pas de tatouages ni d'amulettes comme pour les *Simba* en 1964.

Après cette cérémonie d'initiation, le nouveau membre intègre la milice et peut subir un entraînement politico-militaire. Avant toute bataille, les combattants sont tenus de subir un baptême d'immunisation et à l'occasion, le docteur – et non le commandant en chef – donne des instructions à observer sur le champ de bataille conformément au message qu'il aurait reçu des ancêtres. Ce baptême dont les effets ne sont que temporaires – selon la conception des combattants – est renouvelable chaque fois après moins d'une heure de combat. D'où le fait que les attaques des *Mayi-Mayi* ne durent généralement qu'une demi-heure après quoi les combattants se doivent de reculer pour se faire rebaptiser afin de garder l'invulnérabilité.

De peur d'anéantir la puissance magique acquise par cette initiation et les nombreux autres baptêmes, le combattant *Mayi-Mayi* ainsi intégré est soumis aux interdits alimentaires ci-après :

- 1°/ Ne pas manger de légumes verts et par conséquent ne manger que la viande désossée (viande rôtie) ;
- 2°/ Ne pas manger tout fruit rond comparable à une grenade ou toute autre mine antipersonnelle ;
- 3°/ Ne pas manger des aliments préparés par une femme en période de menstruation ;
- 4°/ Ne pas voler ni ravir les biens d'autrui.
- 5°/ Ne pas avoir des relations sexuelles avec toute femme après les cérémonies d'immunisation et même de baptême ;

En définitive, l'apparition et l'évolution du phénomène *Mayi-Mayi* sont étroitement liées aux revendications autochtonistes et nationalistes se traduisant par la haine vouée principalement aux Tutsi apparaissant aux yeux des combattants comme le symbole de l'ordre social de l'occupant-pillard auquel il faut impérativement opposer une farouche résistance. Dans

cette acception, la lutte contre la prédation des richesses naturelles du pays prime alors qu'il est connu qu'historiquement parlant, les *Mayi-Mayi* renferment des propriétés identitaires et politiques<sup>1</sup>. D'autres propriétés sont à chercher dans l'économie transnationale de prédation, dans les manipulations et instrumentalisation qui se sont structurées avec l'anétatisation de l'espace oriental de la RDC C'est ce qui ressort des alliances à court terme et parfois aléatoires qui jonchent leurs parcours et surtout la multiplicité de factions qui se disputent des aires fièrement appelées en swahili *eneo* (domaine).

Examinons préalablement ces différents groupes avant de passer au jeu d'alliances.

### III.3. PRINCIPALES FACTIONS ET AIRES CONTROLEES

Nous l'avons souligné ci-haut, le Nord-Kivu – berceau des *Mayi-Mayi* – est resté quasiment bipolarisé par des conflits fonciers et politiques ethnicisés. Les Territoires de Rutshuru (Bwito), Lubero et même Beni au nord de la Province ont emprunté ces pratiques chez leurs voisins Hunde-Nyanga-Tembo dans le cadre d'une tentative locale de prise en charge des contradictions sociales locales face auxquelles, l'« autre » – le "Rwandais" – a été lapidairement désigné comme responsable et vis-à-vis duquel l'Etat s'est avéré démissionnaire et parfois complice. La persistance de cette option populiste et sa politisation dans les tournants politiques qui vont impliquer directement les pays voisins longtemps soupçonnés pour leurs visions hégémoniques et belliqueuses et surtout pour l'instrumentalisation des Tutsi se réclamant Congolais, contribuent à essaimer le phénomène à travers d'autres Provinces comme le Sud-Kivu, le Maniema et le Nord-Katanga.

A ce jour, on peut dénombrer cinq principales factions au Nord-Kivu. Elles contrôlent et/ou ont contrôlé chacune des espaces périphériques qu'elles se disputent avec les *invasions-rébellions* et restent plus identifiables par leurs chefs que par une quelconque idéologie. Le contrôle de ces espaces

<sup>1</sup> G. de Villers en Coll. avec J. Omasombo et E. Kennes, *op. cit.*, p.150.

constitue "la guerre dans la guerre"<sup>1</sup> et a généré d'autres factions qu'il n'est pas facile de dénombrer avec exactitude à ce stade de notre recherche.

Toutes ces factions sont autonomes les unes des autres et ne répondent pas à une unité de commandement. La propension à chercher plus d'autonomie, l'absence des codes et règles uniformisés, le faible niveau d'instruction de la plupart des chefs, l'absence d'une idéologie rationalisée et d'un projet de société cohérent, l'indiscipline et le désordre que tous ces faits dégagent, font des *Mayi-Mayi* une véritable nébuleuse. Ils ont pris différentes formes dans la courte période 1996-2004 et se sont en réalité révélés de ce fait plus ou moins nuisibles à la société<sup>2</sup>. Bien des activistes de droits de l'homme et des observateurs-analystes se refusent de dénoncer ces miliciens fièrement surnommés *armée du peuple* car ils incarnent, à leurs yeux, l'espoir de rétablissement de l'honneur et de la dignité humaine congolaise bafoués par les humiliations de l'invasion-agression rwando-burundaise et ougandaise.

### **III.3.1. La bande à Kaganga**

Kaganga fut un ancien *Simba* des années 1964 proche de la famille de Mwami Kalemire dont le rôle dans la rébellion *Simba* a été souligné ci-haut. A partir de 1986, il s'implique dans les rébellions et bandes armées qui se succèdent au Ruwenzori. En avril 1994, il est parmi les 204 rebelles du Ruwenzori qui se rendent au régime Mobutu et qui sont cantonnés à Kirotshe dans le Territoire de Masisi en attendant leur intégration dans l'armée nationale. Abandonnés à eux-mêmes, ils se livrent à un mercenariat dans les activités guerrières qui ravagent alors cette partie du pays.

A et effet, Kaganga originaire de cette Province, a dû offrir ses services aux Tembo de la localité de Ufamandu avant de s'installer à Kalemba et à Kikuku. De là, il lance plusieurs attaques contre les militaires basés à la station touristique de la Rwindi dans l'objectif de s'emparer des armes et

<sup>1</sup> Expression empruntée à : Human Right Watch, *République Démocratique du Congo. La guerre dans la guerre. Violences sexuelles contre la femme et les filles dans l'est du Congo*, 2002, [rapport en ligne] [www.hrw.org/french/report/drc2002/congofr0602-03.htm](http://www.hrw.org/french/report/drc2002/congofr0602-03.htm)

<sup>2</sup> Lire aussi V.M. Mbatu, *Le Congo-Zaïre d'une guerre à l'autre – de libération en occupation (Chronique 1996 – Lusaka 1999)*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp.163-164.

munitons. Sa bande qui ne s'identifie pas comme *Ngilima* jouit d'un prestige, car elle ne pille pas les populations pour lesquelles elle déclare combattre. De nombreux combattants *Ngilima* ainsi que leurs chefs se rallient à lui. Il est rejoint par Pondu (de l'ethnie Kobo aux confins de Lubero et Walikale), Xavier Witereyo (Hunde de Bwito et fils du Chef de collectivité Buunda connu pour sa cruauté contre les Nande et les Tutsi), Karoli et Justin Kambale (tous Nande habitant Bwito).

Cette bande décide d'investir finalement la station de la Rwindi via Katwe, Kilima, Kibirizi, Bambu et Tongo et contrôle par conséquent les mouvements des populations entre Goma et Butembo-Beni début 1996. Elle brise les nombreuses barrières érigées par les jeunes Hutu alliés aux Interehamwe rwandais au Sud de Bwito. En s'orientant vers Butembo-Beni jusque-là distant à ce qui se passe à Walikale-Masisi-Rutshuru, Kaganga rentre non seulement dans un milieu où il peut avoir du soutien de ses frères Nande mais surtout tend vers un terrain qui lui est familier. De même en installant son Quartier Général à la Rwindi, il se donne la possibilité de nourrir ses combattants à l'aide du gibier du Parc National des Virunga et des bénéfices du braconnage qu'il y a instauré. Il réussit aussi à envahir le magasin des armes des FAZ qui s'y trouve ainsi que toutes les autres infrastructures. Il en profite pour étendre son mouvement dans les villages voisins à Kanyabayonga, Kaseghe... dans le Sud-Lubero où ses éléments terrorisent les Hutu, les Tutsi et les FAZ.

C'est dans cette foulée que fin mai 1996 le Gouvernement décide à Kinshasa de l'opération *Mbata* (gifle) qui a pour objectif le désarmement forcé des miliciens après l'échec de l'opération *Kimya Masisi* (Paix à Masisi) un mois avant. Cette opération visait le désarmement pacifique des miliciens. L'opération *Mbata* se soldera dans un bain de sang déplorable avec comme principales victimes, les populations civiles dont les cases seront systématiquement incendiées et les biens pillés. Les *Mayi-Mayi* ne seront pas inquiétés outre mesure car de leur cachette, ils lanceront une violente attaque

contre les éléments de la force navale basés au bord du Lac Edouard à Vitshumbi.

Les représailles aveugles des FAZ en milieu Nande qui s'en suivent atteignent l'objectif réel ou virtuel visé par Kaganga et beaucoup d'autres Hunde-Nyanga qui pensaient que si la richesse réputée des Nande venait à être mise à la disposition des combattants *Mayi-Mayi*, la communauté rwandophone pourrait être rapidement évacuée du terroir dont les limites sont perçues comme naturelles et imanentes. C'était aussi, pour beaucoup, l'occasion de devancer le complot tant dénoncé de la constitution d'un Etat des volcans. L'élite Nande qui hésitait depuis quelques années de s'embarquer dans cette vague estimant que cette lutte n'était pas la sienne<sup>1</sup> finira par s'engager.

Dans ces atermoiements, une majorité se dégage afin qu'un appui soit apporté aux *Ngilima* – dont l'appellation *Mayi-Mayi* n'est pas encore adoptée – à l'issue d'une réunion des élites Nande convoquée au premier semestre 1996 dans le quartier huppé de Mont Fleuri à Kinshasa faisant suite aux nombreuses consultations en province. Sans être coordonné et systématique, cet appui permet toutefois au mouvement de pénétrer dans les villages environnant Luofu, Kirumba, Luofu, Miriki, Buhimba, Busekere... où la majorité des Nande cohabite avec les minorités Hutu et Tutsi. Ces dernières sont contraintes à se mouvoir vers Bwisha à Rutshuru.

En réaction, la communauté Hutu réactive la chasse aux Nande dans les villages et localités de Rugari, Rubare, Katale... et menace d'attaquer Kiwanja où bourgeonne une bourgeoisie d'affaires Nande. Les nombreuses négociations entre les deux communautés amorcées depuis 1994 sous les auspices de l'autorité régionale Moto Mupenda essayeront de trouver une accalmie permettant aux Hutu de regagner leurs champs du Sud-Lubero, mais l'entrée de l'AFDL va changer la donne.

---

<sup>1</sup> Entretien avec Maître Bahati à Goma en novembre 1995.

Après la chute de Rutshuru le 21 octobre 1996, Kaganga entre en contact avec ses anciens compagnons de lutte dits Kasindiens – désormais membres de l'AFDL – et conduits par Kisase Ngandu qui se présente comme le Chef d'Etat-major général d'une insurrection attribuée aux Tutsi dans le cadre du complot de l'Etat Hima-Tutsi des Volcans. Sa bande de plus d'un millier de combattants rallie l'Alliance. Il reçoit en renfort deux camionnettes et quelques armes d'assaut. Dans la deuxième quinzaine du mois de novembre, il place son quartier général à Kirumba, lance des attaques contre les FAZ en débandade et occupe successivement les localités et villes de Kanyabayonga, Kaseghe, Kirumba, Kayna, Kitsombiro, Lubero, Butembo, Beni, Oïcha et Eringeti au Nord-Kivu avant de marcher sur Komanda, Mambasa, Nyanya et Bunia avec l'appui des éléments de l'APR.

Au fur et à mesure que la bande s'avance dans les offensives, ses rangs gonflent et Kaganga perd le contrôle de son mouvement. Souvent ivres, lui et ses combattants indisciplinés ne manquent pas de rappeler à leurs alliés Tutsi qu'ils sont utilisés comme mercenaires appelés à regagner leur pays, le Rwanda, de peur de provoquer des affrontements internes. Ce qui ne sera pas évité : les affrontements entre les deux factions qui auront lieu entre le 18 décembre 1996 et le 1<sup>er</sup> janvier 1997 déboucheront sur la mise à prix de la tête de Kaganga. Sa tête tranchée en janvier 1997 sera promenée à travers la localité de Vuholu au bord du Lac Edouard. Plus de trois mille de ses combattants sortiront de la formation de Nyaleke à Beni et de Rumangabo à Rutshuru. Certains s'éparpillent dans les montagnes et forêts où ils tentent de continuer la lutte, et d'autres sont massacrés par l'Alliance dans leurs tentatives de résistance face au désarmement lancé par le nouvel occupant.

### ***III.3.2. La faction du Commandant Akilimali alias Akilos***

Hunde et *Mayi-Mayi* de la première heure, Akilimali a réussi à se faire une réputation d'héritier du mystérieux Kisangani alias *Mutuka Munene*, car il serait parmi l'un des rares chefs *Mayi-Mayi* initiés par lui.



Son maquis très peu peuplé est resté longtemps situé dans le Territoire Masisi à une centaine de kilomètres de Goma, le quartier général du RCD-Goma. Menaçant de front les Banyarwanda majoritaires – plus de 70% des habitants – dans cette entité, Akilimali est resté le plus exposé aux énergiques représailles de l'APR et de l'Armée Nationale du Congo, les forces armées du RCD-Goma. Délogé des localités proches de la cité de Masisi, son aire de contrôle actuel se confine dans les forêts de la région Tembo autour du village de Kiheshe dans le groupement Tembo de Ufamandu. Sa faction n'a pas connu un rayonnement remarquable car il s'est mis en dehors des alliances ayant émergé dans les guerres successives mais surtout à cause de sa proximité avec le chef *Mayi-Mayi*, le plus rayonnant Général Padiri du Sud-Kivu, qui lui porte ombrage.

### ***III.3.3. La Brigade Raisonneur/FAP de Lafontaine Kakule Sikuli***

Le Commandant La Fontaine Kakule Sikuli est aussi membre de l'ethnie Nande. Ancien *Ngilima* enrôlé dans l'armée de l'AFDL en 1996, son aire de contrôle a oscillé entre Bunyatenge, Miriki, Mbingi et Kayna sur l'axe Goma-Butembo. En 1999, avec un groupe de jeunes avocats, il s'infiltré dans la région de Beni-Butembo contrôlée par le RCD/K-ML de Mbusa Nyamwisi et ses alliés ougandais. Cette infiltration se situe dans le cadre d'une grande "opération de résistance populaire" lancée par le gouvernement de Kinshasa sous le label "Forces d'Autodéfense Populaire" (FAP), à partir des espaces occupés. A Beni-Butembo, l'implication des milieux religieux catholiques à partir des couvents des religieux catholiques de Kinshasa et de Nairobi ainsi que des notabilités Nande de Lubumbashi, Kinshasa, Beni et Butembo en quête de positionnement politique, sera d'un grand apport pour cette mission que seul Lafontaine essayera de concrétiser militairement. Ses pairs avocats se déguisent en activistes des droits de l'homme et tentent en vain de réunifier les "résistants *Mayi-Mayi*" nande.

Soldat formé à Mateba dans le Territoire de Rutshuru par les éléments de l'APR en novembre 1996, Lafontaine est parmi les rares chefs *Mayi-Mayi* lettrés. Sans idéologie particulière élaborée d'avance en dehors du

nationalisme à forte connotation autochtoniste, son groupe compte moins de trois cents miliciens. Démasqué et arrêté à Beni en janvier 2000 en compagnie de Kakule Tsamani, Marc et Jean-Pierre alias Ondekane dans une tentative de rallier les éléments de l'ADF au Ruwenzori, il sera détenu par les éléments de l'UPDF dans un trou à Beni.

Libéré quelques jours après, le commandant La Fontaine Kakule feint d'approcher le RCD-K/ML intervenu pour qu'il ne soit pas exécuté, mais ne lâche pas son idée de monter un groupe *Mayi-Mayi* qui va relayer la résistance populaire lancée dans le cadre de l'autodéfense populaire. C'est dans ce cadre que, pour régionaliser la résistance aux Nilotiques Hima-Tutsi, il reste en alliance constante avec les Interehamwe et les ex-FAR. Au second semestre 2001, il conduit une opération conjointe *Mayi-Mayi/Interehamwe* qui débouche sur l'assassinat du Colonel Mbutsi, Chef d'Etat-major général adjoint chargé des opérations de l'Armée du Peuple Congolais du RCD/K-ML. Dans les farouches représailles du RCD/K-ML, la paroisse catholique de Mbingi, accusée par ses hommes armés d'héberger les commandants *Mayi-Mayi* qui ont commandité cette expédition, est saccagée par l'APC en décembre 2001.

Déçu à l'issue du partage du pouvoir au Dialogue Intercongolais, Lafontaine Kakule regagne son maquis de Bunyatenge est alors accusé d'avoir collaboré avec le RCD-Goma et l'APR dans leur conquête d'une partie de l'espace contrôlé par le RCD/K-ML en juin-juillet 2003. N'ayant pas trouvé de fonction dans la structure politique actuelle, il séjourne à Kinshasa dans l'attente de sa cooptation dans l'armée intégrée. Il est en ce jour Vice-président du regroupement politique *Mayi-Mayi* MCRA, d'obédience Général Padiri.

### ***III.3.4. Vita Kitambala dit Général et ses Forces Armées Congolaises***

Sans instruction, Vita Kitambala dit Général est un ancien agriculteur Nande d'une quarantaine d'années converti quelques années plus tard à la pêche au Lac Edouard à des dizaines de Kilomètres de sa cité natale

de Kayna au Nord-Kivu. Il intègre les *Mayi-Mayi* par la vague du Commandant Kaganga en novembre 1996 avant de constituer son propre groupe à la faveur du lancement de la guerre d'août 1998. Son aire de contrôle avoisinait les villages environnant Kasugho à plus de 80 Kilomètres de Butembo. Sans activités d'envergure, il est parmi les chefs *Mayi-Mayi* restés dépendants des prélats catholiques et des chefs coutumiers.

Alors que lui-même situait le nombre de ses combattants – qu'il a baptisés Forces Armées Congolaises et dont il se présentait comme le Commandant des opérations au Nord-Kivu – à plus de 350 en octobre 2001<sup>1</sup>, il convient de retenir qu'en réalité, son maquis n'a jamais compté au-delà de 250 unités. En 2002, Vita Kitambala est désigné chef militaire de toutes les factions *Mayi-Mayi* évoluant en région Nande de Beni-Butembo dans le cadre d'une coalition entre le gouvernement de Kinshasa, les *Mayi-Mayi* et le RCD/K-ML en rupture de ban avec l'Ouganda son principal allié pendant la guerre. Il a été élevé au grade de Lieutenant Colonel de l'armée unifiée et affiche une contestation farouche vis-à-vis de la grande part que l'autre chef *Mayi-Mayi* du Sud-Kivu, Padiri, a réussi à se tailler dans le partage consécutif au Dialogue Intercongolais.

### ***III.3.5. Fabien Mudohu Kukumana et sa Force de Résistance pour la Libération du Congo (FRPLC)***

La faction de Fabien Mudohu Kukumana -autoproclamé alias *Commandant suprême* – de la Force de Résistance pour la Libération du Congo (FRPLC) – se réclame du Lumumbisme de première heure. Ce "Président fondateur" est un ancien membre du MNC Lumumba des années 1960, ancien Président Urbain du Mouvement National Congolais/Lumumbiste des années 1990 et ancien Huissier de banque assaini dans la vague du disfonctionnement du système bancaire au début des années de la démocratisation. La soixantaine révolue, il a commandé, au lendemain

---

<sup>1</sup> Lettre de Monsieur Vita Kitambala adressée au Gouverneur du Nord-Kivu (bis) à Beni le 4 octobre 2001 (Infra).

de la prise du pouvoir par l'AFDL, le maquis le plus peuplé du Nord-Kivu, car le nombre de ses combattants pouvait être estimé à plus de deux mille.

Son aire de contrôle était située au nord-est de la ville de Butembo et dans le Graben. Estimé dangereux, Mudohu n'a jamais été en odeur de sainteté avec le milieu catholique qui l'a souvent accusé d'être instrumentalisé par le RCD/K-ML de Mbusa Nyamwisi, pour avoir été engagé en 2000 – dans le cadre d'une aillance – comme agent à la Direction Générale d'Intelligence avant que cette alliance RCD/K-ML ne vole en éclats car interprétée par l'UPDF comme dangereuse. Tous les combattants *Mayi-Mayi* cantonnés à Lubero pour une formation militaire afin d'intégrer l'APC du RCD/K-ML de Mbusa Nyamwisi sont féroceement dispersés en octobre 2000. Ce qui va radicaliser tous les *Mayi-Mayi* contre les Ougandais.

De part son intransigeance, sa forte croyance à la magie (aux ancêtres) et la cruauté de ses nombreux combattants indisciplinés, Mudohu passe pour le *Mayi-Mayi* jouissant de peu de sympathie populaire dans la région de Beni-Butembo. Cette mauvaise réputation fait qu'il est resté fort combattu. En 2001 par exemple, alors que le RCD/K-ML et le clergé catholique se battaient pour la participation des *Mayi-Mayi* au Dialogue Intercongolais de Sun City afin de tenter de sécuriser le milieu en évacuant les chefs *Mayi-Mayi*, Fabien Mudohu se déclare non concerné car, selon lui, les ancêtres le lui auraient interdit (sic !).

A travers ce passage d'une lettre de Kavota Kiyora Jean de Dieu écrite pour d'autres fins, on peut lire ce manque de sympathie populaire :

*« ... Vraiment la Mairie a fort regretté comment un Vice-Président de la RNL peut semer de tels désordres. Pire encore, est que nous sommes accusés de pilliers de la Ferme de Nzoli dont le bilan ci-après : vaches = 380, chèvres = 100, moutons = 400. Si possible, veuillez démentir ce cas de vol à la Radio car le peuple dit que si cela est vrai, nous ne sommes pas aussi différents de MUDOHU KUKUMANA. Tant de critiques à la radio ! »*

Un semblant de structure magico-administrative chapeautait son mouvement. Elle était constituée du féticheur dit *docteur* Musarangati, en

avait la charge d'initier et immuniser les jeunes recrues, de consulter les mânes des ancêtres autour des grandes questions comme les batailles à livrer, les négociations, les dangers qui guettent le groupe, l'infiltration du groupe par des traîtres (*kipingamizi* en Swahili), le sort des prisonniers, etc. Selon des témoignages qui se recoupent, Musarangati a été enterré vivant par les éléments ougandais de l'UPDF en 2002 sur la route de Muhima Kiri-Kanyabayonga ; mais des jeunes enfants qu'il a initiés ont continué son oeuvre.

Après ce *docteur* venait une structure militaire qui est restée longtemps pilotée par Kasereka Surambaya. Insatisfait en 2003 à la suite du partage qui n'a gratifié que le *Commandant suprême* du mouvement, Kasereka Surambaya constitue son propre groupe dans la région de Mangoredjipa. On peut aussi citer d'autres commandants fort connus comme Kaballon Mumbere dit *Petit Kaganga*, Wamwanye et Kata-lay qui disposait chacun d'une circonscription sous leur contrôle et supervisée à leur tour par le Commandant suprême. Mais ils vont être tous tués dans les méandres de la défection et des batailles entre 2001 et 2003.

La structure de cette faction laissait une grande marge de manœuvre au Président du mouvement qui, tout en étant en principe deuxième institution chargée de la gestion quotidienne de l'espace conquis et de tous les maquis, des hommes, femmes et biens s'y retrouvant, concentrait entre les mains de Mudohu alias *Suprême* tout le pouvoir temporel, avait ainsi droit de vie et de mort tant sur ses propres partisans que sur tous les habitants. Aujourd'hui sénateur sous la période de transition, et comme le précédent, ses combattants restent cantonnés à Beni pour une formation afin d'intégrer l'armée nationale unifiée.

A l'approche des négociations de Sun city, ce groupe, réputé peu perméable aux intellectuels, a été approché par l'Ingénieur Jean-Baptiste qui, visiblement, sentait venir les dividendes de la lutte. Son influence sur les activités du mouvement, sur son organisation et la structuration de son

idéologie, et même dans les négociations politiques, n'a pas été notable. Mais la réputation du mouvement a permis qu'il arrache le siège de député.

### ***III.3.6. Loloko Kopokopo et la Résistance Nationale Lumumbiste (RNL)***

Ancien ambulancier de Vitshumbi au bord du lac Édouard, âgé d'une trentaine d'années, Loloko intègre les *Mayi-Mayi* dans la foulée de l'AFDL avec Kaganga. Il a réussi, bien avant de s'engager dans ces milices, à se tailler une réputation d'un redoutable *karateka*.

Son maquis de Vurondo a réussi à s'étendre jusque dans la région de Mangoredjipa, un ancien domaine de la MGL (Mine des Grands Lacs) riche en coltan, or, cassitérite, Wolphromite, bois, etc. En plus de ces minerais, cette région avait des aérodrômes abandonnés qui ont été réhabilités dans le cadre des corvées populaires imposées aux populations locales par les miliciens. Ce qui a permis au mouvement de s'inscrire dans les filières d'exploitation et de trafic de l'or, du coltan et d'autres minerais et par conséquent d'être celui qui était bien armé et nanti. On pouvait être frappé d'admiration pour le patrimoine du maquis de Vurondo : charroi automobile (camion, camionnettes, jeeps, motos), groupes électrogènes, vidéothèque, matériel de communication (téléphones satellitaires, talkie Motorola...), etc.

La RNL s'est aussi fait remarquer par les tactiques de guerre et de pression procédant de l'internationalisation de l'insécurité. C'est le cas des prises d'otages dont la libération a été conditionnée par la rançon en argent, véhicules, appareils de communication, armes : la haute hiérarchie de la sécurité du Front de Libération du Congo de Jean-Pierre Bemba, 24 thaïlandais, un Suédois et un Kenyan de la Compagnie Dara Forest spécialisée dans l'exploitation du bois en 2001, etc. Le génie de cette organisation, assez rare chez la plupart des *Mayi-Mayi* a été attribué à la crème intellectuelle qui entourait le Président et *gourou* de ce mouvement ainsi que son vice-Président Betoile qui, tous deux, se présentaient comme les plus grands *docteurs* du mouvement.

Outre ces deux personnalités qui incarnaient le pouvoir spirituel et temporel, la structure de ce mouvement se présentait comme suit entre 2000 et 2002:

- un Chef de Département de l'Intérieur et affaires coutumières,
- un porte-parole du mouvement, Ndungo (gradué de l'Institut de Développement rural de Beni et ancien animateur principal de la Mutuelle de Santé de Ruwenzori<sup>1</sup>),
- un chargé des mines, Mbusa alias *De mines* (licencié en économie de l'Université du Graben de Butembo),
- un chargé de mobilisation, paix et justice : Roger Tambwe Ngandu (un ancien fonctionnaire de l'Etat retiré dans les forêts lors de l'entrée du RCD),
- un Secrétaire général, Ndime (licencié en chimie et ancien Assistant à l'Institut de Chimie appliquée de Butembo)
- le Chargé du Kyaghanda, Sivitsomivwa
- des Chefs d'antenne de sécurité et renseignements-intérieurs à travers les villes, et
- un Gouverneur de l'espace conquis Farao Kakule Nzanzu, un chef de groupement contesté.

Acculé par le RCD/K-ML à la suite de son incapacité de gérer ses alliances et surtout face à l'envergure qu'avait pris son maquis plusieurs fois attaqué par la faction de Fabien Mudohu Kukumana et décapitée de sa crème intellectuelle<sup>2</sup>, il se donne la mort dans les forêts de Mambasa à Malekesa début 2003.

A ce jour, sa deuxième épouse, Maman Loloko Kavira, continue la lutte de son mari dans les environs des localités de Mabuku et Liboyo à la

<sup>1</sup> Cette mutuelle est née autour du clergé catholique de Mutwanga dans la collectivité du Ruwenzori. Nombreux associent l'engagement de Monsieur Ndungo dans ce mouvement *Mayi-Mayi* comme consécutif à un recrutement bien pensé du clergé catholique dans le cadre de la résistance populaire qui s'organisait autour du clergé catholique du Diocèse de Butembo-Beni et même de l'archevêché de Bukavu qui s'assumaient comme autochtone.

<sup>2</sup> Quelques éléments sur les meurtres successifs de cette élite intellectuelle peuvent être lus dans le chapitre suivant.

frontière entre les Territoires de Beni et Lubero. Ses cibles restent les éléments du RCD/K-ML et tout ce qui symbolise l'Etat. Elle s'oppose à toute intégration dans l'armée unifiée, contrairement à beaucoup d'anciens *Mayi-Mayi*. Il y a lieu de penser qu'elle est plus animée par une idée de vengeance. A l'issue du partage du pouvoir consécutif à la guerre, aucune dividende politique n'a été tirée de ce mouvement qui a joui d'un réel prestige en milieu Nande et que les élites locales se sont disputées. Nous y reviendrons dans les pages qui suivent.

Soulignons enfin qu'il existe une multitude d'autres petits chefs de factions *Mayi-Mayi* au Nord-Kivu qui ont contrôlé et/ou continuent à contrôler des petits villages ou des simples collines. On peut citer Evariste Kabido (un ancien braconnier de Vuhovi), Kamwanya, Katswamba et Surambaya (des anciens braconniers convertis en *Mayi-Mayi*), Toli, Kasereka, Werra son, Dr. Kabunga, Saperita, Maombi, Célestin Kambale Malonga, Sura Mbaya, etc. Jusqu'en 2000, Mbindule en dénombrait 5 à Masisi-Walikale et 24 à Beni-Butembo<sup>1</sup>. Il convient de noter que la plupart des factions de Masisi ont été étouffées par le RCD-Goma qui n'a pas procédé par négociation-répression comme sa rivale RCD/K-ML. Les violentes et régulières répressions du RCD-Goma et de l'APR ont soit découragé les combattants, soit contraints ces derniers à s'allier aux groupes plus prestigieux contrôlés par le Général Padiri dans les forêts du Bunyakiri voisin.

Après ce répertoire, bien sûr incomplet, que peut-on retenir de la gestion des alliances entre ces factions – s'il y en a eu – et entre elles et les autres acteurs des violences ?

---

<sup>1</sup> C.M. Mbindule, *Analyse de la rébellion May-May et son impact socio-politique et économique en Territoire de Lubero au Nord-Kivu : 1996-2000*, Travail de Fin de Cycle inédit, FSSAP/Université Catholique du Graben, 1999-2000, p.28.



frontière entre les Territoires de Beni et Lubero. Ses cibles restent les éléments du RCD/K-ML et tout ce qui symbolise l'Etat. Elle s'oppose à toute intégration dans l'armée unifiée, contrairement à beaucoup d'anciens *Mayi-Mayi*. Il y a lieu de penser qu'elle est plus animée par une idée de vengeance. A l'issue du partage du pouvoir consécutif à la guerre, aucune dividende politique n'a été tirée de ce mouvement qui a joui d'un réel prestige en milieu Nande et que les élites locales se sont disputées. Nous y reviendrons dans les pages qui suivent.

Soulignons enfin qu'il existe une multitude d'autres petits chefs de factions *Mayi-Mayi* au Nord-Kivu qui ont contrôlé et/ou continuent à contrôler des petits villages ou des simples collines. On peut citer Evariste Kabido (un ancien braconnier de Vuhovi), Kamwanya, Katswamba et Surambaya (des anciens braconniers convertis en *Mayi-Mayi*), Toli, Kasereka, Werra son, Dr. Kabunga, Saperita, Maombi, Célestin Kambale Malonga, Sura Mbaya, etc. Jusqu'en 2000, Mbindule en dénombrait 5 à Masisi-Walikale et 24 à Beni-Butembo<sup>1</sup>. Il convient de noter que la plupart des factions de Masisi ont été étouffées par le RCD-Goma qui n'a pas procédé par négociation-répression comme sa rivale RCD/K-ML. Les violentes et régulières répressions du RCD-Goma et de l'APR ont soit découragé les combattants, soit contraints ces derniers à s'allier aux groupes plus prestigieux contrôlés par le Général Padiri dans les forêts du Bunyakiri voisin.

Après ce répertoire, bien sûr incomplet, que peut-on retenir de la gestion des alliances entre ces factions – s'il y en a eu – et entre elles et les autres acteurs des violences ?

---

<sup>1</sup> C.M. Mbindule, *Analyse de la rébellion May-May et son impact socio-politique et économique en Territoire de Lubero au Nord-Kivu : 1996-2000*, Travail de Fin de Cycle inédit, FSSAP/Université Catholique du Graben, 1999-2000, p.28.

### III.4. PRECARISATION DES ALLIANCES : REALITES ET PORTEE

#### III.4.1. La sécurité des pauvres : Itinéraire sinueux et alliances mouvantes

Les réalités et la portée des alliances que les *Mayi-Mayi* ont entretenues dans leurs luttes exigent qu'on regarde en rétrospective l'origine et l'itinéraire suivis par les différentes factions dans des conjonctures précises. Dès le second semestre 1994, les *Mayi-Mayi*, alors *Katuku* et *Ngilima*, sont organisés en groupes ethniquement homogènes. Structurés autour de clans, d'ethnies, ils affirment leur autochtonie et restent enracinés sur des collines qu'ils entendent protéger contre l'« envahissement » de nombreux immigrés Hutu de Masisi et Walikale organisés autour de la Mutuelle des Agriculteurs des Virunga, (MAGRIVI) politiquement dynamique. La psychose créée chez ces populations, se considérant comme traditionnellement propriétaires spoliés et insécurisés par l'Etat qui n'a pas su gérer la forte présence des nouveaux réfugiés Hutu sur le territoire congolais, constitue le *leitmotiv* des combattants fortement soutenus par les couches des populations qui se reconnaissent en eux. L'implication immédiate de certains de ces réfugiés dans les conflits locaux ainsi que les trafics des armes bon marché qui s'en suivent, font naître une coalition des communautés ethniques du Nord-Kivu et même du Sud-Kivu qui se constituent en milices plus ou moins transethniques opposées à la fois aux Hutu-Tutsi et aux ex-FAZ accusés de complicité.

Alors qu'au 21 octobre 1996 l'AFDL vient de disperser les camps des réfugiés Hutu de Katale et Kahindo<sup>1</sup>, et que le camp militaire de Rumangabo et la cité de Kibumba viennent de tomber sous le contrôle de ceux qu'on présente alors comme envahisseurs Hima-Tutsi venus du Rwanda, des bandes des *Mayi-Mayi*<sup>2</sup> sont appelées à la rescousse par le Général Ngwala Panzu en collaboration avec les mutualités Bushenge, Bunakina et Acuba. Armés vaille que vaille, ils arrivent à Goma dans la nuit du 30 octobre

<sup>1</sup> Ce sont ces deux camps qui hébergeaient plus de 20.000 miliciens Interehamwe ayant été actifs dans le génocide rwandais d'avril-juillet 1994.

<sup>2</sup> A part la bande de Kaganga dont nous avons fait mention ci-haut, il y a eu aussi une autre bande recrutée à Masisi et qui s'est structurée autour de Monsieur Demba – un Hunde et ancien chef de poste d'encadrement administratif – et qui a eu à s'allier aux bandes des jeunes revendeurs de carburant de Goma dits *Kadhafi* conduits par Tipe.

1996 alors que le Gouvernement vient de perdre le contrôle de Bukavu. Ils sont placés aux points névralgiques de la ville : grande et petite barrière, aéroport, et la localité de Munigi au nord de la ville qu'ils ne vont pas défendre jusqu'au bout.

Se sachant encerclés par les insurgés, les éléments de l'armée régulière, se livrent aux pillages et assistent impuissants à l'entrée des éléments de l'APR par le lac Kivu au sud de la ville. Les *Mayi-Mayi* se replient vers l'ouest après une vaine et coûteuse résistance. Leur poste de contrôle est installé à sept kilomètres de la ville (entrée Hôtel Karibu) non loin du camp des réfugiés de Mugunga où des barrières analogues sont érigées<sup>1</sup>. Dès cet instant, une alliance conjoncturelle se tisse entre ces *Mayi-Mayi* et les ex-FAR et *Interehamwe* rwandais qui vont s'adjoindre à l'opération de désarmement des militaires gouvernementaux fuyards, au massacre des personnes à morphologie Tutsi ou tout simplement les Tutsi et aux règlements de compte.

L'alliance ne dure que deux semaines. En s'identifiant comme "libérateur du peuple congolais", l'énigmatique "occupant de Goma", dans un meeting public tenu par Kisase Ngandu le 7 novembre 1996, va rapidement s'allier aux bandes *Mayi-Mayi* dont le quartier général sera déplacé de Himbi à Sake<sup>2</sup> où ils seront renforcés par des jeunes recrutés localement, à Walikale et à Masisi. Les jeunes officiers de l'APR ayant habité Goma et Masisi, prennent langue avec la bande conduite par Demba, Kata, Samy et Mundos. Il s'agit principalement de Ramazani et Migabo qui remettront une quantité d'armes d'assaut et de munitions ainsi que quelques appareils de communication talkie walkie dits *Motorola* le 11 novembre 1996. La mission leur confiée est de se détourner de leur alliance avec les réfugiés Hutu rwandais et d'aider l'APR à pousser ces derniers au retour vers le

<sup>1</sup> Ce camp était devenu le plus vaste et hébergeait plus de 100.000 réfugiés Hutu qui s'étaient associés à la résistance contre l'avancée des éléments hétéroclites de l'AFDL

<sup>2</sup> Sake est situé à 25 kilomètres de Goma en Territoire de Masisi.

Rwanda. Selon le discours de ces officiers, cela constituait l'unique objectif de leur intrusion au Congo<sup>1</sup>.

Le 14 novembre 1996, l'AFDL bombarde le camp de Mugunga alors que les *Mayi-Mayi* attaquent les réfugiés qui tentent de prendre la route de Kisangani via Sake. Nombreux sont contraints de regagner le Rwanda alors que d'autres contournent les barrières *Mayi-Mayi* et s'engagent sur la route de Kisangani via Walikale, Kindu, Amisi et Tingi-Tingi. L'alliance entre l'AFDL et les *Mayi-Mayi* sera relativement stable car beaucoup de jeunes miliciens sont conduits volontairement dans les camps de formation militaire de Mateba et Rumangabo à Rutshuru. Ils constituent le noyau de la faction des forces armées de l'AFDL connus sous le sobriquet de *Kadogo* (enfants-soldats).

Comme pour la bande à Kaganga décrite dans la section précédente, une bonne partie se ralliera à l'AFDL et une autre plus exigeante refusera toute union ou une quelconque union de longue durée avec l'AFDL et ses éléments Tutsi. Tel est le cas du commandant-féticheur Akilimali alias Akilos de Ufamandu dont nous avons parlé ci-dessus.

L'issue de la guerre ne s'avère pas payante pour les *Kadogo*, anciens *Mayi Mayi* pour la plupart anciens et n'ayant pas beaucoup perdu de leurs croyances et pratiques. La solidarité des causes et des fétiches se perpétuera entre anciens miliciens bien suivis par les élites de leurs communautés ethniques dans cette nouvelle alliance considérée comme contre-nature. Trois mois après la prise de pouvoir par l'Alliance à Kinshasa, bien des *Mayi-Mayi* regagnent les forêts pour combattre les Tutsi et l'Alliance pour ses promesses non tenues : retour des militaires Tutsi au Rwanda, radiation des cadres Tutsi des hauts postes politico-administratifs et militaires ainsi qu'une prime de 5.000 dollars américains à chaque combattant ayant gagné la guerre<sup>2</sup>. Une fronde, qui conduit Masasu Nindaga<sup>1</sup> en prison à

<sup>1</sup> Recueilli lors de nos entretiens avec quelques anciens chefs *Mayi-Mayi* ayant requis l'anonymat.

<sup>2</sup> Entretiens à Goma, Masisi, Rutshuru, Butembo, Beni et Kinshasa avec les anciens chefs *Mayi-Mayi*, les cadres politico-militaires de l'AFDL et les cadres de recrutement de combattants ayant requis l'anonymat.

Buluwo, sera engagée dans le milieu kivutien à Kinshasa, Goma, Bukavu et Kisangani. Masasu Nindaga dit *grand Kadogo* passait désormais dans l'imaginaire de la plupart de ces soldats pour leur seul espoir et défenseur. En compagnie de Olengankoy et Arthur Z'ahidi Ngoma, sa tentative d'évasion avec la complicité des gardiens de prison kivutiens (Nande, Rega, Shi et Hunde) est révélatrice d'une déception politique.

Hier allié, Kabila passe de plus en plus pour un mauvais ami de ces *Mayi-Mayi* qui, dans la manifestation de leur mécontentement, ne s'empêchait pas de déployer des violentes représailles exécutées par les militaires katangais commandés par les Tutsi et qui n'épargnent pas les populations civiles. Par exemple, ces massacres de Butembo du 20 au 22 février et du 14 avril 1998 et de Beni du 5 avril 1998<sup>2</sup>.

Il est clair que les stratèges de la guerre du 2 août 1998 lancée à partir de l'Est du pays pensaient que ces violations de droits de l'homme suffisaient pour que les *Mayi-Mayi* et les populations locales du Kivu se rallient à une autre rébellion lancée contre L.-D. Kabila présenté comme un nouveau dictateur et violeur de droits de l'homme. Il n'en sera pas ainsi. Déjà, le 14 septembre 1998, une coalition *Mayi-Mayi*, Ex-FAR et *Interehamwe* s'emparent des lieux stratégiques de la ville de Goma avant d'en être chassés par un corps expéditionnaire en provenance de Gisenyi au Rwanda. Désormais, ce sont les sentiments de type ethno-nationalistes et plus ou moins kabilistes qui vont provoquer le factionnalisme au milieu des *Mayi-Mayi* à travers la Province, pour ce qui est présenté désormais comme une résistance populaire légitime à l'occupation étrangère. Les représailles les plus foudroyantes sont donc adoptées par le RCD-Goma et son allié de Kigali au sud-ouest et au centre de la Province (Walikale, Masisi et Rutshuru).

<sup>1</sup> Un des quatre cofondateurs figurant sur les documents constitutifs de l'AFDL. Il était de Père Shi du Sud-Kivu et d'une mère Tutsi. Accusé et arrêté à deux reprises par le Président L.-D. Kabila, il sera fusillé en 1998 au Katanga.

<sup>2</sup> Lire Kyaghandu, *Mémoire du peuple Nande sur les multiples massacres et violations des droits de l'homme par Kabila et ses alliés à Beni, Butembo et au Kivu en général, en RDC*, Bruxelles, 21 mai 1998, 14p.

Par ailleurs, à la suite de la scission qui intervient au sein du RCD en 1999, la tendance ougandaise à la tête de laquelle se trouvent Wamba dia Wamba, Mbusa Nyamwisi et Tibasima qui réussissent de s'allier quelques personnalités locales comme Jonas Kabuyaya, Matsande, Philémon Lutundu, Archippe, Kalikope Mukulu... ayant collaboré aux attaques *Mayi-Mayi* de février et avril 1998 à Butembo, s'allie aussi d'une façon plus ou moins automatique les *Mayi-Mayi*. Ici, le fait de se détacher de la tendance de Kigali et la présence au sein de cette aile des élites locales (Mbusa Nyamwisi, Bahekwa Esdras, Malihase...) suffisaient pour convaincre l'opinion que la domination Tutsi était écartée et qu'il fallait une formation militaire pour se débarrasser des "Rwandais".

Les conflits de leadership se dégageront de ce mouvement sur lequel l'Ouganda ne maintiendra pas sa mainmise – RCD/M-L – entre Mbusa et Tibasima d'une part et Wamba dia Wamba d'autre part, conduiront les éléments ougandais de l'UPDF de disperser les miliciens cantonnés à Lubero pour une formation. Aux yeux des Ougandais, ces miliciens *Mayi-Mayi*, en plus d'autres jeunes militaires en majorité Nande formés à Nyaleke à Beni – avec leurs discours trop autochtonistes et nationalistes –, allaient faire que Mbusa soient assez indépendant et par conséquent incontrôlable. Cela va davantage accentuer quand le mouvement perd le contrôle de Kisangani. Alors Wamba dia Wamba ne tarde pas de l'accuser d'être animé d'un esprit localiste.

Dès lors, pendant que les éléments ougandais sont encore tolérés par la population locale et les *Mayi-Mayi* du Nord-Kivu septentrional, ils constitueront désormais leur principale cible. Les raids *Mayi-Mayi* du 14 novembre 1999 à Beni et du 16 novembre 1999 à Butembo se solderont par l'assassinat du Major ougandais Ikondere ainsi que de deux de ses compatriotes et gardes du corps. Cette phobie est aggravée par l'installation sous escorte et forte protection du Général ougandais Kazini et du Colonel Lyangombe – se disant eux-mêmes *Hema Basongora* réfugiés en Ouganda – en juillet 1999, d'une centaine de famille Hima se réclamant Basongora dans

la vallée de la Semliki en Territoire de Beni, leur terroir. C'est à partir de ce moment que le clergé catholique local, jusque-là favorable, se rallie aux *Mayi-Mayi* dans le cadre d'une vaste campagne de résistance et d'autodéfense populaire lancée par le régime Kabila. Des moments de brève collaboration entre le RCD/K-ML et les *Mayi-Mayi* sont ainsi cycliquement enregistrés et ne manquent pas d'être ponctués d'affrontements.

En somme, quelles ont été les valeurs et les logiques qui ont présidé à ces alliances souvent précaires entre *Mayi-Mayi*, personnalités et organisations de la société civile locale, officiers et troupes d'expédition étrangères, acteurs des rébellions-invasions d'octobre 1996 et d'août 1998 ?

#### ***III.4.2. La haine ethnique comme fil conducteur ?***

Comme nous venions de le souligner ci-haut, les milices *Mayi-Mayi* ont émergé de la persistante conflictualité au Nord-Kivu qui a longtemps connu un déficit d'arbitrage gouvernemental. C'est en interaction avec les crises régionales voisines, l'implication directe des armées régulières et gouvernements des pays voisins d'Afrique interlacustre qui ont donné la substance à des révoltes et affrontements populaires autochtonistes.

Dès le départ, nombreux sont ceux qui ont cru observer dans les alliances qui se tissaient sur ce terrain, une logique simple du genre : "*l'ennemi de mon ennemi est mon ami ...*". En effet, il est indiscutable que les *Mayi-Mayi* ont émergé et se sont structurés consécutivement à la haine interethnique *kivutienne* vouée aux Hutu et aujourd'hui, principalement aux Tutsi et aux Rwandais en général. Logiquement, toutes les forces qui leur seraient opposées devraient *naturellement* être alliées aux "*haineux Mayi-Mayi*". Pourtant, tel ne semble pas avoir été littéralement la logique qui a présidé à l'organisation des coalitions belligères constituées tout au long de la décennie passée.

S'il est vrai que l'animosité contre les rwandophones est inculquée – sous l'idéologie de la prudence – aux jeunes kivutiens de

génération en génération<sup>1</sup>, il reste vrai que les *Mayi-Mayi* se sont parfois laissés conduire par ces sentiments dans les jeux des alliances. Bien au-delà, des idéologies pseudo-racistes transnationales prônant l'unicité de ceux qui sont embarqués dans la barque du péril qui guette la "race bantou"<sup>2</sup> face aux "hégémonistes" Hima-Tutsi, Hema, Nyankole... de "race nilotique", les ont poussés à dépasser les contradictions locales réelles pour s'allier à ceux qui sont vécus comme frères de race. Ce qui justifie en partie les alliances entre *Mayi-Mayi*, ex-FAR, Interehamwe et *Magrivistes*<sup>3</sup>. Dans cet entendement, bien que les associations ethniques ne cessent de clamer qu'« *au Nord-Kivu, le péril est objectivement plus Hutu que Tutsi* »<sup>4</sup>, les alliances avec les « *frères bantous Hutu* » ont été les plus tolérées.

Par ailleurs, au-delà de la fibre ethnique, les alliances ont été dictées soit par le pragmatisme – *real politik* –, soit par des objectifs à court terme à atteindre. A titre de preuve, les alliances purement conjoncturelles lors de l'entrée de l'AFDL. De même, bien des témoins ont attesté que dès le départ (1994), les miliciens *Ngilima* ne s'en prenaient pas aux Tutsi<sup>5</sup>. Il y en a même qui affirment qu'on trouvait quelques Tutsi dans leurs rangs. Si un tel fait se confirmait, il pourrait laisser croire que le régime de Kigali agissait déjà en sous main sur les *Ngilima* afin de contrer les réfugiés Hutu qui tentaient alors de s'installer au Congo et de s'organiser pour préparer des attaques contre le jeune régime de Kigali. Cette alliance éphémère qui aurait consisté beaucoup plus en l'approvisionnement en quelques armes, munitions et stratégies, n'aurait pas duré longtemps. Quatre raisons peuvent expliquer un tel état des choses. Premièrement, les sources d'approvisionnement en armes se seraient diversifiées assez rapidement notamment avec l'afflux des réfugiés

<sup>1</sup> Cette réalité est aussi vérifiable chez les Hutu et les Tutsi à l'égard des Kivutiens.

<sup>2</sup> Hutu, Shi, Rega, Nande, Konzo, Bembe, Nyanga, Hunde, Fuliiru, Ganda, Amba, Talinga, Lendu...

<sup>3</sup> Expression désignant les activistes Hutu, membres de la MAGRIVI s'estimant nationaux soit d'origine soit transplantés, revendiquant le droit acquis par le fait des ordonnances présidentielles de 1971 et 1972 auxquelles nous avons fait mention ci-haut.

<sup>4</sup> Les Hutu – supposés autochtones de Bwisha à Rutshuru, transplantés de la période coloniale, réfugiés et clandestins de tout temps – constituent la deuxième communauté ethnique numériquement importante dans la Province du Nord-Kivu après les Nande.

<sup>5</sup> Compte rendu de la réunion extraordinaire du Comité régional de sécurité du Nord-Kivu du 20 janvier 1995. Ces allégations ont été confirmées par beaucoup d'autres témoins qui ont pour la plupart requis l'anonymat. Voir parmi eux Justin Kambale, ancien *Ngilima* ayant intégré l'armée régulière en novembre 1996 dans la mouvance de l'AFDL. Interviewé à Kinshasa en octobre 1999.



désarmés vaille que vaille par les ex-FAZ<sup>1</sup>. Deuxièmement, Kigali ne serait pas parvenu à maîtriser la totalité des groupes *Ngilima* qui, comme des champignons, se multipliaient dans les villages et collines sans commandement unique susceptible de faciliter une collaboration. Les groupes des *Combattants-Ngilima* de la localité de Mushesha – souvent cités par bien des témoins – en auraient été bénéficiaires. Troisièmement et enfin, ces miliciens ravivant des forts sentiments autochtonistes de dépossession et de plus en plus indisciplinés, seraient arrivés à substituer l'apport technique Tutsi par l'expérience militaro-fétichiste des maquisards *Kasindiens* et des déserteurs ex-FAZ<sup>2</sup>.

Les exemples les plus frappants sont ceux des alliances assez mouvantes avec les ex-FAR et Interehamwe au Kivu montagneux ainsi que celles assez constantes avec les troupes de l'ancien Commandant du RCD-Goma Patrick Masunzu. Essentiellement composés des Hutu et des Tutsi, certains groupes ont « objectivement » collaboré avec les *Mayi-Mayi* au-delà des clivages ethniques apparents paradoxalement privilégiés dans certaines études. Les enjeux conjoncturels font fi des différences pourtant ressenties, caressées et entretenues par les combattants de différents bords.

### ***III.4.3. L'équation locale : enclaves violentes et nouvelles autorités***

Alors que jusqu'au deuxième trimestre 1995 les milices se développaient essentiellement dans le Nord-Kivu, ce sont les déplacements massifs des populations utilisés comme stratégie militaire qui ont étendu les violences à la Province voisine du Sud-Kivu. Les espaces ainsi homogénéisés à la suite d'une épuration à base ethnique, ont fini par dégager des enclaves échappant, encore plus nettement, aux normes, aux lois, aux modes de sociabilité et aux institutions étatiques. Ces enclaves ont été placées sous

<sup>1</sup> Le rapprochement entre Kigali et le corps expéditionnaire des FAZ en Province tournait autour du trafic des armes récupérées sur les ex-FAR réfugiés en RDC. Ces armes étaient rachetées par Kigali, sûrement pour diminuer le potentiel de nuisance de ces *réfugiés armés* autour desquels le Gouvernement Kengo et le Maréchal Mobutu ne s'accordaient pas déjà. Cinquante dollars américains suffisaient pour obtenir une arme légère (*kalachnikov* par exemple) et cent pour une arme lourde.

<sup>2</sup> C'est le cas de l'ancien gendarme Tshimanga qui, débordé par les attaques des Hutu accusant son peloton de prendre partie pour les Hunde et Nande, finira par recruter et former des dizaines des *Ngilima* à Kikuku en 1995 pour maîtriser les jeunes Hutu. C'est aussi le cas du commando Mayanga, déserteur, qui a fini par être arrêté par l'armée régulière et assassiné.

l'autorité indiscutée des seigneurs de guerre et en leur sein ont émergé des semblant d'appareils étatiques installés grâce à la complicité de certaines autorités locales.

L'Eglise catholique – du moins ses représentants locaux – est l'un de ces nouveaux lieux de pouvoir. Jean-Pierre Bemba, un des chefs rebelles implanté en 2001 dans la partie septentrionale du Nord-Kivu, dit à ce sujet ce qui suit :

*« Sur le plan social, l'enracinement profond du phénomène mayi mayi dans la société du nord Kivu laisse apparaître une influence marquante des Eglises sur certains combattants. Une forme particulière de théologie de la libération prend corps dans les collines du Kivu sous l'impulsion d'un clergé combatif et des figures charismatiques parmi lequel monseigneur Kataliko. Un bras-de-fer opposant le prélat au RCD/Goma révéla l'extraordinaire vitalité de l'église du Kivu qui est le fer-de-lance du nationalisme kivutien. L'exacerbation de l'antagonisme entre l'église et le mouvement de libération pro-rwandais va renforcer la compréhension de plus en plus marquée des hommes d'églises vi-à-vis du phénomène mayi mayi (...) Le clergé de Butembo dispose d'un réel crédit auprès des combattants mayi mayi »<sup>1</sup>.*

On peut illustrer cette mainmise des hommes de Dieu sur les combattants et leurs "parcelles" par les correspondances du chef *Mayi-Mayi* Vita Kitambala du maquis de Kasugho au Nord-Kivu qui, en réponse à des sollicitations d'alliance de la rébellion du RCD/K-ML fin 2001, s'en remettait à l'aval de Monseigneur Melchisédech Sikuli, Evêque de Butembo-Beni, en plus d'une donation consistant en une camionnette de fabrication japonaise<sup>2</sup>. Outre les ressentiments intra-ethniques basés sur des clivages claniques et territoriaux<sup>3</sup> qui ont toujours sous-tendu les relations entre élites Nande en période de compétition politique, le fait que l'écrasante majorité de principaux animateurs du RCD/K-ML soit de confession protestante face à la quête à peine voilée de l'émergence d'un leadership de confession catholique transparaissent toujours dans les alliances/défections survenues chez les *Mayi-Mayi* Nande.

<sup>1</sup> J.-P. Bemba, *Le choix de la liberté*, Venus, Gbadolite, 2002, pp.192 et 199

<sup>2</sup> Général Vita Kitambala, correspondances privées à Eric Kamavu, Maire de la ville de Butembo, novembre-décembre 2001.

<sup>3</sup> Nande de Butembo et Nande de Beni en plus des Nande dits Baserume (cyniquement dits de Rwahuta) et ceux du Buyora-Katwa relevant du premier groupe.

A ces hommes d'église, il faut associer quelques animateurs des associations tribales, des organisations caritatives, des médias et des associations de droits de l'homme, des chefs coutumiers, des commerçants, des acteurs politiques... dont la trame des agissements les impose comme un véritable *état-major politique et militaire des Mayi-Mayi*. Au-delà de la rhétorique ethno-nationaliste, ils visent souvent leur propre profit dans ce nouvel espace social au sein duquel ils se sont progressivement imposés comme porte-parole et relais. Ils en profitent pour exploiter et trafiquer les matières précieuses et autres richesses grâce au crédit et au nouveau rôle social qu'ils ont acquis en l'absence d'un Etat responsable et socialement utile aux citoyens. A ce jour, nombreux d'entre eux soutiennent plus que jamais les chefs *Mayi-Mayi* dans l'espoir de tirer profit de la rente politique.

Nous pouvons tenter d'illustrer ces pratiques plus maffieuses que structurelles et officielles par les extraits des documents ci-dessous :

*« Le vendredi 25 août 2000 de 00h à 1 heure du matin et le samedi 26 août 2000 de 11 heures à 16 heures 30', la cité de Lubero a été le théâtre des attaques de l'armée ougandaise prétendant poursuivre les guerriers MAI-MAI; une jeunesse congolaise mobilisée et sans armes pour s'opposer à l'occupation ougandaise. »<sup>1</sup>*

*« Insistons sur le fait que les forces d'autodéfense locales, composées de nos enfants et de nos jeunes frères ne peuvent pas être utilisées comme chair à canon par une quelconque force rebelle, fût-elle de J.P. Bemba ou de qui que ce soit. Ces forces d'autodéfense seront incorporées en temps opportun dans l'armée nationale en tant qu'émanation de toute la République Démocratique du Congo unie. »<sup>2</sup>*

*« D'après infos à notre possession (-) un sujet congolais dénommé Kalialia, commerçant à Kyavinyonge (-) être en train de ravitailler en vivres les éléments MM dans plusieurs endroits (-) depuis ce 02.01.2002 (-) selon source (-) intéressé avoir une camionnette Toyota Stout de couleur rouge dont immatriculation m'être pas encore connue (-) HVD que mouvements de l'intéressé soit bien suivi (-) »<sup>3</sup>*

*« Hier dimanche vers 18h00 (-) Des hommes armés avoir ravir une moto (-) d'une personne qui venir de Manguredjipa (-) à 6 Km de Butembo (-) selon source cette moto appartenant à Monsieur Vidjonjo de Butembo (-) et transportait 20kg de coltan (-) Immatriculation de la moto n'être pas encore connue (-) Juste pendant l'incident (-) ces mêmes bandits avoir aussi ravir un*

<sup>1</sup> Association des Amis de Mgr. Kataliko (AMKA), *Rapport sur les violations des droits de l'homme dans les Territoires de Beni et Lubero en Province du Nord-Kivu en RDC*, août 2000.

<sup>2</sup> Julien Malikidogo, Motion d'information à l'intention des honorables députés de l'ACL-PT en session d'avril 2001, p.7.

<sup>3</sup> Direction Générale d'Intelligence-RCD/K-ML, *Bulletin d'information*, Butembo, 9 janvier 2001.

*colis de coltan d'un autre voyageur qui venir de Manguredjipa sur vélo (-) avec ces deux colis de coltan et la moto (-) les HLL avoir prendre destination de la concession UCG (-) HVD Qu'investigations soient faites pour retrouver ces HLL qui souvent être de mèche avec commerçants et MM vendeurs. »<sup>1</sup>*

En résumé, les alliances/défections des *Mayi-Mayi* avec acteurs sociaux sont parfois dictées par des intérêts inavoués de ces nouvelles autorités sociales et politiques locales. C'est à partir de ces gains que se tissent des réseaux extérieurs qui, paradoxalement, tirent le maximum de profit de la lutte que cherchent à leur livrer ces milices se voulant veilleuses des intérêts nationaux. C'est par exemple dans ce cadre que l'opinion de Butembo-Beni et les environs a été surprise d'apprendre qu'un avion petit porteur d'immatriculation ougandaise, transportant des munitions et affrété par des commerçants ougandais, s'était écrasé à l'aérodrome de Liboyo contrôlé par la faction *Mayi-Mayi* du RNL de Loloko Kopokopo en mai 2001. Cet incident précédait un affrontement cruel entre l'UPDF et la RNL qui s'était saisie d'une cargaison de coltan appartenant à des commerçants alliés aux officiers ougandais. C'est dire donc que les logiques de ces alliances vont bien au-delà de l'environnement immédiat de leur évolution.

#### **III.4.4. Opportunisme et mercenariat**

Les réponses militaires données successivement aux questions politiques posées par les nombreuses insurrections de l'est du pays, ont jeté les guérilleros expérimentés entre les mains d'entrepreneurs de violence peu scrupuleux. C'est le cas des *Kasindiens* dont nous avons parlé ci-haut et qui, à la fin de l'année 1995, intègrent les *Mayi-Mayi* à Masisi, à Rutshuru et au Sud-Lubero. Cette forme de mercenariat relève plus visiblement de l'opportunisme que d'une véritable stratégie rationnelle. En fait, afin d'assurer leur survie, quelques uns de ces 204 maquisards entraînés et cantonnés en brousse ont dû offrir leurs services de mercenaire et de magicien-féticheur avant que ceux d'entre eux, originaires du Kivu, n'intègrent de plein pied les rangs des milices *Mayi-Mayi*. C'est le cas du

<sup>1</sup> Direction Générale d'Intelligence-RCD/K-ML, *Bulletin d'information*, Butembo, 18 février 2001.

commandant-féticheur Kaganga dont le rôle dans l'alliance avec l'AFDL a été relevé ci-haut.

Par ailleurs, alors que le pouvoir central de Kinshasa ne parvenait pas à arbitrer les conflits à l'origine des affrontements entre communautés par milices interposées, ce même pouvoir optera successivement pour un désarmement plus ou moins pacifique en avril 1996 (*Kimya Masisi*) avant d'appliquer une dure répression qui va déboucher sur des actes de pillage et d'incendie à travers l'opération dite *mbata* (gifle) lancée un mois après la première. Les atrocités de cette opération creusèrent un fossé réel entre l'armée régulière et les *Mayi-Mayi*, principale cible de cette répression. Les exactions commises à cette occasion par les FAZ contribueront à faire des *Mayi-Mayi* le symbole d'une "armée de la population locale", la seule qui leur restait et qui était chargée de défendre leurs intérêts. Cette représentation a été si forte que leurs bavures et exactions sur les populations qu'ils prétendent protéger sont longtemps restées blanchies, justifiées et tuées par les victimes elles-mêmes. Il en sera de même avec les différentes ailes du RCD basées à Goma et à Beni. Aux raids *Mayi-Mayi* dans les villes et cités succéderont les reflux de représailles dans lesquelles les populations civiles seront les principales victimes. C'est ce mécontentement populaire ressenti lors des représailles de l'AFDL en février et avril 1997 à Butembo-Beni, celles de l'APR par bombardement aérien à Masisi en octobre 1997, celles du RCD-Goma et du RCD/K-ML entre 1998-2004 qui ont longtemps légitimé les *Mayi-Mayi* aux yeux de la population.

Machiavélisme ou simple opportunisme ? C'est du moins cela le capital exploité jusqu'à ce jour par les *Mayi-Mayi* dont les violations de droits de l'homme tant au Sud-Kivu, au Maniema, au Nord-Katanga et au Nord-Kivu ne sont pas dénoncées par les nombreuses organisations des droits de l'homme nées de la guerre. Ce qui contribue sensiblement et paradoxalement à un désordre entrepreneurial dont le bénéfice n'est pas nécessairement à l'avantage de ce petit peuple qui se positionne en légitime défense<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre suivant qui cherche à cerner les liens dialectiques entre la structure sociale et ces "entreprises violentes" de structuration d'un pouvoir anétatique.

### III.4.5. Désordre et indocilité comme projet social

Nous avons déjà souligné que, lorsque la deuxième guerre se déclenche au Congo en août 1998, c'est dans un contexte kivutien de rupture avec le Président Laurent-Désiré Kabila désormais perçu comme un traître consécutivement à une présence très remarquée des Tutsi à des postes politico-administratifs de responsabilité, en plus d'une désaffection populaire renforcée par les sentiments des nombreuses promesses non tenues de la part du Président<sup>1</sup> et des représailles aveugles en milieu populaire et même celui des élites<sup>2</sup>.

Alors que d'aucuns pensent que les *Mayi-Mayi* sont automatiquement alliés à la nouvelle invasion présentant un deuxième projet libérateur dominé par les Tutsi, ils s'y opposent radicalement. Ils créent un état d'insécurité permanent dont les ingrédients sont constitués d'alliances instables, conjoncturelles et une division à l'infini des factions. On peut signaler ici le cas des *Mayi-Mayi* et *interehamwe* coupeurs de route dans le Parc National des Virunga, sur les axes Goma-Bukavu, Beni-Butembo, Beni-Kasindi, etc. Si une telle réalité ne relevait pas d'une stratégie bien pensée, il a néanmoins rendu impossible toute tentative de noyautage systématique des *Mayi-Mayi*. Il est vrai que certains *Mayi-Mayi* ont intégré les rangs des rébellions-invasions du Nord-Kivu ; mais le plus grand nombre est resté dans les maquis.

Par ailleurs, comme nous le soulignerons dans le chapitre suivant, autant les *Mayi-Mayi* ont créé le désordre pour montrer à ceux qui étaient traîtres et envahisseurs qu'ils ne contrôlaient pas les espaces occupés par eux, autant ces derniers ont empêché les *Mayi-Mayi* d'évoluer

<sup>1</sup> J.-C. Willame, « Les relations du régime Kabila avec la région du Kivu », in *République Démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux-guerres octobre 1996 - juillet 1998*, Institut Africain et L'Harmattan, Tervuren et Paris, 1998, pp.221-275.

<sup>2</sup> En février et mai 1998, une cinquantaine de chefs coutumiers et de notabilités (professeurs, pasteurs, infirmiers, journalistes, commerçants...) de Bukavu, Goma, Butembo et Beni ont été arrêtés et transférés dans les prisons de Kinshasa et Kananga sur ordre du Chef de l'Etat. Accusés d'être de connivence avec des *Mayi-Mayi* – alors opposés à son gouvernement – les tout derniers d'entre eux ne seront libérés que quelques jours avant le déclenchement de la deuxième guerre du Congo et recevront une intervention personnelle de James Kabarebe, alors Chef d'Etat major général des FAC – pour rejoindre l'Est du pays. Ils ne réussiront pas à y arriver avant le déclenchement de la guerre.

paisiblement. Il suffisait par exemple que circule une rumeur sur une éventuelle réception d'armes et d'aide financière du gouvernement de Kinshasa par une quelconque faction pour qu'une autre voisine ou toutes les autres factions s'en prennent à elle et l'efface de la carte<sup>1</sup>. C'est le cas de la faction de Saperita entre 1999-2000 dans les environs de Butembo, effacé après qu'elle soit approchée par Maître Nickson Kasola, un des envoyés de Kinshasa pour la résistance populaire en région envahie.

Dans un autre cas, au sein des rébellions-invasions, le ''dossier *Mayi-Mayi*'' a été un des plus juteux. Les intermédiaires ou agents de sécurité engagés par les rébellions-invasions ont souvent joué à la manipulation. C'est eux qui trafiquaient les informations pour qu'il n'y ait jamais accalmie de peur de perdre les avantages qui leur étaient accordés dans cette mission périlleuse<sup>2</sup>. Il fallait à tout prix entretenir ce désordre bénéfique qui relève d'une stratégie délibérée, mais force est de constater qu'une telle politique s'est avérée assez funeste pour les acteurs et les populations.

Dans un tel contexte, les deux parties se présentaient comme partenaires et s'entretenaient régulièrement. Les trois correspondances des chefs *Mayi-Mayi* ci-dessous reprises nous édifient à ce sujet :

**Correspondance n° 1 : affaire V/Président du  
RNL, Mr. Betoile**

*« Monsieur le Chef,*

*Par la présente, j'ai l'insigne honneur de venir auprès de votre compétence, vous relater les constats que j'ai eus en preuve et en témoigne de la part de Monsieur mieux identifié en Marge.*

*En effet, c'est avec un grand regret d'avoir été interpellé au bureau de la Mairie de Butembo pour témoigner la lettre rédigée par l'intéressé.*

<sup>1</sup> Propos recueilli à Butembo et Kanyabayonga auprès d'un agent de sécurité du RCD/K-ML et un officier des FAC qui ont requis l'anonymat.

<sup>2</sup> Entretien avec un haut responsable d'une rébellion- invasion qui a requis l'anonymat.

*Vu que certaines autorités de la RNL ne respectent pas la hiérarchie, j'ai été perplexe car celui-ci devrait normalement m'informer comme étant le chef d'Antenne sécurité et Renseignement-Intérieur/villes de Butembo, de Beni-Lubero.*

*J'ai été fort étonné d'apprendre comme quoi BETOILE a mené des menaces et d'arrestations arbitraires à la famille KISUNE alors que ce dernier a déjà fait ses condoléances à la RNL de Vurondo/Vihya. Ainsi, je vous prie d'approuver sa lettre par écrit et m'en faire copie afin de pouvoir la présenter au Maire de la ville de la place pour plus d'éclaircissement et pour se débarrasser des faux bruits à notre égard car, nous sommes comme la lumière du peuple congolais. Il a exigé 4.500\$US (Quatre mille cinq cents dollars américains) endéans 3 jours. (...)*

*Ainsi, je vous prie de nous efforcer pour gagner la confiance du peuple. Il ne faudrait pas enregistrer un échec du désordre. L'on se demande si vraiment la RNL est organisée ou pas ?*

*Enfin, des mesures prises par BETOILE comme il peur nous négliger, c'est pourquoi il faut l'interpeller au Quartier général. Il faut de grâce vous asseoir autour d'une même table pour raisonner à de telles situations alarmantes ; sinon, avoir une autre idéologie de la véritable RNL.*

*Selon moi, je préfère que nous puissions trouver une solution quant aux punitions de malfaiteurs que de les tuer directement. Ayant de champs par exemple, ils peuvent y travailler durement et sentir la signification de leurs fautes commises.*

*J'ai ensuite communiqué avec mes frères Kinois et m'ont exigé de vous informer que de grâce il faut envoyer 2 ou 3 personnes de la RNL à Kinshasa car ; quand Kinshasa nous envoient de gens, ceux-ci se relient à d'autres forces. C'est facile d'atteindre Kinshasa en passant à l'ambassade du Congo à Nairobi/Kenya soit de la Tanzanie et atteindre Lubumbashi. »<sup>1</sup>*

## Correspondance n°2 : Vita Kitambala

« Monsieur le Commandant,

1. Amani ya Bwana iwe Nanyi (-)

1

2. Ni meishatuma barua mingi lakini sipate majibu (-)

3. Kwa hiyo ninawaomba munitumie moyen de transport (gari) kwani nitatuma second yangu kule pamoja na wa askari kufatana na wingi wao

« Monsieur le Commandant,

1. Que la paix du Seigneur soit avec vous (-)

2. Je vous ai déjà envoyé beaucoup de lettres restées sans suite (-)

3. En effet, je vous prie de m'envoyer un véhicule. Je vous envoie mon Second avec mes soldats. Etant donné leur nombre élevé, envoyez moi deux véhicules au plus tard le 25 octobre 2001 car ils vont transporter

<sup>1</sup> Extrait de la lettre de monsieur Kavota Kiyora Jean de Dieu adressée au Président de la RNL le 20 décembre 2001 à Butembo.



*mutume gari mbili iwe le 25/10/2001  
na gari hizo na zimeisha fika,  
kwani zile gari zitabeba wa askari  
wenyi walisha maliza mafunzo (-)*

*4. Kutabakiya wa askari wenyi  
hawajamaliza mafunzo, kwani  
hawapendi kwenda Nyaleke,  
kwa hiyo tunawaomba muwatumie  
msaada wa chakula, na hawo wenyi  
wataenda kule wakuje na tenues  
zao na nombre yao ni 350 na comd  
2nd Bde, - vile vile wa offr wangu  
wenyi wanabaki wanaomba  
msaada yao (-)*

*5. Kwa hizo gari zitakuja mutume  
instructeur moja akuje kuchunguza  
wa askari wenyi wataenda kule kama  
hawo wa askari wanakamilika na  
mafunzo, na hawo wa askari wenyi  
wataenda wakute munawatayarishiya  
na fasi yao ya makao (-)*

*6. Njo maana wengine wanabakia  
hapa, na hiyo delegation bami  
basibaliye, ili tuzungumuze nao  
ya kama watoto wa meenda kule  
na wako mumikono ya bami, kwani  
bami bakisema wanaitika na sisi  
tunaitika (-)*

*7. Na mutayarishe gari yangu yangu  
iwe Lande criser (-) na msaada  
ya hawo wa offr mujifunze kwayo  
kwani wanamaliza myaka tatu porini (-)  
Tuna chungu jibu le 11/10/2001 (-)*

*8. Umoja tutashinda (-)(-)*

*Le Comd des OPS Nord-Kivu*

*Le Général Vita Kitambala »<sup>1</sup>*

*les soldats qui ont fini la formation (-)*

*4. Des militaires n'ayant pas fini leur  
formation resteront étant donné qu'ils ne  
veulent pas aller à Nyaleke. De ce fait, nous  
vous prions de leur envoyer de l'aide  
en vivres et des tenues pour ceux qui  
vont partir. Leur nombre est 350 en plus du  
Commandant Second de brigade. De même,  
il faudra la même chose pour mes  
officiers qui vont rester(-).*

*5. A bord des véhicules qui vont arriver,  
prière d'envoyer un instructeur pour  
apprécier la formation et que ces éléments  
formés trouvent leurs habitations  
prêtes(-) (sic).*

*6. C'est pourquoi un groupe va rester ici  
et que des chefs coutumiers ne puissent  
pas être mis à part pour qu'ils  
endossent le départ de ces enfants. S'ils  
acceptent, nous serons aussi d'accord(-).*

*7. En plus, préparez mon véhicule propre  
de marque Land Cruiser(-) et veuillez bien  
apprécier la donation de mes officiers  
qui ont passé trois ans en brousse(-)  
Nous attendons la réponse pour  
le 11 octobre 2001 (-)*

*8. Ensemble, nous gagnerons (-)(-)*

*Le comd des OPS Nord-Kivu*

*Le Général Vita Kitambala*

<sup>1</sup> Lettre du Général Vita Kitambala adressée au Commandant de Brigade de Lubero, le 4 octobre 2001.

**Correspondance n° 3 : lettre ouverte au Coordonnateur urbain  
du RCD/K-ML**

« Tunawajulisha ya kwamba tumekwisha kusikia mpango wenu munao kamata kwa sisi. Neno la huzuni sana, ni kwamba sisi kama wakongomani, hatujui neno lenye tukonafanya, ni huruma sana kwa sisi. Tunakosa kama siku wageni wataenda, na ninyi mutenda nao. Kwa hivi tunasema angalisho, tena angalisho sana kwa ninyi ndugu zetu za RCD na DGI kwani tumepata rapport kutoka kule jana mangaribi ya kwamba kumetokea liste ya kushika watu wetu pale, tunasema attantion sasa tunasema hivi kama mukowakongomani kama sisi, hatupendi kusikia kama mumekamata, ao kushika mtu wetu mmjoja, na mutaona wazi wazi, na kwa safari hiyo haitakuwa kwa waganda, itakuwa kwenu ninyi watu wa RCD na DGI. Ile makichwa yenu njoo tunapenda, kwani nanyi vile njoo munapenda na ninyi vile vile ni adui sawa na wale wageni wanaokuja kuvamia inchi yetu Congo.

Na tunawafahamisha ya kwamba hatuyachoka bado kwa mapambano, tuko tayari kila wakati na kila saa, mpaka tutachoka mgeni akisha rudia kwao. Sasa kama munasema ninyi njoo mutakuwa na shika watu mutatuona wabaya, kwa nyoka alisema huruma hapana, kwani nasi tumetuma watu wentu kule wapeleleze hali ya mjini na kupeleleza nyumba zenu moja kwa moja na Watatuletea rapport. Tukisikia tu mutu anashikwa tutaenda kukata vichwa vyenu nyinyi watu wa RCD na DGI mchunge damu, juu hatuyakata kichwa ya mmoja kati yenu njoo munaona maneno yote sawa ziaka, mutungojee tutawaonesha ginsi ya kufanya securité kama ni namna gani. Tunawatakia usikilivu mwemba, ila tu usiangamize ndugu mkongomani kwa faida ya wageni watakaorudia kwao siku moja.

« Nous vous informons que nous sommes déjà au courant de votre complot à notre égard. Ce qui est regrettable pour nous Congolais, c'est que nous sommes inconscients. On se demande si vous partirez avec les étrangers. De ce fait, attention nos frères du RCD et de la DGI car nous avons reçu un rapport hier soir selon lequel vous avez établi une liste de nos gens que vous allez arrêter. Nous vous disons attention ! Si vous êtes des congolais comme nous, nous ne voudrions pas attendre que nos gens sont arrêtés ; sinon nos prochaines attaques vous cibleront et pas seulement cette fois-ci les seuls Ougandais, mais vous du RCD et de la DGI. Ce sont vos têtes que nous cherchons maintenant que vous êtes nos ennemis au même titre que ces étrangers qui envahissent notre pays le Congo. Nous vous informons en outre que nous ne sommes pas fatigués de la guerre, nous sommes prêts à tout moment jusqu'au départ de l'étranger chez lui. On ne s'entendra pas si vous vous mettiez à arrêter nos gens, il n'y a aucune pitié de la part du serpent car nous avons envoyé nos gens prospector vos maisons une à une et nous feront un rapport. Si jamais on attendait qu'un des nôtres a été arrêté, nous irons couper vos têtes, vous les gens du RCD et DGI. Gardez froid votre sang, on n'a pas encore décapité un seul de vos agents, c'est pourquoi vous prenez tout en blague. Attendez nous, nous vous montrerons comment faire la sécurité. Bonne compréhension, yako ne sacrifiez pas votre frère congolais au profit des étrangers qui iront chez eux un jour.

*Ni auti ya comité ya front  
Mbilinga/Mwenye Vurondo*

*Le comité de sécurité du front  
Mbilinga/Mwenye Vurondo*

*Président Maombi MTN  
Commandant Second Kailambika  
Docteur Grand Marteau »<sup>1</sup>*

*Président Maombi  
Commandant Second Kailambika  
Docteur grand Marteau »*

Comme on peut le lire, ces correspondances mettent à nue les relations de collaboration entre les élites des bandes qui se présentent comme antagonistes et celles d'opposition. Ces acteurs s'entretiennent, s'interpellent, se consultent (n°1 et 2), se menacent (n° 3) sans toutefois s'attaquer réellement et se considèrent comme frères face à l'étranger quand bien même d'autres collaborent avec lui. Elles dévoilent aussi le marchandage qui sous-tend le ton fort nationaliste de certains chefs *Mayi-Mayi* comme Vita Kitambala qui, jusque là, reste le seul grand gagnant dans son maquis. Contre une camionnette neuve, il est prêt à vendre ses amis qui ont « passé trois ans en brousse ».

Par-dessus tout, c'est le désordre ou l'indocilité qui reste plus rentable pour ses auteurs. Malheureusement, le petit peuple, l'Etat, le pays, la région des Grands Lacs et la société en général en sorte tout autant bénéficiaire. Le chapitre suivant en fait une évaluation dialectique.

---

<sup>1</sup> Lettre de l'Etat-Major de Commandement du Front Mbilinga-Vurondo Mwenye au Coordonnateur urbain du RCD/Butembo le 9 décembre 2001.

## Chapitre quatrième : SOCIETE, RENTES ET MILICES *MAYI-MAYI* : VIOLENCE RESTRUCTURANTE ?

Dans ce chapitre, nous voudrions cerner les (re)structurations/recompositions à la fois socio-économiques, politiques et juridico-culturelles que le phénomène *Mayi-Mayi* a produites dans la société du Nord-Kivu. Tout en ne prétendant pas les cerner entièrement à cette étape de nos recherches, nous garderons un regard régional et globalisant. Cette perspective répond à une de nos exigences méthodologiques qui veut que la contingence d'un acte social, d'un événement ne puisse être dépassée que si ces derniers sont intégrés dans une praxis collective et une totalité historique<sup>1</sup>.

C'est pourquoi, successivement en quatre sections, nous examinons la société civile dans ses rapports de citoyenneté en situation de décentrement d'Etat, les rapports entre rentes et luttes factionnelles en vue de cerner les contours des idées-forces de ce qu'il convient d'appeler l'« idéologie *Mayi-Mayi* », la montée de la magie et du fétichisme dans les pratiques sociales et politiques, la quête de justice dans les enclaves d'impunités jouant à l'Etat et enfin, l'impossible passage des *Mayi-Mayi* de la guerre à la politique au lendemain du Dialogue Intercongolais en tant que révélateur des mobiles profonds et enjeux politiques du développement de ce phénomène.

### IV.1. LES *MAYI-MAYI* OU LA SOCIETE CIVILE ARMEE ?

Il est admis en Afrique qu'au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale et des centres urbains, le degré de contrôle politique décroît<sup>2</sup>. Cette réalité, observée au plus fort des régimes monopartistes, s'est aggravée, l'avons-nous souligné ci-haut, avec la démocratisation qui a focalisé le contrôle politique sur la capitale et quelques centres urbains politiquement

<sup>1</sup> B. Verhaegen, « *Principes et pratiques... art. cit.* », p.284.

<sup>2</sup> J. Herbst, Bierschenk et O. de Sardan cité par T. Trefon, « Introduction. La réinsertion de l'ordre à Kinshasa », in T. Trefon (sous la dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Tervuren-Paris, Musée Royal de l'Afrique central-L'Harmattan, 2004, p.19.

stratégiques et les guerres qui s'en sont suivies dès octobre 1996 en R.D.Congo.

Loin d'être perçu dans la seule perspective de la privatisation et de la criminalisation de l'Etat, de la faillite, du patriotisme et de la simple prédation à la mode actuellement en science politique, cet état de l'Etat congolais a généré un décentrement social qui a cessé de faire de l'Etat un site politique monopoleur tel que tentait de le faire croire les régimes totalitaires. A partir de leur rôle social, les acteurs sociaux ont structuré des flux politiques extra-étatiques desquels ont émergé des nouveaux sites d'autorité. Ces derniers ont en fait découlé des absences criantes de l'Etat avec qui ils projetaient jouer au partenaire. C'est ce qui a engendré un processus de "disqualification" des règles, principes et logiques étatiques de fonctionnement conceptualisée ici par *anétatisation*.

En effet, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, situés à plus ou moins 2.000 kilomètres de Kinshasa, sont réputés par le dynamisme de leurs populations. La précarité des services publics de base comme la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, l'eau potable...<sup>1</sup> les a poussés à développer bien des idées, initiatives et filières privées pour essayer de surmonter les absences de l'Etat que certains auteurs identifient sous les termes faillite, crise, démission, mauvaise gouvernance, etc. Des ONG, des coopératives, des associations, des églises, des corporations affublées sous le concept de société civile –vulgarisé lors de la Conférence Nationale en 1991-1992-, ont pris d'assaut le champ social et rapidement le champ politique afin de répondre aux nombreuses demandes sociales. De la santé à la défense des droits de l'homme, les élites locales ont joué un rôle important dans les besoins quotidiens des populations.

Ce processus qui a commencé vers les années 1980 et qui a connu une flambée au début des années 1990 a été rapidement légitimé par la

---

<sup>1</sup> On peut se faire une idée de cette carence à travers E Wolf, J.-C. Mashini et Y. Ipalaka, *Organisation de l'espace et infrastructure urbaine en R.D.C.*, ADIE, Libreville, 2001, pp.24, 27, 29, 35 et 39.

communauté internationale, mieux les puissances mondiales. Les événements de Lubumbashi – dits massacres de Lubumbashi – ont marqué cette rupture avec le Zaïre de Mobutu qui a joué un rôle majeur dans la géopolitique en Afrique centrale et des Grands Lacs dans la configuration politique de la guerre froide. C'est à partir de ce moment que la coopération institutionnelle a été suspendue et il lui a été préféré une "aide humanitaire" transitant par les ONG. Les conséquences de cette mesure accroîtront l'importance socio-économique et politique de ces acteurs sociaux locaux et internationaux au sein de la société congolaise en général et Nord-kivutienne en particulier.

De même, la tendance au sein de la communauté internationale à accorder le financement aux ONG et associations d'obédience de l'opposition politique<sup>1</sup>, a contribué à forger une société civile toujours à "gauche", en contestation constante, en concurrence et agissant parfois en "dépit" du "pauvre Etat", dépouillé de ses moyens par le fait des mesures internationales et par une "citoyenneté indocile". Les rapports traditionnels de partenariat ayant prévalu entre ces deux sphères de la société globale ont été reconfigurés sur une base concurrentielle. Ce qui fait que la première guerre d'octobre 1996 et de celle d'août 1998 éclatent alors que la société civile est en quête d'un nouvel équilibre gravitant principalement autour de l'église, des associations tribales, des chefs coutumiers, des ONG... dont le rôle social et économique, généralement apprécié des populations, a rapidement glissé sur le champ politique. Ce qui a laissé émerger des nouvelles associations servant de paravent à des jeux politiques, mais aussi a imprimé une nouvelle dynamique au sein du mouvement associatif.

S'estimant plus proche des populations meurtries, les acteurs de la société civile ont voulu se présenter en défenseurs légitimes, portes parole attitrés et ont même pris des initiatives. Au-delà des habituels monitorings, memoranda, rapports dénonciateurs et sermons véhéments contre les dirigeants politiques, les pays voisins, les étrangers ou ceux supposés tels,

---

<sup>1</sup> M. Giovannoni et alii, « Agir à la place – et en dépit – de l'Etat : ONG et associations de la société civile à Kinshasa », in T. Trefon (sous la dir. de), *op. cit.*, pp.126-127.

cette idée de la "protection civile" a été à la base de la dynamique des milices populaires<sup>1</sup> parmi lesquelles les *Mayi-Mayi*.

Cette "revanche sociale" s'est fortement cristallisée dans la structure sociale au Nord-Kivu. Une certaine participation politique procédant d'une "citoyenneté indocile" s'impose de plus en plus à une population qui connaît une vie sociale dépouillée du contrôle étatique en matière d'impôt, de violence et des services de base. Bien que fortement hiérarchisée, la société du Nord-Kivu connaît une grave crise d'autorité dans toute sa stratification. Des cadets sociaux cherchent passionnément leur affranchissement, des femmes tentent de se soustraire de la tutelle des hommes, des minorités vont à la conquête des droits..., bref les citoyens veulent rester au cœur des décisions qui concernent leur destinée. Cette réalité est observable tant dans au niveau micro-sociétal que macro-sociétal.

A titre illustratif, lors de nos entretiens, nous avons rencontré beaucoup de jeunes combattants qui justifient leur enrôlement dans les milices *Mayi-Mayi* par le simple fait qu'ils étaient réprimandés par leurs parents. Ci-dessous le récit de Kambasu dans la localité de Luotu :

*« J'ai 13 ans aujourd'hui, j'étudiais en première année secondaire en 1999. Un matin, ma mère m'avait envoyé vendre les pommes de terre. J'avais tout vendu mais au retour j'avais perdu le fruit de cette vente. A mon arrivée à la maison, j'ai été menacé par maman et papa qui m'ont accusé d'être devenu voleur. Je me suis échappé de la main de papa qui cherchait à me chicoter et j'ai décidé de rejoindre la milice de Mudohu dans la brousse. Papa m'a envoyé plusieurs messages me demandant de revenir à l'école et à la maison. Deux mois après, il finira par trouver un arrangement avec qui le commandant Kaseero de notre camp à qu'il payera quatre chèvres pour qu'il m'oblige de regagner la maison tout en rassurant que je ne serai plus chicotté par mon père. J'ai repris les cours mais tout le monde a peur de moi et me traite d'être devenu sorcier. »*

Des tels récits et témoignages pullulent et démontrent combien de fois les mentalités, les mœurs, les schèmes... le vécu en général sont déstructurés par ces violences miliciennes. Couramment réputés peuples

<sup>1</sup> Le Diocèse catholique de Goma et particulièrement la paroisse de Mutongo a été citée par le Conseil de sécurité régional en 1994 parmi les lieux où des caches d'armes ont été découvertes. Cfr. Notre entretien avec Moto Mupenda, octobre 1999.

inoffensifs et peureux, les Nande<sup>1</sup>, Tembo, Hunde sont aujourd'hui parmi les "résistants modèles de la République".

Toutefois, ce contexte de participation politique sans démocratie, liberté, bonne gouvernance, droit commun auquel les parties consentent de se conformer... bref, sans règles de jeu politique ouvre la voie à la manipulation, à la récupération et à la loi du plus fort.

Un regard critique sur cette société civile nous permet d'affirmer que "société civile" ne signifie pas ainsi nécessairement "société civique". Si les acteurs de la société civile ne peuvent pas être appréciés sur les mêmes critères que les acteurs politiques tels que la capacité de mobilisation des masses, l'étendue géographico-sociale des actions..., un constat d'uniformité des pratiques est à observer. Manipulation politicienne, mauvaise gouvernance, privatisation illégale et détournements, escroquerie, ethnisme, etc. La société civile congolaise et particulièrement celle du Nord-Kivu est à la fois fille de son temps et de son environnement. Cette observation peut être illustrée par la querelle de frontière entre diocèses qui divise l'Eglise catholique au Nord-Kivu. Tout en se voulant apostolique universelle, l'Eglise catholique s'est trouvée rattrapée au Nord-Kivu par les clivages ethno-nationalistes et politiques qui divisent la société.

En effet, le 2 septembre 2003, les éléments de l'APR et du RCD-Goma ont chassé les prêtres de Kanyabayonga au motif qu'ils communiquaient avec leur évêque du diocèse de Butembo-Beni, avec les éléments de l'APC de Mbusa Nyamwisi, s, ils appelaient la population de Kanyabayonga à résister<sup>2</sup>. La cité de Kanyabayonga est longtemps restée à cheval entre deux espaces territoriaux (fiefs du RCD-Goma et du RCD/K-ML), deux diocèses (Goma et Butembo-Beni), deux rébellions-évasions antagonistes (RCD-Goma et RCD/K-ML). Séparant pratiquement les anciens

<sup>1</sup> Nous avons signalé ci-dessous que cette appellation que Mashauri qualifie de sobriquet, provient de fuyards, *wanaenda*.

<sup>2</sup> Lire M Ikem, « Le diocèse de Goma érige une paroisse à 1500 mètres de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Kanyabayonga », in *Les coulisses*, n° 133 du 28 novembre au 15 décembre 2003, p.10.



Districts des Volcans – dominé par les Rwandophones – et du District du Lac Albert – dominé par les Nande –, Kanyabayonga est resté disputé par les deux rébellions-évasions qui, avec un armadan impressionnant, mettaient face à face les militaires de l'UPDF et de l'APR parrains des deux mouvements politico-militaires. Après le retrait des Ougandais et un rapprochement accéléré du RCD/K-ML, le RCD-Goma marchera sur le Territoire de Lubero en occupant successivement Kanyabayonga, Kaseghe, Kirumba, Kitsombiro, Lubreo... dès juillet 2003. Cette occupation, considérée comme inopportune, a été unanimement condamnée dès lors que des nouvelles institutions unifiées étaient à pied d'œuvre.

Obligé de libérer les localités occupées, le RCD-Goma se maintiendra dans la cité de Kanyabayonga. Dans cette foulée, les prêtres catholiques Nande seront chassés par les éléments Tutsi du RCD-Goma.

Le 23 novembre 2003, l'évêque de Goma, Mgr. Ngabu, érige une nouvelle paroisse (Bwito) à quelques 1.500 mètres de la paroisse Jean-Baptiste de Kanyabayonga restée sans prêtre. Il y affecte des prêtres rwandophones. Ce qui sera tout de suite interprété comme une violation des frontières de diocèse et une complicité avec le RCD-Goma qui a toujours accusé Mgr. Melchisédech Sikuli, évêque de Butembo-Beni et les prêtres nande de prêcher la haine contre les Tutsi, de soutenir le gouvernement de Kinshasa et d'être lié ethniquement aux autorités politico-militaires du RCD/K-ML qui contrôlaient cet espace dominé par les Nande hostiles aux Rwandophones.

En fait, cette gue-guerre entre pasteurs catholiques peut être symptomatique du rôle dominant que l'Eglise catholique joue dans les conflits locaux. L'évêque de Goma, qui contrôle Rutshuru, Goma, Walikale et une bonne partie de Masisi (25.000 Km<sup>2</sup>, 635.743 fidèles et 30.807 catéchumènes) et celui de Butembo-Beni, dont le Diocèse s'étend sur les Territoires de Lubero, Beni et une partie de Masisi et Mambasa en Ituri (45.000 km<sup>2</sup>, 975.000 fidèles et 34.720 catéchumènes), ont toujours été

respectivement perçus comme symbole de la cause rwandophone-rwandaise et celle autochtone. C'est dans ce contexte que l'imaginaire populaire retient que le clergé catholique de la partie Nord de la Province serait resté tolérant – si pas complice – des *Mayi-Mayi* alors que celui du Sud soutiendrait les envahisseurs. Ce qui consacre une division de fait et crée un malaise entre fidèles appelés à se considérer comme frères mais aussi aligne les autres associations de la société civile du Nord-Kivu. Dans cette perspective, outre les exigences pratiques, la société civile de Butembo-Beni dite du "grand nord" – sous la coupe du clergé du diocèse de Butembo-Beni – s'est pratiquement structurée, dédoublant ainsi les structures traditionnelles provinciales de Goma, chef-lieu officiel de la Province resté sous le contrôle du RCD-Goma parrainé par Kigali. De cette société civile vont émerger l'Abbé Malu-Malu, Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), Masika Yalala, Députée pour le Compte de la société civile et actuellement Vice-Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel reprise dans le quota de la composante ex-gouvernement de Kinshasa, Roger Nzama et Singa tous députés pour le compte de la société civile.

Les exemples de la répercussion du clivage Nande/Rwandophones et même RCD-Goma et RCD/K-ML (Gouvernement de Kinshasa) dans les associations de la société civile sont légion. Le cas de la Communauté des Eglises Baptistes au Congo (CEBCE), fortement minée par ce clivage, en est une illustration.

De ce fait, les politiques ne s'empêchent pas de créer et/ou de manipuler des associations et ONG dans leurs actions et luttes politiques. Le cas de l'APD dans les actions du Gouvernorat du Nord-Kivu sous Eugène Serufuli Ngany Abaseka en constitue la preuve. Il en est de même des ONG et associations confessionnelles et laïques comme Caritas à Goma, Justice et paix à Butembo ; COTEDER, SYDIP, AMKA... dont le discours de la résistance et de la dénonciation des violations de droits de l'homme, des

pillages et de mégestion passe l'éponge sur les actes répréhensibles des *Mayi-Mayi*.

En définitive, né dans les méandres de la société civile et des politiques sous l'initiative du petit peuple, le mouvement *Mayi-Mayi* n'est en réalité totalement contrôlé par aucun d'entre eux. Mais il jouit, beaucoup plus sur le plan discursif, des larges soutiens populaires et politiques. La répartition de la rente politico-financière n'a pas manqué de brouiller ces soutiens.

## VI.2. RENTES ET LUTTES FACTIONNELLES : LE CONTOURS D'UNE IDEOLOGIE

Dans la conclusion de son rapport publié le 16 avril 2001, le groupe d'experts mandatés par l'ONU pour enquêter sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la R.D.Congo notait ce qui suit :

*« Il existe par conséquent un lien très clair entre la poursuite du conflit et l'exploitation des ressources naturelles. Il ne serait pas faux de dire qu'ils découlent l'un de l'autre. Les opérateurs militaires et la présence d'éléments armés de toutes les parties dans la RDC sont devenus des activités qui s'autofinancent et n'entraînent donc aucune charge financière pour les parties intéressées. Celles-ci jouissent ainsi d'une plus grande liberté et, n'ayant pas de contraintes financières, ne sont aucunement incitées à faire cesser le conflit. »<sup>1</sup>*

S'il est clair que la dynamique des ressources a été générée par la guerre, il n'est pas aisé de démontrer que la course aux ressources a précédé l'idée de la création des milices. Tout de même, l'excroissance des milices peut s'expliquer par cette course aux richesses et la rente que procure les violences qui s'en dégagent. C'est loin des stratégies savamment pensées et montées que les factions *Mayi-Mayi* des régions regorgeant des ressources naturelles se sont livrées à leur exploitation/trafic. C'est en cours de lutte que ce phénomène a émergé jusqu'à opposer d'une manière sanglante différentes

<sup>1</sup> ONU, *Rapport du groupe des experts mandatés par l'ONU pour enquêter sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*, 16 avril 2001, paragraphe 147.

factions *Mayi-Mayi* prétendant avoir le même objectif. En fait, il est une évidence que sans ressources économiques et financières, les bandes et milices armées ne pouvaient pas tenir pendant longtemps et leurs activités se seraient vite arrêtées.

En effet, tous les *Mayi-Mayi* interviewés affirment qu'ils se battent parce que les richesses du Congo sont pillées par les étrangers Ougandais, rwandais et autres Occidentaux vaguement qualifiés sous l'appellation générique "Blancs". Ce qui a expliqué, selon eux, les nombreux affrontements entre eux et les Ougandais et les Rwandais au cours de la période 1999 - 2003. Au Nord-Kivu, la farouche résistance des *Mayi-Mayi* de Loloko en juin 2000 est à situer dans cette perspective. A la base, des cargaisons de coltan saisies par ces *Mayi-Mayi* contrôlant les voies d'accès aux mines de Mangorejipa, Yanonge et Iloa (Territoire voisin de Mambasa en Ituri) d'entre les mains des intermédiaires congolais des commandants/trafiquants ougandais.

Ayant bouclé tous les passages terrestres pouvant permettre la sortie du coltan de la région de Mangorejipa, le groupe de Loloko Kopokopo, sera informé en avril 2001 – quelque temps après la Table Ronde sur ce phénomène *Mayi-Mayi* organisée par le MLC à Butembo – du survol de ces barrières par les hélicoptères ougandais sous le couvert sécuritaire du FLC de Jean-Pierre Bemba. Ces *Mayi-Mayi* useront de beaucoup de stratégies pour mettre la main sur les fameux hélicoptères en vue de mettre à nue le pillage des ressources naturelles de la R.D.Congo. Ils n'y arriveront pas mais réussiront, le 5 mai 2001, une prise d'otages de 5 hauts cadres de la sécurité du FLC dans un stratagème de simulacre de négociation. Le 15 mai 2001, ils prennent en otage 26 étrangers de la société forestière Dara Forest citée dans le Rapport des Nations Unies sur les pillages des ressources naturelles de la R.D.Congo. Il s'agit de 24 Thaïlandais, 1 Suédois et 1 Kenyan.

Le premier groupe des cadres du FLC est libéré quelques jours après à la suite d'une rançon de 5.000 dollars américains et de quelques armes de guerre sous la médiation de l'Eglise catholique.

Le second le sera en deux temps. Dans un premier temps, 9 otages dont le suédois sont libérés contre la rançon d'un camion de marque Volvo, d'une valise satellitaire, d'un appareil de communication Iridium, d'un groupe électrogène et des bâches. Dans un second temps, la faction qui tenait à se faire remarquer sur le plan international entre en négociation avec des ONG internationales pour la plupart financées par les Scandinaves. Ils refusent désormais toute rançon pour ne pas se faire assimiler aux terroristes en vogue – à la suite des conseils de l'élite locale – et exigent alors la médiation de François Lumumba, fils du tout premier Premier Ministre congolais Patrice Lumumba. Le 28 juillet 2001, François Lumumba, passe une nuit de négociation dans le maquis de Vurondo et obtient la libération de ces otages le lendemain, le 29 juillet 2001.

La forte médiatisation de cette prise d'otages a propulsé très haut cette faction au point de susciter l'inquiétude de ses pairs. De même, le succès a poussé Loloko, jouissant déjà d'une véritable sympathie populaire, à vouloir se comporter en véritable leader *Mayi-Mayi* susceptible de sanctionner tous les *Mayi-Mayi* indisciplinés. Il s'est ainsi attiré le courroux du plus important groupe de Mudohu Kahindo Kukumana Fabien qui, sans attendre, va lancer des attaques contre lui entre mai et septembre 2001. Ces attaques débouchent sur la décapitation de Ndungo Siviri, porte-parole du maquis de Vurondo et de Kopokopo Nduyi, le frère aîné de Loloko, engagés dans des pourpalers sous la médiation de l'église catholique et d'un représentant d'une ONG locale (elle aussi solidement alliée à l'Eglise catholique locale). Ci-dessous l'intégralité du récit de cet assassinat retracé par le rescapé Somo Mwaka de l'ONG AMKA pour les droits de l'homme :

*« Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001 jusqu'à nos jours, un combat violent oppose deux factions Mai-Mai : celle commandée par M. Loloko Kopokopo du Quartier Général de Vurondo et celle de M. Mudohu Kukumana Fabien de Quartier*

*Général de Lubwe/Luotu à Malende et Bulamba dans la Commune de Vulamba dans la Ville de Butembo. Ce combat occasionne le déplacement de la population et, pire, beaucoup de pertes en vies humaines.*

*Après les dénonciations faites par le Bureau de Coordination de la Société Civile et ses composantes chargées des droits de l'homme, le N° 2 des Mai-Mai du Quartier Général de Vurondo du nom de Ndungo Siviri, prendra conscience de la situation et initiera lui-même la négociation entre les deux groupes en conflit. Les deux factions se choisissent comme intermédiaires l'Eglise Catholique et un membre de l'organisation de défense des Droits de l'Homme. Jeudi 6 septembre 2001, M. Ndungo demande que la médiation se passe dans une paroisse catholique se trouvant dans la partie sous le contrôle de Mudohu Fabien, la paroisse de Bunyuka à une dizaine de kilomètres de la ville de Butembo.*

*A 16h.00' locales, soit 14.00' T.U., nous prenons place à bord d'une camionnette de la Procure de Butembo le N° 2 de la RNL (Vurondo) et deux autres de ses compagnons, M. l'Abbé Honoré Mbafumoja représentant de l'Eglise Catholique, et Somo Mwaka, représentant des groupes de défense des Droits de l'Homme et oeuvrant dans le Groupe « Les Amis de Mgr. Kataliko », Amka en sigle. Nous arrivons à Bunyuka à 17h.00'.*

*Le débat commence bel et bien à 17h.30' pour prendre fin à 19h.00'. A l'issue de la rencontre, nous aboutissons à un accord de cessation des hostilités. Les groupes Mai-Mai doivent quitter Malende et Bulamba dès le vendredi 7 septembre 2001.*

*Sur le chemin de retour, vers 19.30', à quelques 5 km de Bunyuka, huit hommes en tenue militaire, masqués et armés, parlant lingala (langue attribuée aux militaires) nous arrêtent, prennent la camionnette en assaut emportent quatre des occupants dont moi-même. Seul, le chauffeur de la camionnette, M. l'Abbé Honoré, reçoit l'ordre de ne pas quitter le volant. Les assaillants lui arrachent son appareil de communication et le somment de disparaître sans tambour battant.*

*Nous sommes alors ligotés et conduits, les yeux bandés, vers une destination inconnue. Arrivés au lieu de détention, nous sommes fouettés à mort et mis en prison sans qu'on nous dise le motif de notre arrestation.*

*Vendredi 7 septembre 2001, nous passons à l'interrogatoire. On commence par le n° 2, je passe à la barre et déclare tout haut que je suis activiste des Droits de l'Homme et nous cherchons la Paix et le respect des Droits dans notre pays la RDC. A ces déclarations, je reçois un coup de pied dans le ventre qui me remet jusque dans la prison. Le même vendredi, vers 17.h.00', nous sommes tous ramenés, battus jusqu'au sang, sur la route à environ deux Km de marche de notre prison, un tronçon où j'ai vécu le pire des tortures. Une autre camionnette nous y attend. Nous sommes embarqués vers une destination inconnue. J'entendrai dire, par un des leurs, que nous allons à Bulamba, champ de bataille où nous devons tous être massacrés, confondus aux mai-mai tués. Par la grâce de Dieu, le combat n'a pas lieu, car, selon eux, l'effectif du camp adverse étant supérieur au leur et qu'il fait nuit. On nous débarque alors dans le camp de Kakuva du groupe de Mudohu Fabien, avec un transit dans sa résidence à Busaghala où on mijote certainement un autre plan pour nous faire disparaître.*

*Samedi 8 septembre 2001, à 4h.00' du matin, on vient chercher deux de nous : le n° 2 du RNL, M. Ndungo Siviri, et M. Kopokopo Nduyi, frère aîné du n° 1 de la RNL. Quelques temps après, j'entendrai tour à tour des cris de mort : « Aïe ! ninakufa !... » ; « Aïe ! je meurs !... » Peu de temps après, on vient me chercher,*

*moi aussi, on me débände les yeux ; c'est pour me montrer les cadavres meurtris, balafrés, de mes deux compagnons de fortune ainsi que les multiples tombes où sont certainement enterrées des centaines de personnes tuées de la même manière pour me faire comprendre sans doute que, pour eux, la vie humaine est comparable à celle d'une bête qu'on peut égorger quand et comme on veut. Mes deux compagnons, en effet, ont été tués d'une façon sauvage à l'arme blanche : les mains liées, les yeux bandés, la gorge et le sexe tranchés, le ventre ouvert... C'est vraiment affreux. Nous retournons dans notre prison souterraine pour attendre notre tour.*

*Le même samedi 8 septembre 2001 à 7 h.00', un des commandants me sort du trou, me déshabille et se met à me marteler la cheville jusqu'à la luxation, sans doute de peur que je ne m'enfuie. Il me jette à nouveau nu dans le trou.*

*Vers 10h.00', les yeux bandés, nous sommes jetés tous deux dans une camionnette blanche qui démarre aussitôt. Nous nous retrouvons sur un champ de bataille, car les balles crépitent de partout. Descendu à terre, un des gardes demande au chauffeur de mettre la camionnette un peu à l'écart ; ce chauffeur, un civil, profite de l'occasion pour s'évader, emportant dans sa fuite les détenus que nous sommes. En cours de route, le détenu le plus souple saute de la camionnette et disparaît. La camionnette, avec le dernier détenu, arrive en pleine ville. Le chauffeur me demande de me sauver moi aussi car, dit-il, il doit parquer sa camionnette. Ainsi se termine le cauchemar que j'ai vécu du jeudi 6 septembre 2001 à 19 h.30' au samedi 8 septembre 2001 à 10 h.00'. Le cauchemar est-il vraiment terminé ? Témoin gênant, je reste dans le collimateur des combattants.*

*Fait à Butembo, le 10 Septembre 2001*

*Somo Mwaka »<sup>1</sup>.*

Ces luttes entre factions peuvent s'expliquer au travers de trois arguments. Le premier gravite autour d'une quête de leadership. De tous temps, les *Mayi-Mayi* n'ont pas été dotés d'une coordination unique susceptible de stabiliser le leadership. C'est à l'infini que des groupes ont eu à se métamorphoser, changeant de chef selon les circonstances. Focalisant leurs discours autour d'un panafricanisme progressiste se réclamant du lumumbisme des années 1960, ils n'ont jamais réussi à se mettre d'accord quant à la structuration de leurs relations. Chacun des chefs s'est accaparé d'un morceau du territoire national pour s'en prévaloir dans les négociations pour le partage de la rente politique amorcé au niveau national. Pour le cas de deux factions ci-haut – le RNL et le FRPLC – le fait pour Loloko d'avoir invité François Lumumba sans l'autorisation de Mudohu, et surtout de ne l'avoir pas associé, a suffi pour que les hostilités sanglantes soient ouvertes.

<sup>1</sup> Témoignage de Somo Mwaka paru dans *Le Millénaire*, N° 018 de novembre 2001, p.10.

Se proclamant Président urbain du MNC/L, Mudohu craignait d'être noyé par ces jeunes qui n'ont pas connu Patrice Lumumba et qui, à ses yeux, n'étaient que des opportunistes localement encadrés et appuyés par l'élite locale. De ce fait, il fallait vite décapiter ce groupe. Voici ce qu'il écrit sur eux en s'adressant au RCD/K-ML qui se préparait à lancer une attaque contre lui quelques jours après son occupation du maquis de Vurondo :

*« Nos actions chez nous aujourd'hui ne sont que des réalités inter-familiales dont l'objet n'est loin d'une petite correction à l'endroit de l'enfant têtue.*

*En effet, notre conflit avec Mr. Kopokopo Lohwako ne pourra jamais engager une tierce personne et encore moins l'RCD (sic) qui continue à mettre toutes les batteries en marche en vue de nous attaquer à Vurondo où nous respirons maintenant et ailleurs. Toutefois, disons feu-vert à quiconque voudra user des represailles (sic) pour cet enfant sans maturité Lumumbiste. (...)*

*D'obédience nationaliste et de lutte pour la paix, vous présentons nos sincères sentiments patriotiques.*

*Pour la FRPLC/Front Rwenzori-Lubwe*

*MUDOHU KUKUMANA Fabien*

*Comdt. SUPREME. »<sup>1</sup>*

Aussi, pour la même lutte de leadership, ayant été informé que Monsieur Kambale Barnaba<sup>2</sup> aurait détourné l'aide du gouvernement de Kinshasa destiné à tous les *Mayi-Mayi* du Nord-Kivu au profit des factions de son choix, Loloko séquestrera 17 membres de sa famille afin de le contraindre à donner la « part du RNL » ou à se livrer lui-même. Barnaba n'aura d'autre voie de salut que de quitter la forêt de Muhangi d'où il avait milité en vain pour l'unification des groupes *Mayi-Mayi* à l'instar de Sylvestre Luetcha et Sikatenda au Sud-Kivu et retournera à Kinshasa. Sa famille sera libérée une dizaine de jours après.

Le deuxième argument a trait à la rente. La faction de Mudohu contrôlait des contrées de Lubwe/Luotu à forte concentration humaine et rentables que par leurs nombreux procès populaires et coutumiers traitant essentiellement des conflits fonciers entre maraîchers et des créances. Par

<sup>1</sup> Lettre de Mudohu Kukumana Fabien au Maire de la Ville de Butembo, le 23 novembre 2001 (c'est nous qui soulignons).

<sup>2</sup> Avec Filipo Mbayahi et Kasereka, il est une des anciens recrues du PRP de L.-D. Kabila de la fin des années 1980 dans le maquis de Kasaka autour de Kyavinyonge dans le Parc National des Virunga à moins de 100 Km de la ville de Beni. Au déclenchement de la guerre de l'AFDL, ils ont servi comme Commissaires politiques afin de légitimer la rébellion-invasion et ont figuré dans l'Assemblée Constituante/Parlement de Transition de L-D. Kabila comme Députés représentant Beni et Lubero.



contre, la contrée de Loloko régorgait des fermes agro-pastorales et des carrières de mines de coltan, d'or... Ce qui faisait de cette faction la plus nantie de la Province et, doublée de la poignée d'intellectuels qui entourait son chef, fera de lui le groupe le plus en vue politiquement. Bien que Mudohu réussit, à l'issue de la fameuse rencontre de Bunyuka du 6 septembre 2001 dont les résolutions ne seront pas mises en application, de se faire reconnaître comme Chef politique (Président provincial du MNC/Lumumba) et de Loloko comme Chef militaire, il s'attellera aux attaques armées en vue d'effacer ce groupe.

Alors que la population locale se trouve fatiguée des affrontements inter-*Mayi-Mayi* qui se passaient souvent dans les villages et les quartiers périphériques de Butembo (Malende, Bulamba, Kambaila...), le RNL accusera l'Eglise catholique d'avoir été de mèche avec le FRPLC de Mudohu dans l'assassinat de son porte-parole. Le clergé est menacé et attaqué par ses éléments, ce qui entamera sensiblement son image jusque-là prestigieuse. On peut le lire à travers le communiqué que Mgr. Melchisédech Sikuli, évêque de Butembo-Beni a publié quelques jours après<sup>1</sup> :

*« Face aux menaces persistantes contre des personnalités et des institutions ecclésiastiques, nous tenons à déclarer ce qui suit :*

*Etant manifestement établi d'après les deux témoignages écrits de Monsieur l'Abbé Honoré Mbatumwa et de Monsieur Somo Mwaka que :*

- *le rusé Fabien Mudohu Kukumana est le responsable et le commanditaire de l'arrestation et de la mort du major Ndungo et de Monsieur Kopokopo Nduyi, tous deux de la RNL et leurs gardes du corps*

- *l'initiative et la décision de rencontrer Monsieur Mudohu dans la Paroisse Catholique de Bunyuka le 6 septembre ont été prises par le major Ndungo lui-même encouragé sans doute par les échanges qu'il venait d'avoir avec un membre de l'équipe dirigeante du FRPLC, Monsieur Kitengera, dans une atmosphère apparemment cordiale et défendue qui inspirait confiance ;*

- *Monsieur l'Abbé Honoré Mbatumwa et Monsieur Somo Mwaka étaient admis préalablement par les deux parties à participer à la concertation entre Mudohu et Ndungo comme facilitateurs ; Etant supposé que les membres du QG de Vurondo étaient informés du projet et du motif du déplacement du Major Ndungo avec ses deux acolytes à Butembo, il serait injuste voire déraisonnable de la part du QG de Vurondo d'imputer la responsabilité de la mort du Major Ndungo et de Monsieur Nduyi à l'Abbé Honoré qui a toujours été de bonne foi et de mettre sa tête à prix ou celle d'une quelconque autre personnalité du monde*

<sup>1</sup> Communiqué de presse de Mgr. Melchisédech, voir *Les coulisses*, N° 98, 26 sept. - 15 oct. 2001, p.16.

*clérical ou religieux, ou même de mijoter des représailles aveugles contre des innocents.*

*L'Eglise catholique condamne très fermement le meurtre planifié et délibérément perpétré à Kakuva par les éléments du FRL alors que son chef Monsieur Modohu Kukumana Fabien n'a cessé de multiplier les déclarations à la radio et d'écrire des lettres pour dire que son mouvement est pour la libération et la paix de nos deux territoires. Le meurtre perpétré de façon cruelle et sauvage contre le Major Ndungo et Monsieur Nduyi, tous deux inermes, doit être dénoncé par tous ceux qui sont épris de paix comme un crime contre l'humanité.*

*Enfin, nous appelons les éléments du RNL et du FRL et ceux de leurs groupes satellites respectifs) à la tolérance, au dialogue et à la réconciliation dans une franche collaboration avec les autorités chargées de l'administration urbaine, territoriale et provinciale. Nous leur demandons de cesser de perturber la vie et le service dans les paroisses en général, à la Procure et à l'Evêché de Butembo en particulier par les visites intempestives souvent accompagnées des menaces et des réquisitions forcées de véhicules. Nous rappelons à tous l'hymne du SIPA : NOUS VOULONS LA PAIX...*

*Fait à Butembo, le 14/9/2001*

*Sikuli Melchisédech*

*Evêque de Butembo-Beni ».*

Cherchant à anéantir à tout prix son concurrent, Mudohu ne cesse pas ses attaques. La plus fatale de toutes reste celle de novembre 2001. En effet, un commando de 38 personnes investit le maquis de Vurondo aux heures de la nuit. Il disperse à la grenade tous les combattants, décapite la tête de l'épouse de Loloko, tuera une dizaine de miliciens, incendie toutes les baraques et le charroi automobile composé des véhicules achetés et ravis aux Ougandais, aux rebelles du RCD/K-ML et aux particuliers, détruit les appareils de communication, libère les prisonniers du RNL et égorge tous les miliciens du RNL capturés. Au regard de la tactique et des armes détenues, les services du RCD/K-ML soupçonnaient une main de l'ADF ougandais. Le RCD/K-ML s'en mêle rapidement pour déloger à son tour le commando de Mudohu et investit le maquis de Vurondo qu'il se disputera avec Loloko jusqu'à sa mort au début de 2003.

Ayant réussi à faire disparaître son challenger Loloko, la faction de Kukumana Fabien est la seule au Nord-Kivu à avoir la part belle dans le partage du pouvoir qui s'est opéré au Dialogue Intercongolais de Sun City.

Le troisième et dernier argument gravite autour des considérations intra-ethniques. Loloko est Nande de Lubero-Sud alors que Mudohu est de Beni mais de la collectivité de Bashu sociologiquement tourné vers la Ville de Butembo (Lubero-Nord) que vers celle de Beni. De ce point de vue, il a su mobiliser les ressentiments de ses combattants qui demandaient à Loloko de regagner son Luofu natal afin de leur laisser leur contrée (*eneo* en swahili). Ces divisions, comme nous l'avons souligné précédemment, ont été mobilisées depuis la période de la colonisation, en passant par la période de l'indépendance jusqu'à ce jour. Elles jouent énormément dans les enjeux opposant les membres de la communauté Nande tant en politique que dans les autres organisations de la société civile. Il est souvent reproché par exemple à la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA) d'entretenir ses clivages Katwa/Kitsombiro symbolisant Lubero-Sud et Lubero-Nord. Au sein de l'Eglise catholique, "les ressortissants de Jérusalem" (Musyenene, lukanga...) en plus du clivage territorial Beni-Butembo y structurent le partage des avantages matériels (accès aux postes de commandement dans les œuvres sociales de l'église : écoles, hôpitaux...). Il en est de même des clans d'affaires tissés autour des Eglises (Protestante/Catholique), des origines (Lubero-Nord, Lubero-Sud, Beni, villages...), des individus (les plus grands commerçants par exemples). Toutes ces pesanteurs sont intervenues dans les relations entre *Mayi-Mayi*, dans la vision de leur avenir et de leurs rapports à la société.

C'est dans cette optique qu'une certaine opinion a perçu, à travers le rapprochement RNL-RCD/K-ML en 2001, la main de Ndungo Siviri de Mutwanga (Beni) comme celle de Mbusa Nyamwisi. Sous la même optique, les commerçants Nzoli et Kisune ont vu leurs fermes pillées (370 vaches, 400 moutons, 320 chèvres...) par la RNL de Loloko pour deux raisons. La première parce que le commando de Mudohu avait campé dans sa ferme de Kambaila avant l'assaut fatidique susmentionné. La seconde parce qu'ils étaient perçus comme "frères" à Mudohu par le fait de l'appartenance de Kisune aux mêmes collectivité et village que Mudohu. Kisune sera pendant très longtemps pourchassé et s'obligera à payer des raçons sous forme de

condoléances. Et la lettre n°1 fait référence à Kisume (pages 123-124). Ce climat d'insécurité, qui est resté permanent dans les villages environnant Butembo, s'est inscrit dans un entrepreneuriat de type nouveau : rançon, harcèlements monnayables, prises d'otages, coupages de routes..., bref des pratiques observables dans bien des pays du monde aujourd'hui et qui se nourrissent de nouvelles technologies de communication.

En novembre 2003, la Maison Mulumbi de la richissime famille Rangi reçoit une lettre provenant du maquis de Vurondo replié à Liboyo. Un certain Commandant Kambale demande indûment à la famille Rangi de rembourser ses 5.000 dollars pris par Kathembo Rangi pour l'achat des uniformes des *Mayi-Mayi* (survêtements verdâtres communément appelés trainings) et une lance-roquette à Dubaï. Le concerné est menacé d'enlèvement si la famille ne s'exécute pas. La famille sera obligée, à chaque visite, de calmer ces équipes par des "enveloppes", le temps de trouver un refuge pour son fils à Nairobi et saisir les autorités rebelles du RCD/K-ML.

Un autre exemple provient des embuscades sur la route Butembo-Goma. Des réseaux dotés des téléphones satellitaires s'étaient constitués en connivence avec les *Mayi-Mayi* pour piller les marchandises achetées à Butembo et acheminées à Goma. Plus de cent cas ont été recensés au courant de l'année 2001<sup>1</sup> sur le seul tronçon Butembo-Kirumba alors que ceux du Parc National des Virunga généralement attribués aux Interehamwe connaissent bien des complicités dans les milieux des soldats rebelles et étrangers<sup>2</sup>. Des tels cas ont été très nombreux tant chez les *Mayi-Mayi* du nord de la Province que chez ceux du sud-ouest. Ils visaient l'enrichissement sans cause, le gain facile, sous l'idéologie de récupération de ce que les dominants-voleurs-étrangers se seraient accaparés. Cet esprit va servir de leitmotiv à l'exploitation ou au trafic frauduleux des ressources congolaises par un "Congolais pur sang" sans que l'acte soit répréhensible d'autant plus que s'il ne le faisait pas, l'envahisseur étranger s'en accaparerait. Cette

<sup>1</sup> Services de sécurité du RCD/K-ML.

<sup>2</sup> Cfr. notre entretien avec le Capitaine Charles Ndumbi à Kibumba, le 3 mars 2003.

philosophie a poussé bien des jeunes à s'aventurer : destruction de l'écosystème par le braconnage, l'agriculture et l'abattage des arbres dans le Parc National des Virunga (Mayangose, Kilya, Bulongo, Karuruma, Kyavinyonge, Kasaka, Kabasha, Kibirizi...) et dans les réserves forestières. A cela s'ajoutent la quête de partenaires étrangers pour l'exploitation et le trafic des ressources<sup>1</sup>, la contrefaçon monétaire (surtout du dollar américain), le bradage des Francs Congolais entre les zones sous contrôle gouvernemental et les zones rebelles<sup>2</sup>, chasse aux trésors qui seraient cachés dans les bornes et autres fontaines par les colons avant leur départ précipité, fausses matières précieuses<sup>3</sup>, trafic d'armes, stupéfiants et organes humains, etc. Toutes ces pratiques plus criminelles et maffieuses qu'entrepreneuriales (re)structurent l'économie de cette région. L'unification du pays est loin de recentrer cette société dont la dépendance aux pays de l'Afrique de l'Est s'est davantage accrue et surtout dont les mentalités se sont fortement déstructurées. Des études anthropo-sociologiques et géopolitiques peuvent mieux l'illustrer.

Dans la même vision, le féticheur, le docteur, le sorcier, le magicien, l'occulte... bref, l'invisible a pris de l'importance dans les modes de pensée, de socialité et de représentation. Il convient de scruter son intervention dans les rapports entre hommes et dans leurs rapports avec la terre qui a nourri la rhétorique de l'indocilité *Mayi-Mayi*.

### IV.3. DYNAMIQUE DE L'INVISIBLE<sup>4</sup>

L'enchantement du monde n'est pas un exotisme singulier pour l'Afrique dont le retard en matière de développement est souvent cité comme

<sup>1</sup> Voir le récit de Willy Mishiki qui, se faisant passer pour un prince, a annoncé qu'il offrait à un couple dont le mari était un agent de sécurité suisse, une portion de terre à Walikale riche en or et en coltan en guise de cadeau de noces. Voir E. Marendaz, « Willy Mishiki et Kigali vendent Walikale. Le Suisse Jacques Pitteloud reçoit un cadeau embarrassant », in *Les Coulisses*, N° 95-96 du 5 août au 5 septembre 2001, p.16.

<sup>2</sup> La zone sous contrôle gouvernemental a connu une inflation galopante avant 2001 alors que dans les zones sous occupation rebelles et étrangère, la monnaie est restée relativement stable. Jusqu'avril 2001, 1 dollar américain s'échangeait à 240 Francs Congolais au Nord-Kivu alors qu'à Kinshasa il s'échangeait 410 FC. Une année avant, le rapport était de 1 à 3.

<sup>3</sup> Des nombreux trafiquants ougandais sont arrivés à Beni-Butembo pour racheter des anciens réchauds à pétrole qu'importait la défunte société Mines des Grands Lacs (MGL) au profit de ses agents. Une carcasse fabriquée à partir des alliages proches de l'or coûtait 1.000 dollars américains.

<sup>4</sup> Expression empruntée à F. Bernault et J. Tonda, « *art. cit.* », pp.5-16.

cause<sup>1</sup>. Les croyances et débats autour de la magie, de la sorcellerie et des forces occultes se sont de plus en plus actualisées dans la politique, l'économie et même le social à telle enseigne que l'évangélisation catholique et protestante qui les a longtemps fustigé se réinterroge.

La société nord-kivutienne est essentiellement catholique et protestante. L'animisme et l'athéisme sont peu tolérés. Pourtant, avec l'émergence des croyances magiques *Mayi-Mayi*, l'adhésion à ces "croyances sans Eglises ni religions", des "croyances à ma façon"<sup>2</sup>, a été très remarquable tant dans les milieux cléricaux et pastoraux judéo-chrétiens que dans ceux musulmans et autres. L'idée que des balles peuvent magiquement se liquéfier, qu'un combattant bien initié peut mystérieusement disparaître lors d'une embuscade, que des ancêtres et/ou aïeux communiquent une puissance magique à quelques privilégiés aînés docteurs ou féticheurs, que la richesse et la réussite dans tous les domaines de la vie peuvent s'obtenir prodigieusement..., a fortement dominé le système de pensée de la société au Nord-Kivu. Ce qui fait qu'une recherche effrénée du plus grand magicien ou féticheur a hanté les populations : Lubutu, Opienge, Vuholu, Mabalako, Mangina, Batalinge, etc. Tous ces coins réputés en sorcellerie et magie continuent à être prospectés par la multitude des hommes et des femmes en quête de réussite politique, militaire et socio-économique.

Longtemps "périphérisé" par le pouvoir étatique central, régulateur social et protecteur par excellence, et surtout, dans un contexte d'évasion étrangère et de rébellion peu légitimée vécues comme une pure domination, la société nord-kivutienne s'est sentie abandonnée à elle-même. Elle a infiniment recherché sa voie de sortie à sa manière. A la suite d'une série d'interrogations et de paradoxes exprimant la révolte d'une population, le chanteur-chroniqueur nande Mayaya Santa répond à cette angoisse existentielle au rythme du *reggae* : « *ka'muhimbe'ovuhima*<sup>3</sup> » (*reconstruisez*

<sup>1</sup> Idem, p.5.

<sup>2</sup> P. Gumucio, « *art. cit.* », pp.167 et 169-170.

<sup>3</sup> Mayaya Santa, *Ekiangaleka niki ?*, cassette audio.

les temples traditionnelles, siège des mânes des ancêtres). Ci-dessous une illustration de ces interrogations :

**Ekiangaleka niki ?**

1. Ekiangaleka nikiee,  
Ivakutwira kwa matande ?  
Ekiangaleka nikiee,  
Ivakutula okovuno vwawe ?  
Ekiangaleka nikiee,  
Ivakutula okonindo yawe ?  
Ekiangaleka nikiee,  
Ivakura esyo 'nderu syaghu  
S'yahisisee ?  
Ekiangaleka nikiee,  
Ivawkwalia omovyondo ?  
Nyamwisi tami,  
Muvamwitir' ewavoo !

**Refrain**

Uwi, uwi, uwaa ! Kitaniiluma  
Ok'omutima ! (x2)  
Mukavya mutya, ngasimuliko 'ameso ?  
Mukavya mutya, ngasimuliko 'vwenge ?  
Mukavya mutya, ngasimuliko 'amatwe ?  
Ovolovolo v'omuyira ni vwakikwe ?

2. Ekyangaleka nikiee,  
Ivakwitira ewenyu tamiee ?  
Ekiangaleka nikiee,  
Ivalya evyo 'unalya y'ereraya diwa ?  
Ekyangaleka nikiee, nikwa  
imwavya ergavana

**Pour quelle raison ?**

1. Pour quelle raison peut-on cracher sur toi ?

Pour quelle raison peut-on toucher à ta bouche ?

Pour quelle raison peut-on toucher à ton nez ?

Pour quelle raison peut-on traîner ta barbe dans la poussière ?

Pour quelle raison, peux-tu être contraint à t'asseoir dans la boue ?

Vraiment, Nyamwisi a été tué chez lui !

**Refrain**

Uwi, uwi, uwaa ! Je me sens révolté !

Pourquoi paraissez-vous aveugle ?

Pourquoi paraissez-vous idiot ?

Pourquoi paraissez-vous sourd ?

D'où vient cette indolence du Yira ?

2. Pour quelle raison doit-on te tuer chez toi ?

Pour quelle raison doit-on manger ta récolte ?

Pour quelle raison vous ne cultivez que la division ?

La croyance à une tradition de la puissance des morts (ancêtres et aïeux) joue le rôle de légitimation de la violence dans une société prédisposée au goût de la vie et hantée par la peur de la perdre. Une symbolique de la légitimation de la violence s'est tissée à partir des maximes réappropriées par les *Mayi-Mayi* comme « *Avoir peur de tuer et laisser tuer est plus pire que tuer* », « *Un peuple ne peut communiquer avec ses ancêtres qu'à partir de sa terre* », « *Les ancêtres n'interviennent que pour un peuple qui ne les a pas oubliés* », etc. Ce qui taille une place considérable aux protecteurs de la terre

et aux dépositaires de la coutume qui se recrutent pour la plupart parmi les chefs coutumiers et les féticheurs.

Hier perçu comme relevant du domaine diabolique, la magie et le fétichisme jouent aujourd'hui un rôle social important par un soulagement psychanalytique chez certains Congolais qui ne savent pas à quel saint se vouer, et surtout face à l'épuisement du politique. Ce qui fait que les mots d'ordre des *Mayi-Mayi* sont somptueusement respectés par la population : par exemple, ne pas manger de viande ou tout fruit ayant la forme d'une grenade ou d'une mine en prévision de leurs attaques sous peine de se prédisposer aux balles, accueillir un *Mayi-Mayi* en débandade ou pendant les attaques et profiter ainsi de sa protection magique... Ainsi, en partie sur base de ces croyances, les miliciens ont-ils bénéficié de la complicité des populations locales pendant les batailles.

Paradoxalement, c'est aussi sur base de ces éléments que les représailles des forces adverses et étrangères se sont toujours abattues sur des paisibles citoyens afin de les décourager de sympathiser avec les *Mayi-Mayi*. Autant elles causent des pertes en vie humaines, autant elles poussent ces populations à la vengeance qui gonfle les rangs des *Mayi-Mayi*. Ce cycle est interprété ci-dessous par le chanteur-chroniqueur nande Mayaya Santa en référence aux massacres des populations de Butembo et Beni en février et avril 1998 par les FAC – identifiées comme Katangais et Tutsi – à la suite des incursions *Mayi-Mayi*. Lors de ces massacres, les populations civiles ont été considérées comme les principaux complices des *Mayi-Mayi* et séquestrées dans les maisons pendant quatre jours.

### *Ekyangaleka niki na ?*

1. *Ah ! Ah ! Ah ! (x2)*  
*Ngakw'ovuliye ngalevaya evyavirilava,*  
*Kangalira kutsivu ngalangira evyavirilava*  
*Munavwiree !*  
*Ibwa ng'wire'ovuva ng'alekanaya evikasa.*

### **Pourquoi vraiment ?**

1. *Ah ! Ah ! Ah !*  
 J'ai pitié en réfléchissant sur le passé ;  
 Je pleure davantage aujourd'hui en  
 scrutant l'histoire !  
 J'ai davantage peur en me représentant  
 l'avenir.



*Mwamavya isimulimwataminyā,  
Ekyavere nganiki nivuliye amee !*

### Refrain

*Ah ! Ah ! Ah ! (x2)  
AvanyaKulu kyan'ekiliro,*

*AvanyaMutsangae  
Ambutukahingana naki ?  
AvanyaMutiri ambu  
Kotwatwire luandi ?  
AvanyaSaba vati k'okyavere niki ?*

*AvanyaKalemire vati lerelero amee !*

*Vamaenda vutsirilaghae,  
Kiro kiryae, katwamaherya'avanae! (x5)*

*Uti ukalira omwana waghū,  
Ivakulisya emisoni yaghū !  
Vavikera omwana waghū,  
Ivakulisy'emisoni yaghū !  
Ngoko vakanaker'embuli,  
Avana vetu vakerwa ivaneho !  
Dakadaka avangi sivaviee !  
\*Vasira hay'avae mukama ?  
Avakakwimirayak'omukali waghū ighuneho !*

*Avakakwimiraya k'omwali waghū ighuneho !*

*\* Vasira hayi avae papa Deo?  
Avakakera omwana waghū ighuneho!*

*\* Vaneghay'omukali ivamukolako ekingahae,*

*Vaneghay'omumbesa ivamukolako ekingahae,*

*Vaneghay'omukekulu ivamulusyak'okitso kiwe,*

*Vaneghay'omulume ivamukolako ekingahae.*

*\* Kama ni mwisho, ni mwisho !  
(...)*

Si vous êtes dans l'ignorance de ce qui a prévalu, c'est vraiment pitoyable !

### Refrain

Ah ! Ah ! Ah !  
Les résidents de Kulu ne font que pleurer,  
Les résidents de Mutsanga s'interrogent sur ce qu'ils payent.  
Les résidents de Mutiri se disent :  
« Quel mauvais sort ! »  
Les résidents de Saba disent :  
« Qu'est-ce qui prévaut ! »  
Les résidents de Kalemire se disent :  
« C'est effroyable ! »  
Ils sont partis sans dire au revoir,  
Nous avons perdu les enfants ce jour-là ! (x5)

Aux moindres pleurs, on te fait boire tes larmes !  
Ayant égorgé ton fils, ils te font avaler tes propres larmes !  
Nos enfants ont été égorgés comme des agneaux !  
Dakadaka, il ne faut jamais être seul !  
\*Mon Dieu, d'où sont venus ces gens ?  
Ceux qui violent ton épouse sous tes yeux !  
Ceux qui violent ta fille sous tes yeux !

\*Papa Deo, d'où sont venus ces gens ?  
Ceux qui égorgent ton enfant sous tes yeux !

\*A la rencontre d'une femme, ils la violent,  
A la rencontre d'une fille, ils commettent une gaffe,  
A la rencontre d'une vieille, ils jettent sa canne,  
A la rencontre d'un homme, ils commettent un forfait.

\*Tant pis si c'est la fin de la vie !

Par ailleurs, l'idée que certaines nations de l'Asie, que fréquente beaucoup l'élite de cette partie du pays, ont réussi leur décollage économique par le fait de la valorisation de leurs religions traditionnelles sans

nécessairement rejeter les valeurs positives des croyances religieuses étrangères, accable ces milieux qui ont encore des souches du *kitawalisme*, des sociétés secrètes et d'autres mouvements religieux syncrétiques comme le *s'umukenge*, *Bagorozi*, etc. Le règne de la *néo-magie syncrétique* s'affirme de plus en plus comme élément et conséquence de la mondialisation. Il ne s'agit pas de reproduire intégralement les religions anciennes ; mais de les réinventer pour les besoins sociaux d'aujourd'hui tout en y intégrant les éléments et pratiques d'autres communautés. Tel est le cas du fameux baptême (eau magique) qui puise plus dans le passé Simba et plus particulièrement chez les Bembe du Sud-Kivu, les prises d'otages actuellement mondialisées, etc.

Il est de ce fait clair qu'en plus des pasteurs, prêtres et cheiks dont le rôle social connaît une montée fulgurante ces quinze dernières années, les féticheurs, les *docteurs* et autres magiciens symbolisent des nouveaux sites d'autorité sur la société. Dans la refondation de l'Etat et même les prochaines élections, ils ne manqueront pas de jouer un rôle important tant de la part des candidats en quête de succès que des populations en quête d'équilibre sociétal. Outre qu'ils réveillent des vieux conflits de pouvoir dans leur tentative de revalorisation des pratiques autour des Bami, ils sont aussi à la base de la réapparition, des disparitions humaines alimentant sûrement les sacrifices humains d'un autre âge et les trafics des organes humains en vogue actuellement en Afrique et dans le monde.

L'invisible occupe de ce fait une place elle-même assez mythifiée qui mérite une investigation plus fouillée. Cette réalité est autant vraie en politique et qu'en économie. Il met à son service les religions et croyances instituées dites traditionnelles. Prêtres, prophètes, diacres, pasteurs, évêques... se disent *Mayi-Mayi* et leur prêtent des arguments<sup>1</sup>. Il en est de

---

<sup>1</sup> Le 8 août 2003, dans une discussion au CEP avec un *Mayi-Mayi*, il nous a demandé de lire nos Bibles dans Corinthiens I :28-29 pour y retrouver le fondement de sa lutte. Des tels exemples abondent où des « hommes de Dieu » justifient les croyances et pratiques *Mayi-Mayi*. C'est le cas du Révérend Pasteur Kasangadjo Chuma, trésorier du Mouvement des *Maï-Maï* Congolais pour la Révolution à l'Africaine (MCRA), un parti politique *Mayi-Mayi*.

même des acteurs politiques<sup>1</sup>, qui, outre le recours à la garde rapprochée constituée de ces "sorciers *Mayi-Mayi*", tiennent à se les approprier dans les enjeux futurs. C'est le cas de la composante ex-gouvernement, du RCD-Goma, du RCD/K-ML qui chacun, contrôle ou cherche à contrôler l'une ou l'autre faction *Mayi-Mayi*. Une telle configuration rend difficile les relations entre elles et hypothèque la sécurisation du Kivu. Nous le verrons après le point ci-après consacré à la justice et son instrumentalisation dans les logiques du profit et du gain facile.

#### IV.4. DE LA QUETE DE JUSTICE AUX ENCLAVES D'IMPUNITE

L'histoire du Nord-Kivu se confond avec les conflits et les violences qui ont marqué son parcours. Souvent consécutives aux procès iniques et à la dualité du régime foncier, ces violences se sont imposées comme le recours ultime face au déficit – mieux à la démission de l'Etat. Problèmes fonciers interminables, traitements dégradants des travailleurs incapables de revendiquer sans violence leurs droits durant des années, saisies et expropriations illégales... bref, la quête de justice a constitué une des grandes motivations de l'enrôlement des hommes et des femmes de tout âge dans les rangs des milices.

Ce domaine a donc été l'un des plus importants dans la structuration des *Mayi-Mayi*. Dans son organisation, le chef de faction, son féticheur dit *docteur* et les principaux commandants constituent les principales instances. L'administration de la justice dépend de leur volonté, de leur compréhension du problème et parfois de leurs relations avec les justiciables.

De même, le régime des sanctions et des amendes, très aléatoire, dépend plus du standing des justiciables et des besoins des chefs *Mayi-Mayi* et de leurs factions. Ces amendes consistent en des vaches pour les propriétaires ou gardiens de fermes, en coltan ou or pour les exploitants ou

<sup>1</sup> Le cas de F. Lumumba qui s'est fait baptisé à Vurondo par Loloko lors de sa médiation dans la délivrance des otages thaïlandais en juillet 2001.

trafiquants, des chèvres et autres vivres pour les agriculteurs, en argent (dollars) pour tout le monde, en véhicules ou tout autre matériel roulant, en séquestration ou expéditions punitives accompagnées de la destruction et du pillage des biens, etc. Ce semblant d'appareil judiciaire qui se recoupe, à bien des égards, avec les pratiques de la justice populaire Simba des années 1960, se termine souvent par des exécutions sommaires et des règlements de compte. Comme dans le vocabulaire nazi, on dit que la personne condamnée à la peine de mort va "prendre bain" (*erinava* en kinande, *kunawa* en swahili). Cette "peine capitale s'exécute par égorgement et mutilation, asphyxie, enterrement vif et rarement par fusillade. Les pratiques des cachots souterrains et des trous remplis d'eau empruntées aux Ougandais sont réservées à ceux qui attendent leur jugement.

Si à travers ces cachots et surtout l'humiliation que subissent certaines personnes supposées dominantes, quelques individus – surtout le petit peuple – ressentent le sentiment d'une certaine justice, ce sont les amendes et parfois même la corruption qui intéressent les "commandants justiciers". C'est l'exemple de l'affaire de la concession abritant l'Université adventiste de Lukanga. Alors que Lukanga était encore un petit village, Monsieur Alphonse Amuli vendra à vil prix sa concession aux missionnaires américains de l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> jour. Une école secondaire y sera implantée quelques années après. Avec le génocide rwandais, l'Université de Mudende appartenant à la même église sera fermée et ses activités seront transférées à Lukanga. Une Université gracieusement financée par l'Amérique sera érigée sur cette concession non enregistrée au service des titres fonciers. Au déclenchement de la guerre d'août 1998, Monsieur Alphonse Amuli réussira à se faire recruter comme féticheur d'une des factions du commandant Mudohu mais sous le commandement direct de Wamwanye. Il assurera aussi le recrutement de tous ses fils.

Entre avril et août 2001, il initiera une action en justice Mayi-Mayi contre l'Université Adventiste de Lukanga auprès du Commandant Wamwanye qui exigera le déguerpissement pur et simple de l'Université accusée d'avoir elle-même abritée beaucoup de rwandophones. En attendant

l'exécution de ce jugement, les autorités de l'Université se feront plusieurs fois rançonnés par les combattants. C'est alors que l'Université "fera appel" à l'autorité suprême de ce mouvement qui, à l'occasion, sera soudoyée par l'église pour maintenir l'Université sur cette concession. En août 2001, un jugement sera prononcé à l'issue d'un procès où le plaignant sera menacé de mort par son commandant suprême. Il sera obligé d'accepter la somme de 1.000 dollars en guise de dédommagement à la suite de la destruction de son *vuhima* (temple traditionnel) par les militaires du RCD/K-ML à la demande de l'Université.

D'autres pratiques de monnayage de cette "justice" *Mayi-Mayi* consistent à s'immiscer dans des procès en cours dans les zones sous contrôle des rebelles. Elles consistent soit à faire des menaces ou alors à donner des injonctions qui fléchissent la position du juge ou même de l'avocat. Elles conduisent aussi à saccager les bureaux afin de faire disparaître les éléments du dossier ou alors à libérer les prisonniers. Ci-dessous une illustration de cette ingérence qui, souvent, est monnayée :

#### ***Correspondance N° 4 : Dossier Katsuva Kitsungu contre Katovya Kalibo***

*« Monsieur le Maire de la ville,*

*J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai reçu ce jour en audience le nommé Katovya Kalibo, cultivateur résidant à Matembe dont les doléances sont contenues dans le dossier dont je vous transmets les pièces en annexe.*

*En effet, l'étude du document « acquisition conciliative » établi par la chambre de conciliation de la Commune Kimemi en date du 6/9/2001 renseigne que l'affaire s'est bien terminée, d'autant plus qu'il y avait déjà eu l'acte de conciliation établi le 3/3/2001 par les famille.*

*On doit dès lors se demander ce que vient faire ici le Tribunal de grande instance du Nord Kivu (sic) dont le rôle devait consister à homologuer la volonté exprimée par ces divers actes de conciliation.*

*Je dois par ailleurs exprimer ici ma surprise de constater que le Conservateur des titres Immobiliers se plaint (sic) encore à délivrer des certificats d'enregistrement sans se conformer à la législation en vigueur, ce qui engendre des conflits fonciers interminables qui troublent la paix sociale.*

*Je vous demande enfin de me tenir au courant de la solution que vous aurez trouvé (sic) à ce dossier.*

*Le Chargé de Mobilisation, Paix et Justice*

*Tambwe Ngandu Roger »<sup>1</sup>*

En outre, des simples vengeances n'ayant parfois de fondement juridique ont été trafiqués sous le fait de la solidarité d'armes entre miliciens. C'est à ce stade que ce mouvement qui a incarné l'alternative d'une justice plus juste, est devenu imprévisible, quelque peu aléatoire et entre les mains des jeunes drogués dominant la société à leur tour. En voici quelques preuves à travers deux correspondances :

#### **Correspondance n° 4 : Convocation**

*« RDC  
DIVISION SPECIAL  
MAJI-MAJI  
VURONDO/VIHYA  
P.C. RWAHWA*

*Mutia Mapendo,*

*Vous êtes invité calmement ici au P.C. Rwahwa. Vous êtes obligé de venir vous exprimer pour ne pas avoir la calamité.*

*Motif :*

*Pour vous exprime (sic), pourquoi vous avez dessus (sic) votre première amie ou FIANCE.*

*Et nous vous évitons (sic) le vendredi le 9 mars 2001 ici à RWAHWA P.C. et ci (sic) vous n'arrivé (sic) point ; Nous sommes capable (sic) de venir vous envahir là chez-vous.*

*Bonne compréhensions (sic),*

*Commandant P.C. MATHE »*

#### **Correspondance n° 5 : Vengeance et menace**

*« Butembo. Kitatumba. Le 26-3-2001  
Burondo*

*Mimi niliyevunja kuni yako ya Kangote.*

*« Butembo. Kitatumba. Le 26-3-2001  
Burondo*

*C'est bien moi le bûcheron qui a coupé pour toi le bois à Kangote.*

<sup>1</sup> Lettre N° 75/RNL/QG/VV/MPJ/2001 du 26 octobre 2001.

*Basi na sijui kama unatuwazia nini,  
na unapenda ukule nguvu ya nyumba mzima  
bure. Basi kufuatana na ile ikanisumbua sana  
tena sana. Na ikanituma niende kazi ya jesi  
Vurondo. Juu ya kaoneo, kazarao yako!  
Basi unatutia ndani ya talo yako wewe.  
Kusema utakuwa na kula nguvu ya watu  
Bure.  
Ole kwako na matabishi yako iko tu!*

*Kama wewe ni Kasaye kama wewe ni nani,  
mimi sikasaye, na sema tena mimi sikasaye.*

*1. Mimi ni muntante. Kweli muntante alikuwa  
wa mwisho katika engine makabila, na  
walimwonea sana, sana. Kumaliza miezi  
mbili ospitalini, juu ya buchoko mingi.*

*2. Mze akaumiza kule mtoto, ukampa franga*

*ukasema zile ni zake.*

*3. Maman akaenda bebea kuni kubalabala.*

*4. Tena ukaambia mzee wa kuunguzie furu  
yako ya brice, akatuma kule mtoto yake  
ukapana mbuzi kwa wengine, wakamwima.*

*Basi ni kaoneo ile ni kazarao. Na ika ni  
Sukuma niende Vurondo.*

*Ile dznifu dina*

*Na ile bene ni zile zilibebaka zile kuni.*

*Na kama unapenda ukule zile nguvu  
Zote bure basi ni wewe utajuwa ile.  
Uji funze kwa vile vyote. Mimi hapa  
Na kupatia dele ya siku ntafika  
pale kwako. Na ntafikaka pale na  
umetafuta 50\$. Kama unatafuta umoja.*

*Na ntafikaka pale kumwezi wa ine.*

*Mimi peke. NA YOTE NI ILE. SINA  
MINGI YA KUSEMA.*

*Na kama ungali na kazarao yako !*

*Tutaona kama ni nini nto iko.*

*Kama uko dume, tutaona. Yote ile.”*

Je ne sais pas ce que tu penses pour moi ou si tu ne veux pas payer la force de travail de toute une maison. C'est ce qui m'a fortement dérangé et m'a poussé à m'enrôler à Vurondo. C'est à cause de ton dédain et de ton orgueil! Tu nous fous au talon. C'est dire que tu ne veux pas payer la force de travail.

Malheur à toi, ta récompense est réservée !

Que tu sois Kasaien ou autre chose, Je ne suis pas Kasaien et je le repète, je ne suis pas Kasaien.

1. Je suis Nande. Le Nande était le dernier d'entre toutes les ethnies, et il a été fortement humilié

J'ai passé deux mois à l'hôpital à cause de la fatigue.

2. L'enfant a été blessé par le vieux et tu lui as donné l'argent en disant que c'est pour lui.

La maman est allée transporter le bois à la route principale.

4. Ensuite tu as demandé à mon père de cuire tes briques dans le four et tu as donné une chèvre à son groupe qui l'a exclu du partage.

C'est une grave humiliation qui m'a poussé à m'enrôler à Vurondo.

Ce sont le camion Mercedes 1924, la Camionnette Dyna et la benne qui ont transporté ce bois de chauffage.

C'est à toi de savoir si tu ne vas pas payer cette force de travail.

Examine cette situation. L'échéance c'est mon arrivée chez toi.

Il faut avoir 50\$ si tu veux l'unité.

Je viendrai seul au mois d'avril.

C'EST TOUT, JE N'AI PAS BEAUCOUP A DIRE.

Et si tu es encore dédaigneux !

On verra ce qu'il y aura.

Si tu es un homme on s'affrontera.

C'est tout. »

Les "eneo" (enclaves) – souvent périphériques – occupées militairement par les *Mayi-Mayi* ont été bel et bien administrés vaillamment que

vaillable par eux. Si l'autorité coutumière a été théoriquement respectée, tout dépendait souvent de sa collaboration ou pas avec les occupants de sa circonscription ou tout simplement des matières à traiter. Certains ont été carrément sacrifiés parce que les combattants cherchaient à marquer le changement. C'est le cas du notable Kitoyi de la localité de Kikoma, groupement de Vukenye, décapité mi-2001 par le cruel Commandant Wamwanye du groupe de Mudohu.

Si parfois, dans leurs jugements, les commandants *Mayi-Mayi* ont à prendre des mesures répondant aux besoins du petit peuple<sup>1</sup>, ces mesures ne sont venues que se superposer sur les nombreux jugements contradictoires. Le Nord-Kivu, loin de voir ses problèmes résolus, les a compliqués davantage. Le retour à un Etat normal, mieux un Etat de droit, souvent perçu comme une occasion de renversement des rapports de force et favorable aux plus grands, aux étrangers, n'augurera pas d'une sécurisation et d'une pacification. Si au nord de la Province les occupants anarchiques des fermes, réserves forestières et parcs nationaux seront sûrement déguerpis, au sud-ouest le retour des réfugiés et déplacés Hutu, Tutsi, Hunde, Nyanga après des nouvelles transactions (bazardage, locations, gardiennage...) dictées par l'insécurité conduira davantage à des interminables contestations qui risquent de remettre la Province au recommencement du cycle de conflits violents qui ont donné naissance aux *Mayi-Mayi*. La justice constitue un des défis majeurs de la période post-conflit en R.D.Congo tout autant que la mise en place des structures politiques et la course vers les élections. La situation est d'autant plus délicate que la démobilisation de ces nombreux miliciens, dispersés et presque ignorés par le partage du pouvoir entre les principaux acteurs de la guerre et d'autres nouveaux politiques à l'instar des activistes de la société civile, ne semble pas se faire d'une manière responsable. L'échec de leur organisation politique en une force unique au niveau de la politique nationale risque d'être plus fatal pour la nation. Examinons comment évolue ce processus dans la section suivante.

---

<sup>1</sup> Cas de la récupération de certains terrains qui ont été spoliés par les fermiers dans le Mwenye autour de Butembo. C'est l'exemple des concessions de Mbanga, Kahehero... autour de la ville de Butembo.



#### IV.5. DE LA GUERRE A LA POLITIQUE : UN PARTI POUR UNE MEME LUTTE

Nous l'avons dit ci-haut, la lutte *Mayi-Mayi*, bien que se réclamant d'une même cause – occupation et domination étrangères – a eu à se faire dans une grande autonomie des factions. La cessation officielle des hostilités et l'amorce des négociations ont été très éprouvantes pour les différentes factions. Du Nord-Kivu au Nord-Katanga en passant par le Sud-Kivu et le Maniema, les *Mayi-Mayi* ont tenté de se faire remarquer pour représenter leurs pairs aux négociations de Sun City qui ont consacré le partage des responsabilités entre les principales parties.

Dès le départ, à la signature de l'Accord de Lusaka en juillet 1999, les *Mayi-Mayi* ont été ignorés. Assimilés par leurs adversaires et une certaine opinion internationale à ceux qui ont été génériquement appelés forces négatives, ils réussirent à se faire reconnaître comme protagonistes réguliers dans la guerre congolaise à l'occasion du Dialogue Intecongolais de Sun City.

Sans une grande ouverture à la communauté internationale extérieure et surtout, souvent sans même une représentation légitime à Kinshasa la capitale, le contact avec le comité de facilitation du dialogue intercongolais se fera plutôt à travers d'autres forces comme la société civile, le gouvernement de Kinshasa, le RCD/K-ML, le RCD-Goma, etc. Chacun de ces acteurs cherchera à se les inféoder. D'où, pour le Nord-Kivu, c'est principalement le groupe Tembo du général Padiri qui arrivera à arracher le gros de leur représentation à ce dialogue<sup>1</sup>. C'est en vain que la société civile dite du Grand Nord et le RCD/K-ML tenteront d'obtenir la représentation des *Mayi-Mayi* du nord de la Province.

---

<sup>1</sup> Il s'agit dans l'ensemble de Anselme Enerunga, Raphaël Luhulu, Yaka Swedy Kosco, Elias Mulungula Hobigera Nalwindi et Mbilizi Piko.

La participation des *Mayi-Mayi* à ce forum ne sera pas très remarquable. Ils ont été emballés dans des alliances qui ont débouché en avril 2002 à la signature d'un premier accord qui a généré ce qui a été appelé le « camp de la patrie » regroupant le Gouvernement de Kinshasa, le RCD/K-ML, le RCD/National, la société civile, les *Mayi-Mayi*, une bonne partie de l'opposition non armée et le MLC. Les *Mayi-Mayi* ont tenté, par moment, de radicaliser le discours autour des questions foncières, minières et forestières mais sans leur donner une grande envergure. La promulgation du code minier, par exemple, avant les négociations de Sun city par Kinshasa leur coupait l'herbe aux pieds. Par ailleurs il se révélera, après les 38 premières résolutions, que la priorité n'était pas de statuer sur les options sociales et économiques du pays mais bien le partage du pouvoir.

La signature de l'accord final dit global et inclusif, qui a connu le retour du RCD/Goma, de l'UDPS et d'autres forces sociales qui leur étaient alliés, se fera sans beaucoup de considérations sur les revendications habituelles des *Mayi-Mayi* : terres, occupation et pillages des ressources, nationalité, etc. Plus qu'au début de la guerre, les Tutsi contestés accèderont massivement à des plus grands postes de responsabilité dans la politique du pays (Vice-président, Ministres, députés, Commandants militaires...).

Le partage des postes politiques viend davantage diviser les *Mayi-Mayi*. C'est la composante ex-Gouvernement de Kinshasa qui se mêlera beaucoup plus du partage de leur quota. Si dès le départ la faction du général Padiri du Sud-Kivu a été privilégiée par la Présidence de la République, la mainmise s'est étendue sur ceux du Katanga. C'est pourquoi les rapports restent tendus entre le Chef de l'Etat Joseph Kabila et la plupart de factions *Mayi-Mayi*.

En conséquence, à la fin de l'année 2002, un groupe des *Mayi-Mayi* du Nord-Kivu et du Maniema est incarcéré à Lubumbashi à la suite de la manifestation de leur mécontentement après une entrevue avec Joseph Kabila. Le Chef de l'Etat était accusé par ces *Mayi-Mayi* de privilégier certaines

factions dans la répartition des avantages alors que d'autres l'accusaient de leur imposer des candidats à des postes de responsabilité. Comme paradoxalement, ainsi que le témoignent certains lieutenants de Padiri, le cas de Anselme Enerunga, imposé à leur Chef pour le poste de Ministre de l'environnement et dont la démission est jusqu'à ce jour réclamée<sup>1</sup>. certains lieutenants de Padiri qui l'accusaient de lui avoir imposé le. Les mêmes revendications ont été faites le 19 mai 2004 par les *Mayi-Mayi* du Katanga<sup>2</sup> qui estimaient que le Chef de l'Etat avait désigné le Dr. Ngoy Kisula qui n'était connu et reconnu par aucune faction de cette Province.

Les querelles de cette faction actuellement à la remorque de l'ex-composante gouvernement restent vivaces. Sans une coordination susceptible de canaliser les ambitions politiques de ses membres, elle se divise à chaque enjeu. Septembre 2003, un groupe *Mayi-Mayi* portant ses allégeances à Mbagira (ancien diplomate de la RDC en Egypte) tente de lancer un premier parti politique susceptible d'unifier la lutte *Mayi-Mayi* : le Parti des Nationalistes *Maï-Maï* (PANAM). D'autres partis comme le Parti pour la Résistance (PRM), Mouvement des *Maï-Maï* Congolais pour la Révolution à l'Africaine (MCRA)... suivront. En avril 2003, un groupe s'auto-proclame coordination nationale et affirme avoir l'aval du Général Padiri. De par l'ampleur de sa lutte et surtout grâce à ses bonnes relations avec la composante ex-Gouvernement depuis Laurent-Désiré Kabila, le Général Padiri s'impose comme le chef *Mayi-Mayi* le plus important. Ci-dessous un communiqué de l'assemblée constitutive de cette coordination nationale :

*« Le mouvement Maï-Maï porte à la connaissance de la communauté tant nationale qu'internationale de la création de sa coordination nationale, organe exécutif chargé de gérer et défendre ses intérêts globaux ; notamment politiques, militaires et sociaux.*

*Cet organe a été institué à l'issue de sa 1<sup>ère</sup> assemblée générale du 13 avril 2004 réunissant tous les chefs de guerre de principaux axes opérationnels, députés, sénateurs et membres des institutions citoyennes issus de l'entité Maï-Maï sous la direction du général Padiri-Bumenda.*

<sup>1</sup> Affirmation de Michel Bisimwa (Vice-Président CRONGD Sud-Kivu et se présentant comme Conseiller politique et diplomatique du Général Padiri) lors de sa conférence sur le sens de la lutte des *Mayi-Mayi* au Centre d'Etudes Politiques à Kinshasa, le 8 août 2003. Voir aussi une déclaration du MCRA dans *L'Observateur* du 25 mai 2004.

<sup>2</sup> Information captée sur la *Radio Top Congo* à Kinshasa, le 19 mai 2004.

*A cet effet, la coordination Maï-Maï publie sa structure et ses animateurs de la manière suivante :*

1. *Coordonnateur national : Norbert Tambwe Muziri*
2. *Coordonnateur national adjoint : Kakule Sikuli Lafontaine*
3. *Secrétaire exécutif national : Mubengwa Mustafa*
4. *1<sup>er</sup> Secrétaire exécutif national adj. : Kampasa Masumbuko Elie*
5. *2<sup>ème</sup> Secrétaire exécutif national adj. : Bihingo Louis*
6. *Trésorier national : rév. Kasangadjo Chuma*
7. *Trésorier national adj. : Kisangani Milingani*
8. *Rapporteur : Me Sylvanus Mushi Bonane*
9. *Rapporteur adj. : Amisi Panga Panga*

*Par ailleurs, la Coordination du Mouvement Maï-Maï donne des précisions suivantes :*

1. *Il n'existe pas à ce jour un parti politique initié par le Mouvement Maï-Maï. Aucune personne, aucun groupement politique de certains Maï-Maï ou non, comme le Mcra, Panam, Prm... ne peut sous un quelconque prétexte se prévaloir d'initiative du Mouvement Maï-Maï.*
2. *La coordination du Mouvement Maï-Maï pourvoit pour les membres des axes Walungu-Bukavu dénommé « Mundundu 40 » (sic) et le Nord-Katanga.*
3. *Désormais, seule la coordination du Mouvement Maï-Maï est investie de pouvoirs d'engager le Mouvement.*

#### **POUR LE MOUVEMENT MAÏ-MAÏ**

**Norbert Tambwe Muziri**  
**Coordonnateur National.»<sup>1</sup>**

Ce groupe est aussi dénoncé par Marcel Munga, cousin et successeur désigné officiellement par le Général Padiri. Nous dirions donc que si la lutte militaire a beaucoup divisé les *Mayi-Mayi*, la lutte politique paraît plus périlleuse surtout avec l'interférence des faux *Mayi-Mayi* et d'autres composantes ainsi que les logiques de la survie. En janvier 2004 par exemple, le commandant *Mayi-Mayi* Vita Kitambale arrive à Beni pour remettre des grades militaires (FDRC) aux combattants *Mayi-Mayi* cantonnés à Mangango. C'était en prévision des éventuels grades que Kinshasa allait leur reconnaître. Une révolte qui se soldera par son arrestation se déclenche quand les miliciens *Mayi-Mayi* apprennent que Pierrot, homme d'affaires assez connu sera élevé au grade de colonel alors qu'il n'était impliqué en rien dans les mouvements *Mayi-Mayi*. Par contre, il était plus proche des milieux politiques du RCD/K-ML.

<sup>1</sup> « Le mouvement Maï-Maï crée une coordination nationale », in *Le potentiel*, N° 3103, Mardi 20 avril 2004, p.17.

Si l'échec de la réunification des mouvements armés *Mayi-Mayi* en un unique mouvement politique susceptible de se convertir dans la lutte démocratique privilégiant la légalité à l'arbitraire est nuisible à l'avenir des commandants *Mayi-Mayi*, son incidence sur la sécurisation des milieux ruraux de l'Est de la RDC est hypothéquée. Un arbitrage des structures accompagnant la transition s'impose.

De même, la démobilisation et la réintégration des combattants *Mayi-Mayi* ou même leur intégration dans l'armée unifiée ne semble plus efficace. La proclamation de la fin de la guerre à Kinshasa risque de rendre impossible la campagne électorale, la participation de tous à cette compétition politique et par conséquent cette situation pourra remettre le pays dans le giron des manipulateurs extérieurs qui justifient leurs intérêts par le désordre interne au Congo. L'organisation politique des *Mayi-Mayi* et leur soumission aux règles du jeu communes au pays est une priorité pour l'avenir de la RDC.

## CONCLUSION

Cette dissertation a porté sur les milices *Mayi-Mayi* plongées dans le tourbillon des conflits et violences au Nord-Kivu. Il s'est agi d'un questionnement portant sur les logiques de ce phénomène "expliqué par des facteurs" désignés comme causaux mais dont les processus, les jeux et les contradictions des acteurs sont restés ignorés. Nous avons voulu, en paraphrasant Ladrière, cerner la *raison des causes* des *Mayi-Mayi*.

A titre d'hypothèse, tout en prenant en compte les déterminants subjectifs des acteurs dans les contradictions foncières, économiques et identitaires, et suivant, d'un esprit alerte, les principaux acteurs des conflits violents ayant généré et entretenu les milices *Mayi-Mayi*, nous avons préalablement affirmé que leurs logiques existentielles procéderaient des contradictions historiques globales. L'enchevêtrement de celles-ci avec les contradictions sociales locales auraient généré l'*anétatisation*, les nouvelles formes de mercenariat et la *néo-magie syncrétique* qui ont nourri le phénomène de *Mayi-Mayi*.

Notre démarche méthodologique, sous-tendue par la théorie du matérialisme historique, a mis à profit les principes de l'Histoire immédiate dont les richesses en période de crise au Congo ne sont plus à démontrer. Nous avons mis à son service la technique documentaire, l'analyse de contenu, l'observation directe, les témoignages et les récits de vie.

En quatre chapitres, nous avons successivement construit notre grille d'analyse et circonscrit les aires des *Mayi-Mayi*, retracé leur sociogenèse, exploré leurs émergence, évolution et jeu d'alliances dans les deux guerres, et enfin, examiné la société nord-kivutienne dans ses rapports dialectiques avec les logiques de la rente qui ont traversé les violences.

Quatre principaux axes structurent les principaux résultats qui confirment les hypothèses de nos investigations :

i) Tout en s'affirmant historiquement comme relevant des contradictions structurelles du Congo et du Nord-Kivu facilitées par la présence en Province des souches des rébellions nationales antérieures (1960-1969 et 1986-1994), la crise de l'Etat, l'excentrement et la satellisation des contrées provinciales entières, le phénomène de *Mayi-Mayi* s'est structurée après juillet 1994 – date de l'afflux des réfugiés rwandais au Congo. Sans tomber dans la simplification qui présente les choses en termes de "contagion d'origine rwandaise", soulignons que les pratiques et la "professionnalisation" des *Mayi-Mayi*, domestiquant les violences d'origine privée, se nourrissent à la fois de crises rwandaises, ougandaises et, toutes proportions gardées, burundaises. L'émergence et le développement des milices *Mayi-Mayi* sont ainsi à replacer dans les jeux et enjeux locaux qui partent d'un passé indocile ayant connu les Vihokohoko, les Kitawalistes, les Simba, les Wakombozi du PLC, LDC, MPT... des années 1980, mais aussi du débordement des crises ougandaises et rwandaises voisines, ou tout simplement de leur représentation et vécu dans le chef des populations locales.

ii) La reconfiguration géopolitique en Afrique centrale et interlacustre, symbolisée par l'arrivée de l'Ougandais Kaguta Museveni, marque une deuxième étape dans cette marche historique jonchée d'insatisfactions sociales, économiques et politiques face au régime Mobutu ayant survécu grâce à son positionnement dans la guerre froide. La lutte de leadership, à laquelle l'Ougandais Museveni va se livrer à la chute du régime Habyarimana au Rwanda et à la suite de la déstabilisation militaire de la RDC, cristallisera les effervescentes contradictions locales séculaires. Le Nord-Kivu va alors servir de microcosme à cette reconfiguration de la géopolitique régionale qui n'est pas moins à saisir dans les contrecoups de la mondialisation dont les manifestations économiques restent perceptibles à travers les pillages des ressources, le ressentiment de dépossession socioculturelle et territoriale, etc. Et comme pour parachever cette idée de spoliation, l'*anéâtisation* de l'espace territorial plus manifeste avec la guerre qui débute en août 1998 vient soustraire le Nord-Kivu du contrôle de

Kinshasa. Pour la circonstance, un engagement politique violent des populations civiles locales à travers les milices comme les *Mayi-Mayi* sera plus vigoureux. L'orientation de cet engagement passait d'une simple question identitaire vers une réelle préoccupation politique. De ce fait dès août 1998, la stigmatisation de l'allochtone par ceux qui s'estiment autochtones prenait les allures d'une véritable guerre contre l'envahisseur et pillard étranger.

*iii)* Les jeux d'alliance et contre-alliance observés dans les deux périodes ne relèvent pas d'une irrationalité ou d'un manque de maturité politique comme on serait tenté de le dire au regard des itinéraires des acteurs. Cette précarité procède moins d'une haine ethnique répondant aux logiques simples du genre « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami...* » ou du monnayage ou encore de l'intoxication, que d'une lutte d'intérêts conjoncturels dans laquelle les logiques du patriotisme, du mercenariat, de la rente, de l'instrumentalisation, du désordre et de l'indocilité comme projet social ne sont pas à exclure.

*iv)* Ces différents tactiques et stratagèmes se sont révélés à la fois efficaces dans la lutte des acteurs, mais ont beaucoup plus contribué à reproduire la domination, le pillage des ressources, la justification d'une présence militaire étrangère non désirée et dénoncée. Cette reproduction paradoxale de l'exploitation et de la domination historiquement combattues au Nord-Kivu traverse les actions sociales et politiques des acteurs de la société civile et les querelles factionnelles entre *Mayi-Mayi*. De même, autant la dynamique de l'invisible s'impose dans l'imaginaire populaire et les pratiques sociales au Nord-Kivu, autant elle caresse les faiblesses et annihile les vertus du travail cultivées au cœur de cette population.

Ayant trouvé un éphémère échos favorable dans les premiers procès exécutés par la justice populaire *mayi-mayi*, la quête de justice par le petit peuple a vite réhabilité le règne de l'impunité, de la vengeance, du monnayage de la raison. Ce qui laisse libre cours à un cercle vicieux séculaire



d'exploitation et de domination. Pire encore, l'incapacité de principaux commandants *Mayi-Mayi* à se muer en une force politique susceptible de continuer la lutte pour la justice sociale, l'égalité, l'Etat de droit, la démocratie et la souveraineté nationale semble nuisible au développement et à la sécurisation des Provinces de l'Est. Loin d'en faire une des questions particulières à résoudre par le partage de pouvoir au niveau national, il convient d'intégrer la problématique de la sécurisation humaine et étatique de l'Est ainsi que la cohabitation ethnique dans la préoccupation de la gouvernance nationale plus globale. Cela constitue la voie royale pour mettre fin au désordre qui caractérise la région. C'est cette instabilité qui reste entretenue à son tour par les pyromanes extérieurs pour garantir leurs intérêts en RDC.

En définitive, en proposant une conclusion à cette étude, nous voulons plus répondre à une exigence académique et méthodologique. Loin de nous l'idée d'avoir épuisé notre objet d'étude tant sur le plan empirique que sur le plan théorique. Notre recherche avoue ses limites que nous espérons dépasser dans le cadre de nos prochaines recherches doctorales au sein desquelles s'inscrit ce mémoire. Nous ne pensons pas avoir éclairé suffisamment les pillages, la fraude et leurs filières dans cette partie du pays. De même, nous n'avons pas abordé la place du Nord-Kivu et de la RDC dans la reconfiguration géopolitique de dimension régionale qui s'opère actuellement en Afrique des Grands Lacs et Centrale. Ensuite, nous croyons n'avoir pas approfondi la question de la déstructuration des sociétés traditionnelles nord-kivutiennes ainsi que les effets des politiques sociales nationales retenues par beaucoup d'analyses comme "cause première" d'une conflictualité constante au Nord-Kivu. Enfin, sur le plan empirique, bien des zones d'ombre demeurent encore sur l'histoire sociopolitique des *Mayi-Mayi* de la partie occidentale du Nord-Kivu.

## BIBLIOGRAPHIE

## I. OUVRAGES

- D. Afana, *La ballade démocratique du Zaïre. Sept ans de transition tumultueuse (1990 – 1997)*, Hipoc, Kinshasa, 1998.
- L. Althusser, *Positions*, Paris, Ed. Sociales, 1976.
- L. Althusser et Balibar, *Lire le capital*, Maspero, Paris, 1973.
- J.-P. Bemba, *Le choix de la liberté*, Venus, Gbadolite, 2002.
- N. Boukharine, *La théorie du matérialisme historique*, Anthropos, Paris, 1967.
- C. Coquery-Vidrovitch, A. Forest et H. Weiss (sous la direction de), *Rébellion-révolution au Zaïre 1963-1965*, Tome I, L'Harmattan, Paris, 1986.
- G. de Villers et J.-C. WILLAME en coll. avec J. Omasombo et Erik Kennes, *République Démocratique du Congo : Chronique politique d'un entre-deux-guerres (octobre 1996-juillet 1998)*, Institut Africain/L'Harmattan, Tervuren-Paris, 1998.
- G. de Villers et J. T. Omasombo, *Guerre et politique : les trente derniers mois de - L.- D. Kabila*, Institut africain-L'Harmattan, Bruxelles-Paris, 2001.
- M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1986.
- GEMDEV, *Les avatars de l'Etat*, Karthala, Paris, 1997.
- M. Godelier, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Maspero, Paris, 1973.
- P.E. Joset, *Les sociétés secrètes des hommes-léopards en Afrique noire*, Payot, Paris, 1955.
- M. Kambere, *Regard sur les conflits des nationalités au Congo. Aspect juridique*, Ed. Yira, Kinshasa, 1999.
- M. Kambere, *Regard sur les conflits des nationalités au Congo. Aspect géo-historique*, Ed. Yira, Kinshasa, 1999.
- M. Kambere, *Quid des Hutu au Congo : autochtones ou allochtones ?*, Ed. Yira, Kinshasa, 2000.
- P. Kanyamachumbi, *Les populations du Kivu et la loi sur la nationalité. Vraie ou fausse problématique*, Ed. Select, Kinshasa, 1992.
- V. Kelle et M. Kovalzon, *Le matérialisme historique. Essai sur la théorie marxiste de la société*, Ed. du Progrès, Moscou, 1972.
- E. Kennes en Coll. avec N. Mukana, *Essai bibliographique sur Laurent-Désiré Kabila*, Institut Africain-L'Harmattan, Tervuren-Paris, 2003.
- M. Lovens, *La révolte de Masisi-Lubutu (Congo-belge, janvier-mai 1944)*, Les cahiers du CEDAF, n° 3-4, Bruxelles, 1974.
- *La civilisation ancienne des peuples des grands lacs*, Paris-Bujumbura, Karthala-Centre de civilisation Burundaise, 1981.
- E. C. Malek, *La formation de l'identité politique*, PUF, Paris, 1986.

- MANDEL, *Introduction au marxisme*, La Brèche, Paris, 1983.
- P. Mathieu et J.-C. Willame (sous la dir. de), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des grands lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Institut africain-L'Harmattan, Tervuren-Paris, 1999.
- R. Martelli, *Comprendre la nation*, éd. Sociales, Paris, 1979.
- V.M. Mbavu, *Le Congo-Zaïre d'une guerre à l'autre – de libération en occupation (Chronique 1996 – Lusaka 1999)*, L'Harmattan, Paris, 2003.
- M.A. Moeller, *Les grandes lignes des migrations des bantous de la Province Oriental*, s.e., s.d.
- J. Mutambo, *Les Banyamulenge*, s.e., Kinshasa, 1997.
- A. B. Mwaka, *La nationalité en R.D.Congo : Tremplin, gratification ou sanction ? Appel pour une nationalité bien comprise*, Cahiers du CEP, Kinshasa, 2003.
- Mwene-Batende, *Mouvements messianiques et protestation sociale. Le cas du Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, Faculté de Théologie Catholique, Kinshasa, 1982.
- E. R. Ndeshyo, *La nationalité de la population zaïroise d'expression Kinyarwanda au regard de la loi du 19 juin 1981*, Ed. Electronique Asyst, Kinshasa, 1992.
- Ngbanda N.K.A, *La transition au Zaïre. Le long tunnel*, Noraf, Kinshasa, 1995.
- C. Ngirabatware, *Le Nord-Kivu. Une mentalité nouvelle pour une nouvelle Région*, s.e., Kinshasa, 1988.
- J. T. Omasombo, *Le Zaïre à l'épreuve de l'Histoire immédiate*, Karthala, Paris, 1994.
- Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, Paris, 1972.
- R. Quivy et L. Van Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris, 1995.
- F. Reyntjens et S. Marysse (sous la dir. de), *Conflits au Kivu : antécédents et enjeux*, Anvers, Centre d'Etudes de la Région des Grands Lacs Africains, 1996.
- T. Trefon (sous la dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Musée Royal de l'Afrique centrale-L'Harmattan, Tervuren-Paris, 2004.
- F. Van Acker et K. Vlassenroot, « Les 'Maï-Maï' et les fonctions de la violence milicienne dans l'Est du Congo », in *Politique Africaine*, n° 84, décembre 2001.
- B. Verhaegen, *Rébellion au Congo. Maniema*, Tome II, CRISP-IRES, Bruxelles-Kinshasa, 1969.
- B. Verhaegen, *Introduction à l'Histoire immédiate*, Duculot, Gembloux, 1974.
- J.C WILLAME, *Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement Nord-Kivu et Lac Léopold II*, CEP, n° 3, Léopoldville, oct. 1964.

- J.-C. Willame, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Institut Africain/L'Harmattan, Bruxelles-Paris, 1997.
- E Wolf, J.-C. Mashini et Y. Ipalaka, *Organisation de l'espace et infrastructure urbaine en R.D.C.*, ADIE, Libreville, 2001.

## II. REVUES, COMMUNICATIONS ET BULLETINS

- W. Barnes, « Kivu : enlèvement dans la violence », in *Politique Africaine*, n° 73, mars 1999, p.123-136.
- F. Bernault et J. Tonda, « Introduction au thème. Dynamique de l'invisible en Afrique », in *Politique Africaine*, n°79, octobre 2000, pp.5-16.
- J.-P. Chrétien, « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », in *Politique africaine*, n°42, juillet 1991, 15-27.
- P. Geschiere, « Sorcellerie et modernité : retour sur une étrange complicité », in *Politique africaine*, n° 79, octobre 2000, pp.17-32.
- C.P. Gumucio, « Les nouvelles formes de religion dans la société globalisée : un défi à l'interprétation sociologique », in *Social Compass*, n°49(2), 2002, pp.167-186.
- K. Ilunga, « Interdisciplinarité et politique. Pour une science politique africaine du temps présent », in *Cahiers économiques et sociaux*, vol. XVIII, n° 2, juin 1980, pp. 167-176.
- Martinez, « La guerre civile en Algérie : une rente politico-financière », in *Bulletin du Codesria*, n° 3/4, 1998, pp.4-9.
- A.B. Mwaka, « Conflits et violences ethno-politique en R.D.Congo. Considérations éthiques et méthodologiques », communication présentée au séminaire co-organisé par INCORE-CEPACS/Université d'Ibadan, 26-28 février 2003.
- A.B. Mwaka, *L'immigration récente des Hema au Graben (Nord-Kivu septentrional) : Elément pour une nouvelle problématique de la nationalité congolaise*, communication aux premières journées scientifiques de la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques/ Université de Kinshasa, mai 2003.
- J. Pabannel, « La question de nationalité au Kivu », in *Politique Africaine*, n°41, mars 1991, pp.32-40.
- M. Pandolfi et Abélès, « Présentation. Politiques et jeux d'espaces », in *Anthropologie et sociétés*, vol. 26, n°1, 2002, 5-9.
- P. Richards, « Sur la violence politique en Afrique : le sectarisme séculier au Sierra Leone », in *Politique africaine*, mars 1998, pp.85-104.

- P. Richards et K. Vlassenroot, « Les guerres africaines du type fleuve Mano. Pour une analyse sociale », in *Politique africaine*, n°88, décembre 2002, pp.13-26.

### III. COURS; TRAVAUX DE FIN DE CYCLE, MEMOIRES ET THESES

- M. Baitsura, *Impact du Parc National des Virunga sur la population de Zone de Beni. De 1935 à 1978*, Travail de Fin d'Etudes inédit, Histoire Sciences Sociales/ISP Bukavu.

- K.T. Mashauri, *Dynamique de l'action missionnaire catholique chez les Yira occidentaux (1906-1959). Méthodes apostoliques, mutations sociales et interactions culturelles*, thèse inédite, Faculté des Lettres/Université de Kinshasa, 1986-1987.

- C.M. Mbindule, *Analyse de la rébellion May-May et son impact socio-politique et économique en Territoire de Lubero au Nord-Kivu : 1996-2000*, Travail de Fin de Cycle inédit, 1999-2000.

- A.B. Mwaka, *Phénomène d'ethnicité dans la Région du Nord-Kivu, Introduction à la sociologie politique du Nord-Kivu*, mémoire inédit, FSSAP/Université de Kinshasa, 1995-1996.

- J. T. OMASOMBO, *Méthode du travail scientifique*, cours inédit, UNIKIN/FSSAP-SPA, 2002-2003.

- N.S. Paluku, *Structure économique et mutations sociales en Zone rurale de Lubero (Nord-Kivu)*, Mémoire inédit, Département de Sociologie/UNIKIN, 1995-1996.

- N.K. Sikavya, *La rébellion dans la Zone de Beni (1964-1969)*, Mémoire inédit, Option Histoire, ISP-Bukavu, 1980-1981.

- K. Sirimuhughu, *La colonisation européenne dans le Secteur de Ruwenzori (1889-1960)*, Mémoire inédit, Histoire, ISP-Bukavu, 1976.

- K.M. Sirimuhughu, *Histoire des relations entre les Bakondjo et les Banande frontaliers (Uganda-Zaïre) : 18èS-1962*, Travail de Fin d'Etudes inédit, Histoire-sciences sociales/ISP-Bukavu, 1975-1976.

### IV. ARCHIVES ET DOCUMENTS

- Association des Amis de Mgr. Kataliko (AMKA), *Rapport sur les violations des droits de l'homme dans les Territoires de Beni et Lubero en Province du Nord-Kivu en RDC*, août 2000.

- Association Française pour le Développement de la géographie, "Guerres, conflits et recomposition territoriales en Afrique noire. Quelques remarques". [Article en ligne] Disponible sur [http://www.afdg.org/spip/imprimersans.php3?id\\_article=24](http://www.afdg.org/spip/imprimersans.php3?id_article=24)

- Bamwisho Mahia, Lettre adressée au Commissaire d'Etat des affaires foncières, 15 août 1980, 2p.
- Biographie commentée du Professeur Ndeshyo Rurihose destinée au Secrétaire Permanent du Comité Central du MPR, 11 février 1981, 9p.
- Cabinet du Gouverneur de Région du Nord-Kivu, *Cadre de référence pour le développement socio-économique de la Région du Nord-Kivu au cours de la transition (objectifs, orientations, politiques et stratégies*, Goma, février 1995.
- Comité Régional Elargi du MPR /Kivu, Résultats de l'examen des candidatures au Conseil législatif, Bukavu, 25 juin – 07 juillet 1987, 131p.
- Commissaires du peuple originaires du Kivu, Lettre collective ayant pour objet la dénonciation de l'infiltration des étrangers dans les organes délibérants du MPR, 3 juillet 1987, 5p.
- Commission Nationale pour l'Unesco, « L'évaluation de l'éducation pour tous en l'an 2000 : rapport des pays. République Démocratique du Congo », [rapport en ligne] disponible sur [http://www2.unesco.org/wef/countryreports/congodem/rapport\\_2html](http://www2.unesco.org/wef/countryreports/congodem/rapport_2html)
- Confrontations des différentes dépositions concernant l'identité de Ndeshyo, Kalisa et Rwanyindo devant la sous-commission du Comité Central, 5p.
- District des volcans, PV administratif concernant la situation troublée en territoire de Masisi par les rebelles "Kanyarwanda", n° 3072/010/65/M.6/Kanyarwanda du 22 septembre 1965.
- Direction Générale d'Intelligence-RCD/K-ML, Bulletin d'information, Butembo, 9 janvier 2001, 2p.
- Direction Générale d'Intelligence-RCD/K-ML, Bulletin d'information, Butembo, 18 février 2001, 4p.
- Dépositions orales libres de Rwanyindo Ruziga Ruzira Bwoba à la sous-commission spéciale du Comité Centrale du MPR, 31 mars 1981, 6p.
- Dépositions orales libres de Kalisa Ruti à la sous-commission spéciale du Comité Central du MPR, 31 mars 1981, 4p.
- Dépositions orales libres de Ndeshyo Rurihose à la sous-commission spéciale du Comité Central du MPR, 31 mars 1981, 4p.
- Document inédit de Mgr. Ngabu remis à la Commission du Comité Central du MPR pour l'étude des problèmes créés par la contestation de la nationalité de trois membres du Comité Central du MPR, 2 février 1981, 9p.
- Dossier des fils Ndeze autour de la pêche Nyakakoma 1985-1989, 59p.
- International Crisis Group, *Les rebelles Hutu Rwandais au Congo : pour une nouvelle approche du désarmement et de la réinsertion*, Nairobi/Bruxelles, n° 63, 23 mai 2003.
- Human Right Watch, *République Démocratique du Congo. La guerre dans la guerre. Violences sexuelles contre la femme et les filles dans l'est du Congo*, 2002 [rapport en ligne] disponible

sur [www.hrw.org/french/report/drc2002/congofr0602-03.htm](http://www.hrw.org/french/report/drc2002/congofr0602-03.htm)

- *Les coulisses*, N° 98, 95-96, 133.
- *Le Millénaire*, N° 018 de novembre 2001.
- *Le potentiel*, N° 3103.
- Lettre N° 75/RNL/QG/VV/MPJ/2001 du 26 octobre 2001.
- Lettre du Commissaire d'Etat chargé des affaires étrangères, n° 131/0096/81 du 8 avril 1981, 2p.
- Lettre du Citoyen Buunda Birere Shamwami, Commissaire du Peuple et Chef de Collectivité de Bwito (Zone de Rutshuru) au Citoyen Président-Fondateur du MPR sur le cas des Banyarwanda, 7 octobre 1978, 7p.
- Lettre de recours des Citoyens Kalisa, Ndeshyo et Rwanyindo au Président de la République du Zaïre, 24 novembre 1980, 1p.
- Lettre du Citoyen Rwakabuba Shinga au Secrétaire Permanent du Comité Central du MPR portant sur le dossier de la nationalité, 23 janvier 1981, 4p.
- Mayaya Santa, *Ekiangaleka niki ?*, cassette audio.
- Mémoire des Hutu Zaïrois adressé au Président Fondateur du MPR, 11 septembre 1980, 5p.
- Mulinga, Mushishi et Mutambo, Quelques précisions sur les origines, le passé et les problèmes actuels des Banyamulenge et des Barundi de la Zone d'Uvira au Sud-Kivu, Document inédit adressé au Secrétaire permanent du Comité Central du MPR, 11p.
- Mwando Simba, Rapport confidentiel au Commissaire d'Etat de l'Administration du Territoire et Décentralisation, Bukavu, 12 septembre 1985, 2p.
- ONU, *Rapport du groupe des experts mandatés par l'ONU pour enquêter sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*, 16 avril 2001.
- PNUD/UNOPS, *Monographie de la province du Nord-Kivu*, Kinshasa, octobre 1998.
- Rapport de mission de la commission spéciale du Comité Centrale du MPR du 26 janvier au 6 février 1981
- Secrétariat général de l'Intérieur et des affaires coutumières, Liste des réfugiés Ruandais de Goma, octobre 1970, 34p.
- Secrétariat Général du Ministère de l'intérieur et des affaires coutumières, Liste des réfugiés Rwandais au Congo, 29 octobre 1970, 17p.
- Territoire de Masisi, Liste des réfugiés rwandais en groupement de Bigiri, Muvunyi-Lac, Muvunyi-Karuba et Kamuronza, 5 avril 1962, 10p.
- B. Verhaegen, *Méthode et techniques : pour une approche dialectique de leurs relations*, texte polycopié, IRSA, Kisangani, mars 1987.
- [www.intersec.org](http://www.intersec.org), [www.mayi-mayi.com](http://www.mayi-mayi.com), [www.fdlr.org](http://www.fdlr.org)

Dédicace	
Avant-propos	
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
1. Problématique.....	1
2. Hypothèses.....	7
3. Méthodologie.....	10
4. Intérêt du sujet.....	11
5. Délimitation du sujet.....	18
6. Difficultés rencontrées.....	19
7. Subdivision du travail.....	20
<b>CHAPITRE PREMIER : GRILLE D'ANALYSE ET AIRES MAYI-MAYI</b> .....	21
I.1. GRILLE D'ANALYSE.....	21
I.1.1. Le matérialisme historique.....	22
I.1.2. La conceptualisation.....	23
1°/ Production et rapports de production.....	23
2°/ Infrastructure et superstructure.....	25
3°/ Anétatisation, nouveaux mercenariats et néo-magie synchrétique.....	28
a. Anétatisation.....	28
b. Néo-magie synchrétique.....	29
c. Nouveaux mercenariats.....	30
4°/ Mode de production et formation sociale.....	32
5°/ La conjoncture politique.....	35
I.2. AIRES MAYI-MAYI AU NORD-KIVU.....	36
I.2.1. Nord-Kivu : aperçu historique et données administratives.....	37
I.2.2. Cadre géographique et richesses naturelles.....	40
I.2.3. Eléments démographiques et culturels.....	42
I.2.4. Situation économique et sociale.....	46
<b>CHAPITRE DEUXIEME : SOCIOGENESE DES MAYI-MAYI</b> .....	49
II.1. UNE TRADITION D'INDOCILITE ?.....	49
II.1.1. Les <i>Vihokohoko</i> , Hommes-Léopards de Beni.....	49



II.1.2. Les <i>Kitawalistes</i> de Masisi.....	54
II.1.3. Les <i>Simba</i> au Nord-Kivu.....	58
II.1.4. Continuité ou discontinuité ?.....	61
II.2. DYNAMIQUES TRANSFRONTALIÈRES : INSÉCURITÉ, CONTRE BANDE ET REBELLIONS.....	64
II.2.1. Insécurités transfrontalières et filières trafiquantes.....	65
II.2.2. Les <i>wakombozi</i> dans les contreforts du Ruwenzori.....	68
II.3. LIBERALISATION POLITIQUE ET ANTICIPATIONS ETHNO- POLITIQUES.....	78
II.3.1. Vécu de la démocratisation au Nord-Kivu.....	72
a. Démocratisation décentralisée et politisation de la pluralité ethnique.....	72
b. La récurrente question identitaire.....	76
c. La question foncière : triomphe des bricolages d'« en bas ».....	79
II.3.2. Nord-Kivu : point d'enchevêtrement des conflagrations voisines.....	82

<b>CHAPITRE TROISIEME : EMERGENCE, EVOLUTION ET JEUX D'ALLIANCES DES <i>MAYI-MAYI</i> DANS LES DEUX GUERRES.....</b>	<b>86</b>
III.1. LES EVENEMENTS DE NTOTO ET L'IDEE DES MILICES.....	88
III.2. LA NEBULEUSE <i>MAYI-MAYI</i> : SIGNIFICATIONS, HISTORIQUE ET RITUELS.....	91
III.3. PRINCIPALES FACTIONS ET AIRES CONTROLEES.....	97
III.3.1. La bande à Kaganga.....	98
III.3.2. La faction du Commandant Akilimali alias Akilos.....	101
III.3.3. La Brigade Raisonneur/FAP de Lafontaine Kakule Sikuli....	102
III.3.4. Vita Kitambala dit Général et ses Forces Armées Congolaises.....	103
III.3.5. Fabien Mudohu Kukumana et sa Force de Résistance pour la Libération du Congo (FRPLC).....	105

III.3.6. Loloko Kopokopo et la Résistance Nationale Lumubiste (RNL).....	107
III.4. PRECARISATION DES ALLIANCES : REALITES ET PORTEE.....	110
III.4.1. La Sécurité des pauvres : Itinéraire sinueux et alliances mouvantes.....	110
III.4.2. La haine ethnique comme fil conducteur ?.....	115
III.4.3. L'équation locale : enclaves violentes et nouvelles autorités.....	117
III.4.4. Opportunisme et mercenariat.....	120
III.4.5. Désordre et indocilité comme projet social.....	122
 <b>CHAPITRE QUATRIEME : SOCIETE, RENTES ET MILICES MAYI- MAYI : VIOLENCE RESTRUCTURANTE ?.....</b>	 128
IV.1. LES <i>MAYI-MAYI</i> OU LA SOCIETE CIVILE ARMEE ?.....	128
VI.2. RENTES ET LUTTES FACTIONNELLES : LE CONTOURS D'UNE IDEOLOGIE.....	135
IV.3. DYNAMIQUE DE L'INVISIBLE.....	145
IV.4. DE LA QUETE DE JUSTICE AUX ENCLAVES D'IMPUNITE.....	151
IV.5. DE LA GUERRE A LA POLITIQUE : UN PARTI POUR UNE MEME LUTTE .....	157
 <b>CONCLUSION.....</b>	 162
 <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	 166
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>172</b>

